

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE

F. 2003 — 1492 [C — 2003/21093]

8 AVRIL 2003. — Loi-programme (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté en Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er} — Disposition générale

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

TITRE II. — Affaires sociales

CHAPITRE I^{er}. — Centre fédéral d'expertise des soins de santé

Art. 2. A l'article 17bis de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, remplacé par la loi du 24 décembre 2002, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, est complété comme suit :

« 6° le Centre fédéral d'expertise des soins de santé, créé par l'article 259 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002. »;

2° au § 2, les mots « 4° ou 5° » sont remplacés par les mots « 4°, 5° ou 6° »;

3° au § 2, les mots « loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique » sont remplacés par les mots « loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations ».

Art. 3. L'article 2 entre en vigueur le 1^{er} avril 2003.

CHAPITRE II. — Banque-Carrefour de la Sécurité sociale

Art. 4. Un article 11bis, rédigé comme suit, est inséré dans la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la Sécurité sociale :

« Art. 11bis. — § 1^{er}. Pour l'application du présent article, l'on entend par :

1° « droit supplémentaire » : un droit à un avantage quelconque dont bénéficient une personne physique ou ses ayants-droits en raison du statut de cette personne physique en matière de sécurité sociale, autre que les droits constatés dans les dispositions visées à l'article 2, alinéa 1^{er}, 1°;

2° « instance d'octroi » : la personne qui octroie l'avantage concerné.

§ 2. Pour autant que les données sociales nécessaires pour l'octroi d'un droit supplémentaire soient disponibles dans le réseau et que le Comité de gestion de la Banque-Carrefour ait indiqué le droit supplémentaire concerné, les instances d'octroi sont obligées de les demander exclusivement auprès de la Banque-Carrefour, sans préjudice de l'article 4, alinéa 2.

Le Comité de gestion de la Banque-Carrefour détermine pour chaque droit supplémentaire qu'il indique la date à partir de laquelle les instances d'octroi ne peuvent plus mettre à charge de la personne physique concernée, ses ayants droit ou leurs mandataires la communication des données sociales nécessaires à l'octroi de droits supplémentaires et à partir de laquelle la personne physique concernée, ses ayants droit ou leurs mandataires peuvent, sans perte du droit supplémentaire, refuser de mettre à la disposition des instances d'octroi une donnée sociale comme preuve du statut de cette personne physique en matière de sécurité sociale.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER

N. 2003 — 1492 [C — 2003/21093]

8 APRIL 2003. — Programmawet (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Algemene Bepaling

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

TITEL II. — Sociale zaken

HOOFDSTUK I. — Federaal Kenniscentrum voor de Gezondheidszorg

Art. 2. In artikel 17bis van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid, vervangen bij de wet van 24 december 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1, eerste lid, wordt aangevuld als volgt :

« 6° het Federaal Kenniscentrum voor de Gezondheidszorg, opgericht bij artikel 259 van de programmawet (I) van 24 december 2002. »;

2° in § 2 worden de woorden « 4° of 5° » vervangen door de woorden « 4°, 5° of 6° »;

3° in § 2 worden de woorden « de wet van 27 juni 1921 waarbij aan de verenigingen zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend » vervangen door de woorden « wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen ».

Art. 3. Artikel 2 treedt in werking op 1 april 2003.

HOOFDSTUK II. — Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid

Art. 4. In de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid, wordt een artikel 11bis ingevoegd, luidende :

« Art. 11bis. — § 1. Voor de toepassing van dit artikel wordt verstaan onder :

1° « aanvullend recht » : een recht op enig voordeel dat een natuurlijke persoon of diens rechthebbenden genieten als gevolg van het statuut van deze natuurlijke persoon inzake sociale zekerheid, ander dan de rechten vastgesteld in de regelingen bedoeld in artikel 2, eerste lid, 1°;

2° « toekennende instantie » : de persoon die het betrokken voordeel toekent.

§ 2. Voor zover de sociale gegevens nodig voor het toekennen van een aanvullend recht in het netwerk beschikbaar zijn en het Beheerscomité van de Kruispuntbank het betrokken aanvullend recht heeft aangeduid, zijn de toekennende instanties verplicht ze uitsluitend bij de Kruispuntbank op te vragen, onverminderd artikel 4, tweede lid.

Het Beheerscomité van de Kruispuntbank bepaalt voor elk aanvullend recht dat hij aanduidt de datum vanaf wanneer de toekennende instanties het meedelen van de sociale gegevens nodig voor het toekennen van aanvullende rechten niet langer ten laste kunnen leggen van de betrokken natuurlijke persoon, diens rechthebbenden of hun lasthebbers en de betrokken natuurlijke persoon, diens rechthebbenden of hun lasthebbers gerechtigd zijn om, zonder verlies van het aanvullend recht, te weigeren enig sociaal gegeven ter staving van het statuut van deze natuurlijke persoon inzake sociale zekerheid ter beschikking te stellen van de toekennende instantie.

CHAPITRE III. — *Carte d'identité sociale*

Art. 5. A l'article 2 de l'arrêté royal du 18 décembre 1996 portant des mesures en vue d'instaurer une carte d'identité sociale à l'usage de tous les assurés sociaux, en application des articles 38, 40, 41 et 49 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux de pensions, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, la phrase « Chaque assuré social ne peut être en possession que d'une seule carte d'identité sociale. » est supprimée;

2° à l'alinéa 3, le 2° est remplacé par la disposition suivante :

« 2° le premier et le deuxième prénoms; »;

3° à l'alinéa 3, le 3° est abrogé;

4° à l'alinéa 3, 8°, les mots « et de l'expiration » sont supprimés;

5° à l'alinéa 4, le 7° est remplacé par la disposition suivante :

« 7° la date de l'expiration de la validité de la carte; ».

Art. 6. L'article 8 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 8. — Sera puni d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de deux cents euros à dix mille euros ou d'une de ces peines seulement, quiconque aura fait usage de la carte d'identité sociale visée à l'article 2 ou de la carte professionnelle visée à l'article 5bis sans autorisation ou les aura utilisées dans un autre but que celui pour lequel il a été habilité. »

Art. 7. A l'article 9 du même arrêté, les mots « de quatre cents francs à dix mille francs » sont remplacés par les mots « de quatre cents euros à dix mille euros ».

Art. 8. A l'article 10 du même arrêté, les mots « de mille à dix mille francs » sont remplacés par les mots « de mille euros à dix mille euros ».

Art. 9. Les articles 5 à 8 entrent en vigueur le 1^{er} mai 2003. Cependant, les cartes éditées avant cette date restent en vigueur jusqu'à l'expiration de leur période de validité.

CHAPITRE IV. — *Allocations familiales*

Art. 10. A l'article 120 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 2, modifié par les lois des 27 mars 1951 et 30 décembre 1992, les mots « trois ans » sont remplacés par les mots « cinq ans »;

2° dans l'alinéa 3, inséré par la loi du 30 décembre 1992, les mots « trois ans » sont remplacés par les mots « cinq ans »;

3° dans l'alinéa 6, modifié par la loi du 27 mars 1951, les mots « trois ans » sont remplacés par les mots « cinq ans ».

Art. 11. L'article 10 produit ses effets le 1^{er} janvier 2003.

CHAPITRE V. — *Cotisations sécurité sociale*

Art. 12. Dans l'article 2, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 20 décembre 1999 visant à octroyer une réduction des cotisations personnelles de sécurité sociale aux travailleurs salariés ayant un bas salaire, modifié par la loi du 12 août 2000, les mots « 39 600 francs belges par année civile à partir de l'année 2001 » sont remplacés par les mots « 1.140,00 EUR par année civile à partir de l'année 2003 ».

Art. 13. L'article 12 produit ses effets le 1^{er} janvier 2003.

CHAPITRE VI. — *Modification de la loi INAMI*

Art. 14. A l'article 25 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, modifié par la loi du 24 décembre 2002, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 2, les mots « à l'exclusion de l'alimentation » sont remplacés par les mots « et en ce compris l'alimentation qui n'est pas prise en considération dans le cadre du maximum à facturer »;

HOOFDSTUK III. — *Sociale identiteitskaart*

Art. 5. In artikel 2 van het koninklijk besluit van 18 december 1996 houdende maatregelen met het oog op de invoering van een sociale identiteitskaart ten behoeve van alle sociaal verzekerden, met toepassing van de artikelen 38, 40, 41 en 49 van de wet van 26 juli 1996 houdende de modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de wettelijke pensioenstelsels, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt de zin « Elke sociaal verzekerde mag slechts één sociale identiteitskaart bezitten. » geschrapt;

2° in het derde lid wordt punt 2° als volgt vervangen :

« 2° de eerste en de tweede voornaam; »;

3° in het derde lid wordt punt 3° opgeheven;

4° in het derde lid, 8°, worden de woorden « de begin- en einddatum » vervangen door de woorden « de begindatum »;

5° in het vierde lid wordt punt 7° als volgt vervangen :

« 7° de einddatum van de geldigheid van de kaart; ».

Art. 6. Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 8. — Wordt gestraft met een gevangenisstraf van drie maanden tot één jaar en een geldboete van tweehonderd tot tienduizend euro, of met één van die straffen alleen, eenieder die de in artikel 2 bedoelde sociale identiteitskaart of de in artikel 5bis bedoelde beroepskaart zonder toelating gebruikt of die ervan gebruik maakt met een ander doel dan hetgene waartoe hij gemachtigd is. »

Art. 7. In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de woorden « van vierhonderd frank tot tienduizend frank » vervangen door de woorden « van vierhonderd euro tot tienduizend euro ».

Art. 8. In artikel 10 van hetzelfde besluit worden de woorden « van duizend tot tienduizend frank » vervangen door de woorden « van duizend euro tot tienduizend euro ».

Art. 9. De artikelen 5 tot 8 treden in werking op 1 mei 2003. De kaarten die vóór die datum zijn uitgegeven blijven evenwel geldig tot de geldigheidsperiode is verstreken.

HOOFDSTUK IV. — *Kinderbijslag*

Art. 10. In artikel 120 van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid, gewijzigd bij de wetten van 27 maart 1951 en 30 december 1992, worden de woorden « drie jaar » vervangen door de woorden « vijf jaar »;

2° in het derde lid, ingevoegd bij de wet van 30 december 1992, worden de woorden « drie jaar » vervangen door de woorden « vijf jaar »;

3° in het zesde lid, gewijzigd bij de wet van 27 maart 1951, worden de woorden « drie jaar » vervangen door de woorden « vijf jaar ».

Art. 11. Artikel 10 heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2003.

HOOFDSTUK V. — *Bijdragen sociale zekerheid*

Art. 12. In artikel 2, § 2, eerste lid, van de wet van 20 december 1999 tot toekenning van een vermindering van de persoonlijke bijdragen van sociale zekerheid aan werknemers met lage lonen, gewijzigd bij de wet van 12 augustus 2000, worden de woorden « 39 600 Belgische frank per kalenderjaar vanaf het jaar 2001 » vervangen door de woorden « 1 140,00 EUR per kalenderjaar vanaf het jaar 2003 ».

Art. 13. Artikel 12 heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2003.

HOOFDSTUK VI. — *Wijziging van de RIZIV-wet*

Art. 14. In artikel 25 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994, gewijzigd bij de wet van 24 december 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2 worden de woorden « met uitsluiting van voeding » vervangen door de woorden « daarin begrepen de voeding die niet in aanmerking genomen wordt in het raam van de maximumfactuur »;

2° au § 3, l'alinéa 3 est remplacé comme suit :

« Ne sont pas considérés comme coûts supplémentaires :

a) la quote-part personnelle qui est prise en considération dans le cadre du maximum à facturer;

b) les coûts pour l'alimentation qui sont pris en considération dans le cadre du maximum à facturer;

c) les suppléments visés à l'article 90 de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987;

d) les suppléments aux prix et honoraires fixés en application de la réglementation relative à l'assurance obligatoire soins de santé. »

Art. 15. L'article 29ter, alinéa 3, de la même loi, inséré par la loi du 24 décembre 2002, est remplacé par l'alinéa suivant :

« La Commission de remboursement des bandages, orthèses et prothèses externes est chargée, en ce qui concerne les groupes de produits déterminés par le Roi en exécution de l'article 35, § 1^{er}, alinéa 3 :

1° de formuler des propositions concernant leurs modalités de remboursement;

2° de formuler des propositions concernant les modalités spécifiques relatives au remboursement si les produits sont loués aux bénéficiaires;

3° de formuler au Comité de l'assurance des propositions de règles interprétatives concernant la nomenclature des prestations. »

Art. 16. A l'article 35 de la même loi, modifié par les lois des 20 décembre 1995, 22 février 1998, 25 janvier 1999, 10 août 2001, 22 août 2002 et 24 décembre 2002, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« La nomenclature des prestations de bandages, orthèses et prothèses externes visées à l'article 34, alinéa 1^{er}, 4°, dont le Roi détermine les groupes de produits, est fixée sur la base de critères d'admission concernant les prix, le coût pour l'assurance et les éléments d'ordre médical, thérapeutique et social. Le Roi fixe, sur la proposition de la Commission de remboursement des bandages, orthèses et prothèses externes, ces critères d'admission et la procédure qui doit être suivie par les firmes qui demandent l'admission, une modification ou la suppression d'un produit sur la liste des produits remboursables. Il définit en outre les délais et les obligations qui doivent être respectés en cas de demande d'admission, de modification ou de suppression »;

2° au § 1^{er}, alinéa 3 ancien, devenu l'alinéa 4, les mots « dans les conditions prévues au § 2 » sont remplacés par les mots « dans les conditions prévues aux §§ 2 et 2bis »;

3° au § 2bis, alinéa 1^{er}, les mots « en ce qui concerne les prestations de bandages, orthèses et prothèses externes visées à l'article 34, alinéa 1^{er}, 4° » sont remplacés par les mots « en ce qui concerne les groupes de produits qu'il a déterminés en exécution du § 1^{er}, alinéa 3. »

Art. 17. L'article 38, alinéa 2, de la même loi, modifié par les lois des 25 janvier 1999 et 24 décembre 1999, est complété comme suit :

« En ce qui concerne les groupes de produits déterminés par le Roi en exécution de l'article 35, § 1^{er}, alinéa 3, le Service consulte au préalable la Commission de remboursement des bandages, orthèses et prothèses externes. »

Art. 18. Dans l'article 165 de la même loi, modifié par la loi du 22 août 2002, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 7 sont insérés les mots « des moyens déterminés à l'article 34, 19° et 20°, » entre les mots « médicaments délivrés » et « à la date de cette délivrance »;

2° dans le même alinéa le mot « pharmacien » est remplacé par le mot « pharmacie »;

3° dans la première phrase de l'alinéa 9, les mots « de lait maternel, d'aliments diététiques à des fins médicales, d'alimentation parentérale et de dispositifs médicaux à l'exception de ceux visés à l'article 34, 4°, » sont insérés après les mots « permettre le remboursement des médicaments prescrits »;

4° à l'alinéa 11, les mots « qui produit ses effets à partir de l'année 2001 » sont insérés entre les mots « Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres » et les mots « dans quels cas ».

2° in § 3 wordt het derde lid vervangen als volgt :

« Worden niet als extra-kosten beschouwd :

a) het persoonlijk aandeel dat in aanmerking genomen wordt in het raam van de maximumfactuur;

b) de kosten voor voeding die in aanmerking genomen worden in het raam van de maximumfactuur;

c) de supplementen bedoeld in artikel 90 van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987;

d) de supplementen op met toepassing van de reglementering van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging vastgelegde prijzen en honoraria. »

Art. 15. Artikel 29ter, derde lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 24 december 2002, wordt vervangen als volgt :

« De Commissie voor tegemoetkoming van bandagen, orthesen en uitwendige prothesen is, wat de groepen van producten betreft die door de Koning worden vastgesteld ter uitvoering van artikel 35, § 1, derde lid, ermee belast :

1° voorstellen betreffende hun vergoedingsmodaliteiten op te maken;

2° voorstellen betreffende de specifieke vergoedings-modaliteiten op te maken indien de producten aan de rechthebbenden worden verhuurd;

3° voor het Verzekeringscomité voorstellen van interpretatieregels betreffende de nomenclatuur van de verstrekkingen op te maken. »

Art. 16. In artikel 35 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 20 december 1995, 22 februari 1998, 25 januari 1999, 10 augustus 2001, 22 augustus 2002 en 24 december 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 wordt tussen het tweede en het derde lid het volgende lid ingevoegd :

« De nomenclatuur van de verstrekkingen inzake bandagen, orthesen en uitwendige prothesen, bedoeld in artikel 34, eerste lid, 4°, waarvoor de Koning de groepen van producten bepaalt, wordt vastgesteld op basis van aannemingscriteria betreffende de prijzen, de kostprijs voor de verzekering en de elementen van geneeskundige, therapeutische en sociale aard. De Koning bepaalt, op voorstel van de Commissie voor tegemoetkoming van bandagen, orthesen en uitwendige prothesen, die aannemingscriteria en de procedure die moet worden gevolgd door de bedrijven die de aanneming, een wijziging of de schrapping van een product op de lijst van de vergoedbare producten vragen. Hij stelt daarenboven de termijnen en verplichtingen vast, die in geval van aanvraag om aanneming, wijziging of schrapping moeten worden nageleefd »;

2° in § 1, vroeger derde lid, vierde lid geworden, worden de woorden « onder de in § 2 gestelde voorwaarden » vervangen door de woorden « onder de in de §§ 2 en 2bis gestelde voorwaarden »;

3° in § 2bis, eerste lid, worden de woorden « met betrekking tot de in artikel 34, eerste lid, 4°, bedoelde bandagen, orthesen en uitwendige prothesen » vervangen door de woorden « met betrekking tot de groepen van producten die Hij heeft vastgesteld ter uitvoering van § 1, derde lid. »

Art. 17. Artikel 38, tweede lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 25 januari 1999 en 24 december 1999, wordt aangevuld als volgt :

« Wat de door de Koning ter uitvoering van artikel 35, § 1, derde lid, vastgestelde groepen van producten betreft, raadpleegt de Dienst voorafgaandelijk de Commissie voor tegemoetkoming van bandagen, orthesen en uitwendige prothesen. »

Art. 18. In artikel 165 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 22 augustus 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het zevende lid worden tussen de woorden « uitgereikte geneesmiddelen » en « en de datum van deze uitreiking » de woorden « , van de middelen bepaald in artikel 34, 19° en 20°, » ingevoegd;

2° in hetzelfde lid wordt het woord « apotheker » vervangen door het woord « apotheek »;

3° in het negende lid, eerste zin, wordt tussen de woorden « voorgeschreven geneesmiddelen » en « mogelijk te maken » de woorden « , moedermelk, diëtvoeding voor medisch gebruik, parenterale voeding en medische hulpmiddelen met uitzondering van die bedoeld in artikel 34, 4°, » ingevoegd;

4° in het elfde lid wordt tussen de woorden « De Koning bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit » en « in welke gevallen » de woorden « dat uitwerking heeft vanaf het jaar 2001 » ingevoegd.

Art. 19. L'article 191, alinéa 1^{er}, 7, alinéa 3, de la même loi, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Cette retenue ne peut avoir pour effet de réduire à partir du 1^{er} janvier 2002, le total des pensions ou avantages visés ci-dessus à un montant inférieur à 535,77 EUR par mois, augmenté de 99,20 EUR pour les bénéficiaires ayant charge de famille et à partir du 1^{er} janvier 2003, à un montant inférieur à 546,49 EUR par mois, augmenté de 101,18 EUR pour les bénéficiaires ayant charge de famille. Ce montant est lié à l'indice-pivot 132,13. Il s'adapte conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, déterminer le montant précité conformément aux dispositions qui revalorisent le montant mensuel de certaines pensions légales après le 1^{er} janvier 2003. »

Art. 20. L'article 14, 1^o, produit ses effets le 10 janvier 2003.

L'article 14, 2^o, produit ses effets pour les prestations dispensées à partir du 1^{er} janvier 2003.

Art. 21. L'article 19 produit ses effets le 1^{er} janvier 2002.

Art. 22. Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de l'article 16 pour les groupes de produits qu'il détermine.

CHAPITRE VII. — *Modification de la législation organique des institutions de sécurité sociale*

Art. 23. L'article 9 de la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, modifiée par la loi du 29 décembre 1990, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 9. — Le Roi nomme la personne chargée de la gestion journalière de l'organisme et son adjoint éventuel et fixe leur statut. Toutefois, en ce qui concerne la Caisse des soins de santé de la Société nationale des chemins de fer belges, ces nominations sont faites, sur présentation du Comité de gestion, parmi le personnel statutaire mis à la disposition de la Caisse en exécution de l'article 187 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994.

L'alinéa précédent ne s'applique pas aux institutions publiques de sécurité sociale visées à l'article 3, § 2, de l'arrêté royal du 3 avril 1997 portant des mesures en vue de la responsabilisation des institutions publiques de sécurité sociale, en application de l'article 47 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions. Le Roi désigne, pour chacun de ces institutions, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le titulaire d'une fonction de management chargé de la gestion journalière de l'institution et son adjoint, sur la proposition du ministre dont dépend l'institution et du Comité de gestion de l'institution. Le Roi fixe le statut et la procédure de désignation par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le Roi désigne, en ce qui concerne la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le titulaire d'une fonction de management chargée de la gestion journalière de l'institution et son adjoint éventuel, sur la proposition du ministre dont dépend l'institution et du Comité de gestion de l'institution.

La vacance des emplois visées à l'alinéa 1^{er} est déclarée par le Comité de gestion. »

Art. 24. A l'article 18 de la même loi, modifié par la loi du 29 décembre 1990, sont apportées les modifications suivantes :

1^o l'alinéa 1^{er} est remplacé comme suit :

« A l'exception de la personne chargée de la gestion journalière, de son adjoint et, en ce qui concerne les institutions publiques de sécurité sociale visées à l'article 3, § 2, de l'arrêté royal du 3 avril 1997 portant des mesures en vue de la responsabilisation des institutions publiques de sécurité sociale, en application de l'article 47 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, des titulaires des fonctions de management restantes, le personnel est nommé, promu et révoqué par le Comité de gestion conformément aux règles du statut du personnel. »;

Art. 19. Artikel 191, eerste lid, 7, derde lid, van dezelfde wet, wordt vervangen als volgt :

« Deze inhouding mag niet tot gevolg hebben dat het totaal van de hierboven vermelde pensioenen of voordelen vanaf 1 januari 2002 wordt verminderd tot een bedrag, lager dan 535,77 EUR per maand verhoogd met 99,20 EUR voor de rechthebbenden met gezinslast en, vanaf 1 januari 2003, tot een bedrag, lager dan 546,49 EUR per maand, verhoogd met 101,18 EUR voor de rechthebbenden met gezinslast. Dit bedrag wordt gekoppeld aan de spilindex 132,13. Het wordt aangepast overeenkomstig de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de Openbare Schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient te worden gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied, opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld. De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, voornoemd bedrag vaststellen overeenkomstig de bepalingen waarmee het maandbedrag van sommige wettelijke pensioenen na 1 januari 2003 wordt geherwaardeerd. »

Art. 20. Artikel 14, 1^o, heeft uitwerking vanaf 10 januari 2003.

Artikel 14, 2^o, heeft uitwerking voor de verstrekkingen geleverd vanaf 1 januari 2003.

Art. 21. Artikel 19 heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2002.

Art. 22. De Koning stelt de datum van inwerkingtreding van artikel 16 vast voor de groepen van producten die Hij bepaalt.

HOOFDSTUK VII. — *Wijziging van de organieke wetgeving inzake de instellingen van sociale zekerheid*

Art. 23. Artikel 9 van de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale voorzorg, gewijzigd bij de wet van 29 december 1990, wordt vervangen als volgt :

« Art. 9. — De Koning benoemt de persoon die belast is met het dagelijks beheer van de instelling en zijn eventuele adjunct en bepaalt hun statuut. Wat de Kas der geneeskundige verzorging van de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen betreft, geschieden die benoemingen evenwel, op voordracht van het Beheerscomité, onder het statutaire personeel dat ter beschikking van de Kas is gesteld ter uitvoering van artikel 187 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994.

Het vorige lid is niet van toepassing op de openbare instellingen van sociale zekerheid bedoeld in artikel 3, § 2, van het koninklijk besluit van 3 april 1997 houdende maatregelen met het oog op de responsabilisering van de openbare instellingen van sociale zekerheid, met toepassing van artikel 47 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels. De Koning stelt, voor elk van deze instellingen, de houder van de managementfunctie die belast is met het dagelijks beheer van de instelling en zijn adjunct aan bij in Ministerraad overlegd besluit, op voorstel van de minister van wie de instelling afhangt en het Beheerscomité van de instelling. De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, hun statuut en de procedure van aanstelling.

In afwijking van het vorig lid stelt de Koning voor de Hulp- en Voorzorgskas voor Zeevarenden de houder van de managementfunctie die belast is met het dagelijks beheer van de instelling en zijn eventuele adjunct aan bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, op voorstel van de minister van wie de instelling afhangt en het Beheerscomité van de instelling.

Het vacant verklaren van de betrekkingen bedoeld in het eerste lid geschiedt door het Beheerscomité. »

Art. 24. In artikel 18 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 29 december 1990, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o het eerste lid wordt vervangen als volgt :

« Met uitzondering van de persoon belast met het dagelijks beheer, zijn adjunct en, wat betreft de openbare instellingen van sociale zekerheid bedoeld in artikel 3, § 2, van het koninklijk besluit van 3 april 1997 houdende maatregelen met het oog op de responsabilisering van de openbare instellingen van sociale zekerheid, met toepassing van artikel 47 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, de houders van de overige managementfuncties, wordt het personeel door het Beheerscomité benoemd, bevorderd en ontslagen, overeenkomstig de regels van het statuut van het personeel. »;

2° entre les alinéas 1^{er} et 2, est inséré l'alinéa suivant :

« Le Roi désigne, pour chacune des institutions publiques de sécurité sociale visées à l'article 3, § 2, de l'arrêté royal précité du 3 avril 1997, les titulaires des fonctions de management autres que le titulaire de la fonction de management qui est chargé de la gestion journalière de l'institution et son adjoint, sur la proposition du ministre dont dépend l'institution et le Comité de gestion, après présentation du titulaire de la fonction de management qui est chargé de la gestion journalière de l'institution. Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, leur statut et la procédure de désignation. »

Art. 25. Dans l'article 23 de la même loi, les mots « à l'exception des articles 1^{er} à 6 et 21 » sont remplacés par les mots « à l'exception des articles 1^{er} à 6, 9, 18 et 21 ».

Art. 26. A l'article 19 de l'arrêté royal du 3 avril 1997 portant des mesures en vue de la responsabilisation des institutions publiques de sécurité sociale, en application de l'article 47 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, entre les alinéas 1^{er} et 2, est inséré l'alinéa suivant :

« Pour la fixation du nombre de fonctions de management, l'accord des ministres de la Fonction publique et du Budget est requis. »

Art. 27. L'article 7, § 2, alinéa 3, de l'Arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, est complété comme suit :

« La gestion journalière de l'organisme officiel visé à l'alinéa précédent est assurée par le titulaire d'une fonction de management « administrateur général », assisté d'un titulaire d'une fonction de management « administrateur général adjoint ». Ces titulaires d'une fonction de management sont désignés par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, sur la proposition du ministre qui a la réglementation du chômage dans ses attributions et du comité de gestion de la Caisse auxiliaire de paiement des allocations de chômage. Leur statut et la procédure de désignation sont fixés par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres. Le Roi désigne également les titulaires des fonctions de management restantes, sur la proposition du ministre qui a la réglementation du chômage dans ses attributions, et le comité de gestion de la Caisse auxiliaire de paiement des allocations de chômage, après présentation du titulaire de la fonction de management « administrateur général ». Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, leur statut et la procédure de désignation. »

Art. 28. L'article 9 de la loi du 26 juillet 1960 portant réorganisation des organismes d'allocations familiales, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 9. — Les deux offices, dont il est question à l'article 2, sont dirigés, chacun en ce qui le concerne, par le titulaire de la fonction de management « administrateur général », chargé de la gestion journalière et le titulaire de la fonction de management « administrateur général adjoint », désignés par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, sur la proposition du ministre dont ils dépendent et de leur Comité de gestion.

Le Roi fixe leur statut et la procédure de désignation par arrêté délibéré en Conseil des Ministres. »

Art. 29. A l'article 2, § 2, de la loi du 17 juillet 1963 relative à la sécurité sociale d'outre-mer, modifié par la loi du 21 décembre 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« La gestion journalière de l'Office est assurée sous la direction du titulaire d'une fonction de management « administrateur général ». »;

2° l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« Le titulaire d'une fonction de management « administrateur général » est assisté par le titulaire d'une fonction de management « administrateur général adjoint ». »;

3° l'alinéa 7 est remplacé comme suit :

« Les autres membres du personnel, à l'exception des titulaires d'une fonction de management, sont nommés par le Comité de gestion. »

2° tussen het eerste en het tweede lid wordt volgend lid ingevoegd :

« De Koning stelt, voor elk van de openbare instellingen van sociale zekerheid bedoeld in artikel 3, § 2, van het hogervermeld koninklijk besluit van 3 april 1997, de houders van de managementfuncties, andere dan de houder van de managementfunctie die belast is met het dagelijks beheer van de instelling en zijn adjunct, aan, op voorstel van de minister van wie de instelling afhangt en het Beheerscomité van de instelling, na voordracht van de houder van de managementfunctie die belast is met het dagelijks beheer van de instelling. De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, hun statuut en de procedure van aanstelling. »

Art. 25. In artikel 23 van dezelfde wet worden de woorden « Op de artikelen 1 tot 6 en 21 na » vervangen door de woorden « Op de artikelen 1 tot 6, 9, 18 en 21 na ».

Art. 26. In artikel 19 van het koninklijk besluit van 3 april 1997 houdende maatregelen met het oog op de responsabilisering van de openbare instellingen van sociale zekerheid, met toepassing van artikel 47 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, wordt tussen het eerste en het tweede lid het volgend lid ingevoegd :

« Voor de vaststelling van het aantal managementfuncties is het akkoord van de ministers van Ambtenarenzaken en Begroting vereist. »

Art. 27. Artikel 7, § 2, derde lid, van de Besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, wordt aangevuld als volgt :

« Het dagelijks beheer van de officiële instelling bedoeld in het voorgaand lid wordt uitgeoefend door de houder van een managementfunctie « administrateur-generaal », bijgestaan door een houder van een managementfunctie « adjunct-administrateur-generaal ». Deze houders van een managementfunctie worden door de Koning aangesteld, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, op voorstel van de minister tot wiens bevoegdheid de werkloosheidsreglementering behoort en het Beheerscomité van de Hulpkas voor werkloosheidsuitkeringen. Hun statuut en de procedure van aanstelling worden door de Koning bepaald, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad. De Koning stelt eveneens de houders van de overige managementfuncties aan, op voorstel van de minister tot wiens bevoegdheid de werkloosheidsreglementering behoort en het Beheerscomité van de Hulpkas voor werkloosheidsuitkeringen, na voordracht van de houder van de managementfunctie « administrateur-generaal ». De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, hun statuut en de procedure van aanstelling. »

Art. 28. Artikel 9 van de wet van 26 juli 1960 tot herinrichting van de instellingen voor kinderbijslag, wordt vervangen als volgt :

« Art. 9. — De twee diensten, waarvan in artikel 2 sprake, worden ieder bestuurd door een houder van de managementfunctie « administrateur-generaal » die belast is met het dagelijks beheer, bijgestaan door een houder van de managementfunctie « adjunct-administrateur-generaal », beiden aangesteld bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, op voorstel van de minister van wie ze afhangen en hun Beheerscomité.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, hun statuut en de procedure van aanstelling. »

Art. 29. In artikel 2, § 2, van de wet van 17 juli 1963 betreffende de overzeese sociale zekerheid, gewijzigd bij de wet van 21 december 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

« Het dagelijks bestuur van de Dienst staat onder de leiding van de houder van een managementfunctie « administrateur-generaal ». »;

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« De houder van een managementfunctie « administrateur-generaal » wordt bijgestaan door de houder van een managementfunctie « adjunct-administrateur-generaal ». »;

3° het zevende lid wordt vervangen als volgt :

« De andere personeelsleden, uitgezonderd de houders van een managementfunctie, worden benoemd door het Beheerscomité. »

Art. 30. A l'article 21 de arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, modifié par la loi-programme du 30 décembre 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 3, 6°, est remplacé comme suit :

« 6° le titulaire de la fonction de management chargé de la gestion journalière de l'Institut national et son adjoint. »;

2° le § 4, alinéa 2, est remplacé comme suit :

« Sans préjudice des dispositions des §§ 5 et 6 du présent article et à l'exception des titulaires des fonctions de management autres que le titulaire chargé de la gestion journalière de l'Institut national et son adjoint, le personnel de l'Institut national est nommé par le Conseil d'administration qui, à son égard, exerce également l'autorité en matière de mesures disciplinaires. Le Roi désigne les titulaires des fonctions de management autres que celui chargé de la gestion journalière de l'Institut national et son adjoint, sur la proposition du ministre dont dépend l'Institut national et le Conseil d'administration de l'Institut national, après présentation du titulaire de la fonction de management chargé de la gestion journalière de l'Institut national. Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, leur statut et la procédure de désignation. »;

3° le § 5 est remplacé comme suit :

« § 5. L'Institut national est dirigé par le titulaire de la fonction de management chargé de la gestion journalière de l'institution, désigné par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, sur la proposition du ministre dont dépend l'institution et du Conseil d'administration de l'institution.

Le Roi fixe le statut et la procédure de désignation par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

Le titulaire de la fonction de management a la haute direction de l'Institut national.

Il introduit les affaires devant le Conseil d'administration et le Comité de gestion. Il fait à ces instances toutes les propositions qu'il juge utiles en vue d'améliorer le fonctionnement et l'organisation de l'Institut national.

Il veille à l'exécution des décisions prises par le Conseil d'administration et par le Comité de gestion.

Il assure la représentation de l'Institut national dans les actes judiciaires et extrajudiciaires.

Dans les limites tracées par le Conseil d'administration, il peut déléguer certains pouvoirs à des fonctionnaires de l'Institut national. »;

4° le § 6 est remplacé comme suit :

« § 6. Le titulaire de la fonction de management chargé de la gestion journalière de l'institution est assisté et, en cas d'absence ou d'empêchement, remplacé par un adjoint-titulaire d'une fonction de management.

Cet adjoint est nommé par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, sur la proposition du ministre dont dépend l'institution et du Conseil d'administration de l'institution.

Le Roi fixe le statut et la procédure de désignation par arrêté délibéré en Conseil des Ministres. »

Art. 31. L'article 48 de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, modifié par les arrêtés royaux du 27 mars 1987 et du 19 mars 1990, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 48. — Le Roi désigne, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, le titulaire d'une fonction de management chargé de la gestion journalière de l'institution et son adjoint, sur la proposition du ministre dont dépend l'institution et du Comité de gestion de l'institution. Le Roi fixe le statut et la procédure de désignation par arrêté délibéré en Conseil des Ministres. »

Art. 32. L'article 56 du même arrêté royal est remplacé comme suit :

« Art. 56. — A l'exception de la personne chargée de la gestion journalière, son adjoint et des titulaires des fonctions de management, le personnel de l'institution est nommé, promu et révoqué par le Comité de gestion, conformément aux règles du statut du personnel.

Art. 30. In artikel 21 van het koninklijk besluit nr 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, gewijzigd bij de programmawet van 30 december 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 3, 6°, wordt vervangen als volgt :

« 6° de houder van de managementfunctie die belast is met het dagelijks beheer van het Rijksinstituut en zijn adjunct. »;

2° § 4, tweede lid, wordt vervangen als volgt :

« Onverminderd de bepalingen van de §§ 5 en 6 van dit artikel en met uitzondering van de houders van de managementfuncties andere dan deze belast met het dagelijks beheer van het Rijksinstituut en zijn adjunct, wordt het personeel van het Rijksinstituut benoemd door de Raad van Beheer die, te zijnen opzichte, eveneens het gezag inzake tuchtmaatregelen uitoefent. De Koning stelt de houders van de managementfuncties, andere dan deze belast met het dagelijks beheer van het Rijksinstituut en zijn adjunct, aan, op voorstel van de minister van wie het Rijksinstituut afhankelijk is en de Raad van Beheer van het Rijksinstituut, na voordracht van de houder van de managementfunctie die belast is met het dagelijks beheer van het Rijksinstituut. De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, hun statuut en de procedure van aanstelling. »;

3° § 5 wordt vervangen als volgt :

« § 5. Het Rijksinstituut wordt geleid door de houder van de managementfunctie die belast is met het dagelijks beheer van de instelling, aangesteld door de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, op voorstel van de minister van wie de instelling afhankelijk is en de Raad van Beheer van de instelling.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, zijn statuut en de procedure van aanstelling.

De houder van deze managementfunctie heeft de hoge leiding van het Rijksinstituut.

Hij leidt de zaken in bij de Raad van Beheer en bij het Beheerscomité. Hij doet aan die instanties alle voorstellen die hij nuttig acht met het oog op de verbetering van de werking en de organisatie van het Rijksinstituut.

Hij zorgt voor de uitvoering van de beslissingen genomen door de Raad van Beheer en door het Beheerscomité.

Hij neemt de vertegenwoordiging van het Rijksinstituut op zich in de gerechtelijke en buitengerechtelijke akten.

Binnen de door de Raad van Beheer gestelde perken mag hij bepaalde bevoegdheden overdragen aan ambtenaren van het Rijksinstituut. »;

4° § 6 wordt vervangen als volgt :

« § 6. De houder van de managementfunctie die belast is met het dagelijks beheer van de instelling wordt bijgestaan en, in geval van afwezigheid of belet, vervangen door een adjunct-houder van een managementfunctie.

Deze adjunct wordt aangesteld door de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, op voorstel van de minister van wie de instelling afhankelijk is en de Raad van Beheer van de instelling.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, zijn statuut en de procedure van aanstelling. »

Art. 31. Artikel 48 van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 27 maart 1987 en 19 maart 1990, wordt vervangen als volgt :

« Art. 48. — De Koning stelt de houder van de managementfunctie die belast is met het dagelijks beheer van de instelling en zijn adjunct aan bij in Ministerraad overlegd besluit, op voorstel van de minister van wie de instelling afhankelijk is en het Beheerscomité van de instelling. De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, hun statuut en de procedure van aanstelling. »

Art. 32. Artikel 56 van hetzelfde koninklijk besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 56. — Met uitzondering van de persoon belast met het dagelijks beheer van de instelling, zijn adjunct en de houders van de overige managementfuncties, wordt het personeel van de instelling door het Beheerscomité benoemd, bevorderd en afgezet, overeenkomstig de regels van het statuut van het personeel.

Le Roi désigne les titulaires des fonctions de management autres que le titulaire de la fonction de management chargé de la gestion journalière de l'institution et son adjoint, sur la proposition du ministre dont dépend l'institution, et le Comité de gestion, après présentation du titulaire de la fonction de management qui est chargé de la gestion journalière de l'institution. Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, leur statut et la procédure de désignation. »

Art. 33. L'intitulé de la section 3 du chapitre II des lois relatives à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles, coordonnées le 3 juin 1970, est remplacé comme suit : « La personne chargée de la gestion journalière ».

Art. 34. L'article 13 des mêmes lois est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 13. — Le Roi désigne, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, le titulaire d'une fonction de management chargé de la gestion journalière de l'institution et son adjoint, sur la proposition du ministre dont dépend l'institution et du Comité de gestion de l'institution. »

Art. 35. L'article 14 des mêmes lois est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 14. — La personne chargée de la gestion journalière gère le Fonds dans les conditions fixées par la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale. ».

Art. 36. L'article 15 des mêmes lois est abrogé.

Art. 37. L'article 25 des mêmes lois est remplacé comme suit :

« Art. 25. — A l'exception des titulaires des fonctions de management, le personnel est nommé, promu et révoqué par le Comité de gestion conformément aux règles du statut du personnel. »

Art. 38. L'article 177, alinéa 3, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, modifié par la loi du 14 janvier 2002, est remplacé par la disposition suivante :

« Le Roi désigne, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les titulaires des fonctions de management qui sont chargés de la direction de l'Institut.

Le Roi désigne les titulaires des fonctions de management qui exercent la direction des services visés à l'alinéa 2 et, le cas échéant, les autres titulaires des fonctions de management, sur la proposition du ministre et du Comité général, après présentation de l'administrateur général.

Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, le statut et la procédure de désignation des titulaires des fonctions de management. »

Art. 39. L'article 180 de la même loi est remplacé comme suit :

« Art. 180. — Le personnel de la Caisse auxiliaire d'assurance maladie-invalidité est dirigé par le titulaire de la fonction de management chargé de la gestion journalière de l'institution, assisté d'un adjoint.

Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, le statut et la procédure de désignation des fonctionnaires mentionnés dans le présent article. »

Art. 40. A l'article 184 de la même loi, les mots « fonctionnaire dirigeant » sont remplacés par « titulaire d'une fonction de management » et les mots « fonctionnaire dirigeant adjoint » sont remplacés par « adjoint ».

Art. 41. Le présent chapitre produit ses effets le 1^{er} février 2003.

De Koning stelt de houders van de managementfuncties, andere dan de houder van de managementfunctie die belast is met het dagelijks beheer van de instelling en zijn adjunct, aan, op voorstel van de minister van wie de instelling afhangt en het Beheerscomité van de instelling, na voordracht van de houder van de managementfunctie die belast is met het dagelijks beheer van de instelling. De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, hun statuut en de procedure van aanstelling. »

Art. 33. Het opschrift van afdeling 3 van hoofdstuk II van de wetten betreffende de schadeloosstelling voor beroepsziekten, gecoördineerd op 3 juni 1970, wordt vervangen als volgt : « De persoon belast met het dagelijks beheer ».

Art. 34. Artikel 13 van dezelfde wetten wordt vervangen als volgt :

« Art. 13. — De Koning stelt de houder van een managementfunctie die belast is met het dagelijks beheer van de instelling en zijn adjunct aan bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, op voorstel van de minister van wie de instelling afhangt en het Beheerscomité van de instelling. »

Art. 35. Artikel 14 van dezelfde wetten wordt vervangen als volgt :

« Art. 14. — De persoon belast met het dagelijks beheer beheert het Fonds binnen de voorwaarden bepaald door de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale verzorging. ».

Art. 36. Artikel 15 van dezelfde wetten wordt opgeheven.

Art. 37. Artikel 25 van dezelfde wetten wordt vervangen als volgt :

« Art. 25. — Met uitzondering van de houders van de managementfuncties wordt het personeel door het Beheerscomité benoemd, bevorderd en ontslagen, overeenkomstig de regelen van het statuut van het personeel. »

Art. 38. Artikel 177, derde lid, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994, gewijzigd bij de wet van 14 januari 2002, wordt vervangen als volgt :

« De Koning stelt bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de houders van de managementfuncties aan die belast zijn met de leiding van het Instituut.

De Koning stelt de houders van de managementfuncties aan die de leiding uitoefenen van de in het tweede lid bedoelde diensten en desgevallend de andere houders van de managementfuncties, op voorstel van de minister en van het Algemeen Comité, na voordracht van de administrateur-generaal.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, het statuut en de procedure van aanstelling van de houders van de managementfuncties. »

Art. 39. Artikel 180 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 180. — Het personeel van de Hulpkas voor ziekte- en invaliditeitsverzekering staat onder leiding van de houder van de managementfunctie belast met het dagelijks beheer van de instelling, bijgestaan door een adjunct.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, het statuut en de procedure van aanstelling van de in dit artikel vermelde ambtenaren. »

Art. 40. In artikel 184 van dezelfde wet worden de woorden « leidend ambtenaar » vervangen door « houder van een managementfunctie » en de woorden « adjunct leidend ambtenaar » door « adjunct ».

Art. 41. Dit hoofdstuk heeft uitwerking met ingang van 1 februari 2003.

TITRE III. — Classes moyennes

CHAPITRE I^{er}. — Statut social du conjoint aidant

Art. 42. L'article 7bis de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, inséré par la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 7bis. — § 1^{er}. L'époux ou l'épouse d'un travailleur indépendant visé à l'article 2, qui, au cours d'une année déterminée, n'exerce pas d'activité professionnelle lui ouvrant des droits propres à des prestations dans un régime obligatoire de pension et d'allocations familiales et d'assurance contre la maladie et l'invalidité, au moins égales à celles du statut social des travailleurs indépendants, ni ne bénéficie d'une prestation dans le cadre du régime de la sécurité sociale lui ouvrant de tels droits propres, est présumé, pour cette même année, à l'exception des trimestres au cours desquels l'indépendant aidé n'exerce pas d'activité entraînant l'assujettissement au présent arrêté, être un conjoint aidant et par conséquent être assujéti à cet arrêté en tant qu'aidant au sens de l'article 6.

L'alinéa précédent ne s'applique pas au conjoint d'un dirigeant d'entreprise indépendant visé à l'article 32 du CIR 1992.

Les personnes visées à l'alinéa 1^{er} qui ne satisfont pas à la description de l'article 6 doivent souscrire une déclaration sur l'honneur pour le renversement de cette présomption, déclaration dont le Roi fixe les modalités d'application. En cas de non respect de cette obligation, il y a perte du droit aux allocations, sans préjudice de la possibilité pour le Roi d'infliger une amende administrative de 500 euros maximum.

Le champ d'application de cet article est étendu à l'aidant non marié d'un travailleur indépendant qui est lié à ce travailleur indépendant, non dirigeant d'entreprise au sens de l'alinéa 2, par une déclaration de cohabitation légale. Le Roi fixe les modalités d'application relatives aux personnes concernées.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, le conjoint aidant est, pour les années 2003, 2004 et 2005, uniquement assujéti au régime de l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, secteurs des indemnités et assurance maternité, conformément aux règles et conditions fixées par le Roi.

Toutefois, le conjoint aidant peut, pour les années 2003, 2004 et 2005, s'assujétir volontairement à cet arrêté, conformément aux règles et conditions fixées par le Roi.

§ 3. Par dérogation au § 1^{er}, le conjoint aidant dont la date de naissance est antérieure au 1^{er} janvier 1956 est uniquement assujéti au régime de l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, secteurs des indemnités et assurance maternité. Il peut s'assujétir volontairement à cet arrêté conformément aux règles et conditions fixées par le Roi.

Toutefois, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, déterminer des situations dans lesquelles le conjoint aidant dont la date de naissance est antérieure au 1^{er} janvier 1956 est quand même assujéti aux dispositions du § 1^{er}. »

Art. 43. L'article 5, § 3, de l'arrêté royal du 30 janvier 1997 relatif au régime de pension des travailleurs indépendants en application des articles 15 et 27 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et de l'article 3, § 1^{er}, 4°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, est complété comme suit :

« 3° par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, le revenu professionnel dont il y a lieu de tenir compte pour le calcul de la pension de l'indépendant aidé visé à l'article 7bis de l'arrêté royal n° 38. »

Art. 44. Les articles 42 et 43 produisent leurs effets le 1^{er} janvier 2003.

CHAPITRE II. — Fonds de participation

Art. 45. A l'article 74 de la loi du 28 juillet 1992 prenant des dispositions fiscales et financières, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 1^{er} est complété par un 8°, rédigé comme suit :

« 8° fournir des prestations administratives et techniques pour compte d'institutions ayant notamment pour but de faciliter l'accès des personnes physiques et morales au crédit professionnel. »;

TITEL III. — Middenstand

HOOFDSTUK I. — Sociaal statuut van de meewerkende echtgenoot

Art. 42. Artikel 7bis van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, ingevoegd bij de programmawet (I) van 24 december 2002, wordt vervangen als volgt :

« Art. 7bis. — § 1. De echtgenoot of echtgenote van een zelfstandige bedoeld in artikel 2, die, in de loop van een bepaald jaar, geen beroepsactiviteit uitoefent die voor hem eigen rechten opent op uitkeringen in een verplichte regeling voor pensioenen, kinderbijslagen en ziekte- en invaliditeitsverzekering, die minstens gelijkwaardig zijn aan die van het sociaal statuut der zelfstandigen, noch een uitkering geniet in het raam van de sociale zekerheid die voor hem dergelijke eigen rechten opent, wordt vermoed, voor datzelfde jaar, met uitzondering van de kwartalen tijdens dewelke de geholpen zelfstandige geen activiteit uitoefent die de onderwerping aan dit besluit met zich meebrengt, meewerkende echtgenoot te zijn en bijgevolg onderworpen te zijn aan dit besluit als helper in de zin van artikel 6.

Het voorgaand lid is niet van toepassing op de echtgenoot of de echtgenote van een zelfstandig bedrijfsleider zoals bedoeld in artikel 32 WIB 1992.

Personen bedoeld in het eerste lid, die niet voldoen aan de omschrijving van artikel 6, dienen een verklaring op erewoord, waarvan de toepassingsmodaliteiten door de Koning worden bepaald, af te leggen om dit vermoeden te weerleggen. Bij niet-naleving van deze verplichting is er verval van recht op uitkeringen, onverminderd de mogelijkheid voor de Koning om een administratieve boete van maximaal 500 euro op te leggen.

Het toepassingsgebied van dit artikel wordt verruimd tot de ongehuwde helper van een zelfstandige die met die zelfstandige, die geen bedrijfsleider is zoals bedoeld in het tweede lid, verbonden is door een verklaring van wettelijke samenwoning. De Koning bepaalt de nadere regels voor de toepassing ten aanzien van de betrokken personen.

§ 2. In afwijking van § 1 is de meewerkende echtgenoot voor de jaren 2003, 2004 en 2005 enkel onderworpen aan de verplichte regeling voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, sectoren der uitkerings- en moederschapsverzekering, overeenkomstig de door de Koning te bepalen regelen en voorwaarden.

Niettemin kan de meewerkende echtgenoot zich voor de jaren 2003, 2004 en 2005 vrijwillig onderwerpen aan dit besluit, overeenkomstig de door de Koning te bepalen regelen en voorwaarden.

§ 3. In afwijking van § 1 is de meewerkende echtgenoot wiens geboortedatum gelegen is voor 1 januari 1956 enkel onderworpen aan de verplichte regeling voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, sectoren der uitkerings- en moederschapsverzekering. Hij kan zich vrijwillig onderwerpen aan dit besluit overeenkomstig de door de Koning te bepalen regelen en voorwaarden.

Niettemin kan de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, situaties bepalen waarin de meewerkende echtgenoot wiens geboortedatum gelegen is voor 1 januari 1956 toch onderworpen is aan de bepalingen van § 1. »

Art. 43. Artikel 5, § 3, van het koninklijk besluit van 30 januari 1997 betreffende het pensioenstelsel der zelfstandigen met toepassing van de artikelen 15 en 27 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels en van artikel 3, § 1, 4°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese en Monetaire Unie, wordt aangevuld als volgt :

« 3° bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de beroepsinkomsten waarmee rekening moet gehouden worden voor de berekening van het pensioen van de geholpen zelfstandige bedoeld in artikel 7bis van het koninklijk besluit nr. 38. »

Art. 44. De artikelen 42 en 43 hebben uitwerking met ingang van 1 januari 2003.

HOOFDSTUK II. — Participatiefonds

Art. 45. In artikel 74 van de wet van 28 juli 1992 houdende fiscale en financiële bepalingen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt aangevuld met een 8°, luidend als volgt :

« 8° het leveren van administratieve en technische verrichtingen voor rekening van instellingen die onder andere als doel hebben de toegang van natuurlijke en rechtspersonen tot het beroepskrediet te vergemakkelijken. »;

2° l'article est complété par un § 4, rédigé comme suit :

« § 4. Pour la réalisation de missions en faveur des personnes physiques ou morales, y compris les demandeurs d'emploi inoccupés, désireuses de créer leur propre entreprise ou installées dans leur activité professionnelle depuis quatre ans au maximum, le Fonds de Participation crée une filiale de financement, dotée de la personnalité juridique, dénommée « Fonds Starters », selon les modalités fixées par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres. »

Art. 46. A l'article 75 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 4 est remplacé par la disposition suivante :

« Le Fonds de Participation et sa filiale « Fonds Starters », ce dernier dans le cadre de ses opérations en faveur des personnes visées à l'article 74, § 4, peuvent recevoir des dotations à charge du budget de l'Etat qui détermine celles des missions visées à l'article 74, alinéa 1^{er}, auxquelles ces dotations sont affectées. »;

2° l'alinéa 7 est remplacé par la disposition suivante :

« Le Fonds de Participation et sa filiale « Fonds Starters » peuvent contracter des emprunts avec la garantie de l'Etat, moyennant l'accord du ministre des Finances. »;

3° l'article est complété par l'alinéa suivant :

« Pour réaliser sa mission le Fonds Starters, peut recourir à l'émission d'emprunts obligataires, aux conditions et modalités fixées par le Roi. »

TITRE IV. — Emploi

CHAPITRE I^{er}. — Restructuration d'entreprises

Section I^{re}. — Sanction financière en cas de non respect de certaines obligations de l'employeur en cas de fermeture d'entreprises

Art. 47. La présente section s'applique aux employeurs et aux travailleurs qui tombent dans le champ d'application de la convention collective de travail n° 9 du 9 mars 1972 coordonnant les accords nationaux et les conventions collectives de travail relatifs aux conseils d'entreprise, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 12 septembre 1972.

Art. 48. Le juge qui, dans le cadre d'une fermeture d'entreprise au sens de la législation relative aux fermetures d'entreprises, condamne l'employeur parce qu'il n'a pas observé les dispositions de l'article 11 de la convention collective de travail n° 9 du 9 mars 1972 précitée, le condamne au paiement à l'Office national de Sécurité sociale d'un montant fixé par lui de 1.000 à 5.000 euros par travailleur occupé dans l'entité fermée au moment de la décision de fermeture.

Dans ce cas, le juge communique le jugement ou l'arrêt à l'Office national de Sécurité sociale.

Art. 49. L'article 70 de la loi du 13 février 1998 portant des dispositions en faveur de l'emploi, est abrogé.

Art. 50. Les dispositions de la présente section sont d'application aux cas de fermeture d'entreprises dont la décision de fermeture tombe après l'entrée en vigueur de la présente section.

Section II — Cellule d'appui en cas de restructuration d'entreprises

Art. 51. Une cellule spécialisée est instituée au sein du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale, Administration des Relations individuelles de Travail, à laquelle il peut être fait appel pour une aide juridique ou technique à titre préventif ou en cas de restructuration d'entreprises en vue de la recherche de la solution la plus harmonieuse aux suites sociales de la restructuration, pour autant qu'elles aient un rapport avec les matières qui relèvent de la compétence du service public fédéral précité.

2° het artikel wordt aangevuld met een § 4, luidende :

« § 4. Voor de verwezenlijking van opdrachten ten voordele van natuurlijke personen en rechtspersonen, de niet-werkende werkzoevende inbegrepen, die hun eigen onderneming wensen op te richten of die sedert maximaal 4 jaar in hun professionele activiteit zijn gevestigd, richt het Participatiefonds een financieringsfiliaal op, met rechtspersoonlijkheid, « Startersfonds » genoemd, volgens de modaliteiten bepaald bij koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Minister-raad. ».

Art. 46. In artikel 75 van dezelfde wet worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° het vierde lid wordt vervangen als volgt :

« Het Participatiefonds en zijn filiaal « Startersfonds », dit laatste in het kader van zijn verrichtingen ten voordele van de personen bedoeld in artikel 74, § 4, kunnen dotaties ontvangen ten laste van de Rijksbegroting, die vaststelt voor welke van de in artikel 74, eerste lid, bedoelde opdrachten deze dotaties zijn bestemd. »;

2° het zevende lid wordt vervangen als volgt :

« Het Participatiefonds en zijn filiaal « Starterfonds » kunnen leningen aangaan met staatswaarborg mits de instemming van de minister van Financiën. »;

3° het artikel wordt aangevuld met het volgende lid :

« Voor de verwezenlijking van zijn opdracht, kan het Startersfonds, beroep doen op de uitgifte van obligatieleningen, tegen de voorwaarden en de modaliteiten door de Koning bepaald. »

TITEL IV. — Werkgelegenheid

HOOFDSTUK I. — Herstructurering van ondernemingen

Afdeling I. — Financiële sanctie in geval van niet-naleving van bepaalde verplichtingen van de werkgever bij sluiting van ondernemingen

Art. 47. Deze afdeling is van toepassing op de werkgevers en de werknemers die onder het toepassingsgebied vallen van de collectieve arbeidsovereenkomst nr 9 van 9 maart 1972 houdende ordening van de in de Nationale Arbeidsraad gesloten nationale akkoorden en collectieve arbeidsovereenkomsten betreffende de ondernemingsraden, algemeen verbindend verklaard bij het koninklijk besluit van 12 september 1972.

Art. 48. De rechter die een werkgever in het kader van de sluiting van een onderneming in de zin van de wetgeving betreffende de sluiting van ondernemingen, veroordeelt wegens het niet naleven van de bepalingen van artikel 11 van de voornoemde collectieve arbeidsovereenkomst nr. 9 van 9 maart 1972, veroordeelt deze werkgever tot betaling aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid van een door hem vast te stellen bedrag van 1.000 tot 5.000 euro per werknemer die door de gesloten entiteit werd tewerkgesteld op het ogenblik van de beslissing tot sluiting.

De rechter doet in dit geval mededeling van het vonnis of het arrest aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid.

Art. 49. Artikel 70 van de wet van 13 februari 1998 houdende bepalingen tot bevordering van de tewerkstelling, wordt opgeheven.

Art. 50. De bepalingen van deze afdeling zijn van toepassing op de gevallen van sluiting van ondernemingen waarbij de beslissing tot sluiting na de datum van inwerkingtreding deze afdeling valt.

Afdeling II. — Ondersteuningscel voor herstructurering van ondernemingen

Art. 51. Bij de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, Administratie van de Individuele Arbeidsbetrekkingen, wordt een gespecialiseerde cel opgericht waarop beroep kan worden gedaan voor juridische en technische hulp ten preventieve titel of in geval van herstructurering van een onderneming met het oog op het zoeken van de meest harmonieuze oplossing voor de sociale gevolgen van de herstructurering, in zoverre deze betrekking hebben op aangelegenheden die binnen de bevoegdheid van hogervermelde federale overheidsdienst vallen.

CHAPITRE II. — *Octroi d'allocations d'attente aux bénéficiaires d'une formation professionnelle individuelle en entreprise*

Art. 52. Par dérogation à l'article 36 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, des allocations d'attente sont accordées aux demandeurs d'emploi qui remplissent les conditions suivantes :

1° être inscrit comme demandeur d'emploi inoccupé auprès d'un service régional de l'emploi à la date à laquelle commence la formation professionnelle individuelle en entreprise visée au 2°;

2° bénéficier d'une formation professionnelle individuelle en entreprise visée à l'article 27, 6°, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité;

3° ne pas posséder de diplôme ou de certificat de l'enseignement supérieur à la date à laquelle commence la formation professionnelle individuelle en entreprise visée au 2°;

4° ne pas bénéficier d'allocations de chômage.

Art. 53. L'article 4, alinéa 2, de l'arrêté royal n° 181 du 30 décembre 1982 créant un Fonds en vue de l'utilisation de la modération salariale complémentaire pour l'emploi, est complété comme suit :

« 3° de financer les allocations d'attente visées à l'article 52 de la loi-programme du 8 avril 2003. »

Art. 54. A partir de 2004, les moyens disponibles au Fonds pour l'emploi sont utilisés pour financer les allocations d'attente visées à l'article 52.

Art. 55. A partir de 2004, l'Office national de l'Emploi reçoit chaque année du Fonds pour l'emploi les sommes nécessaires au paiement des allocations d'attente visées à l'article 52.

Art. 56. Le présent chapitre entre en vigueur le 1^{er} mai 2003.

CHAPITRE III. — *Congé-éducation payé accordé aux travailleurs âgés de 45 ans au moins et aux travailleurs concernés par une fermeture d'entreprise*

Art. 57. L'article 114 de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, est complété par un § 3, rédigé comme suit :

« § 3. Par dérogation au § 2, le montant auquel la rémunération normale est limitée est fixé à 2.500 euros pour les formations professionnelles en ce qui concerne :

1° les travailleurs âgés de 45 ans au moins au 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle la formation est donnée;

2° les travailleurs concernés par une fermeture d'entreprise, pour autant qu'une convention collective de travail au sens de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, contenant le plan social prévoit le recours au congé-éducation payé.

Le Roi peut déterminer les formations professionnelles visées à l'alinéa 1^{er} et modifier le montant fixé au même alinéa. »

Art. 58. Le présent chapitre entre en vigueur le 1^{er} mai 2003 en ce qui concerne les formations professionnelles qui commencent à partir de cette date.

CHAPITRE IV. — *Exécution du volet social des recommandations de la Commission d'enquête parlementaire sur la faillite de la Sabena*

Art. 59. Dans l'article 10, alinéa 1^{er}, 3°, de la loi sur les faillites du 8 août 1997, modifié par loi du 4 septembre 2002, les mots « le compte individuel prévu par l'article 4, § 1^{er}, 2°, de l'arrêté royal n° 5 du 23 octobre 1978 relatif à la tenue des documents sociaux, » sont insérés entre les mots « le registre du personnel, » et les mots « les données relatives au secrétariat social ».

Art. 60. L'article 40 de la même loi, modifiée par la loi du 4 septembre 2002, est complété comme suit :

« Les curateurs collaborent activement et prioritairement à la détermination du montant des créances déclarées par les travailleurs de l'entreprise faillie, suivant les modalités prévues aux articles 67, alinéa 2, et 68, alinéas 1^{er} et 4. »

HOOFDSTUK II. — *Toekenning van wachtuitkeringen aan de genietters van een individuele beroepsopleiding in een onderneming*

Art. 52. In afwijking van artikel 36 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, worden er wachtuitkeringen toegekend aan de werkzoekenden die aan volgende voorwaarden voldoen :

1° ingeschreven staan als niet-werkende werkzoekende bij een gewestelijke dienst voor arbeidsbemiddeling op de begindatum van de individuele beroepsopleiding in een onderneming bedoeld in het 2°;

2° genieten van een individuele beroepsopleiding in een onderneming, bedoeld bij artikel 27, 6°, van het voornoemde koninklijk besluit van 25 november 1991;

3° niet in het bezit zijn van een diploma of een getuigschrift van het hoger onderwijs op de begindatum van de individuele beroepsopleiding in een onderneming bedoeld in het 2°;

4° geen werkloosheidsvergoeding ontvangen.

Art. 53. Artikel 4, tweede lid, van het koninklijk besluit nr. 181 van 30 december 1982 tot oprichting van een Fonds ter aanwending van de bijkomende loonmatiging voor de tewerkstelling, wordt aangevuld als volgt :

« 3° de wachtuitkeringen bedoeld bij artikel 52 van de programma-wet van 8 april 2003 te financieren. »

Art. 54. Vanaf 2004 worden de bij het Tewerkstellingsfonds beschikbare middelen gebruikt om de wachtuitkeringen bedoeld in artikel 52 te financieren.

Art. 55. Vanaf 2004 ontvangt de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening elk jaar van het Tewerkstellingsfonds de bedragen die nodig zijn voor de betaling van de wachtuitkeringen bedoeld in artikel 52.

Art. 56. Dit hoofdstuk treedt in werking op 1 mei 2003.

HOOFDSTUK III. — *Betaald educatief verlof toegestaan aan werknemers van ten minste 45 jaar oud en aan werknemers die betrokken zijn bij de sluiting van een onderneming*

Art. 57. Artikel 114 van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, wordt aangevuld met een § 3, luidende :

« § 3. In afwijking van § 2 is het bedrag waarop de normale bezoldiging begrensd is vastgelegd op 2.500 euro voor de beroepsopleidingen wat betreft :

1° de werknemers die ten minste 45 jaar oud zijn op 1 januari van het jaar waarin de opleiding gegeven wordt;

2° de werknemers betrokken bij de sluiting van een onderneming, voor zover een collectieve arbeidsovereenkomst, zoals in de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités wordt verstaan, dat een sociaal plan omvat, voorziet dat er een beroep gedaan wordt op het betaald educatief verlof.

De Koning kan de beroepsopleidingen bedoeld in het eerste lid vaststellen en het bedrag wijzigen dat vastgelegd is in hetzelfde lid. »

Art. 58. Dit hoofdstuk treedt in werking op 1 mei 2003 wat de beroepsopleidingen betreft die vanaf die datum beginnen.

HOOFDSTUK IV. — *Uitvoering van het sociaal luik van de aanbevelingen van de parlementaire onderzoekscommissie over het faillissement van Sabena*

Art. 59. In artikel 10, eerste lid, 3°, van de faillissementswet van 8 augustus 1997, gewijzigd bij de wet van 4 september 2002, worden de woorden « de individuele rekening voorzien in artikel 4, § 1, 2°, van het koninklijk besluit nr. 5 van 23 oktober 1978 betreffende het bijhouden van sociale documenten, » ingevoegd tussen de woorden « het personeelsregister, » en de woorden « de gegevens met betrekking tot het sociaal secretariaat ».

Art. 60. Artikel 40 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 4 september 2002, wordt aangevuld als volgt :

« De curatoren werken actief en prioritair mee aan het vaststellen van het bedrag van de aangegeven schuldvorderingen van de werknemers van de gefailleerde onderneming, volgens de bepalingen voorzien bij de artikelen 67, tweede lid, en 68, eerste en vierde lid. »

Art. 61. L'article 67 de la même loi est complété comme suit :

« Au plus tard trois jours avant la séance fixée pour la clôture du procès-verbal de vérification des créances, les curateurs ont l'obligation de transmettre à chaque travailleur ayant introduit une créance, un avis exposant le motif de contestation du principe de la créance déclarée ou une proposition motivée de détermination du montant total ou provisionnel de la créance due. L'avis ou la proposition est visé par le juge-commissaire. »

Art. 62. L'article 68, alinéa 1^{er}, de la même loi, est complété comme suit :

« Sauf avis contraire du travailleur concerné au plus tard à la séance de clôture du procès-verbal de vérification des créances, la proposition de détermination du montant total ou provisionnel de la créance telle que prévue à l'article 67, alinéa 2, est admise à concurrence de la partie reprise dans le procès-verbal de vérification des créances. »

Art. 63. L'article 68 de la même loi est complété par l'alinéa suivant :

« Les déclarations de créances des travailleurs du failli admises en totalité ou pour un montant provisionnel sont immédiatement transmises au Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture des entreprises, par le ou les curateurs. »

Art. 64. L'article 19, 3bis, de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851, est complété comme suit :

« Pour ces mêmes travailleurs, l'indemnité complémentaire à laquelle ils ont droit à charge de l'employeur en vertu de la convention collective de travail n° 17 conclue au sein du Conseil national du Travail prévoyant l'octroi d'une indemnité complémentaire à certains travailleurs âgés en cas de licenciement, ou en vertu d'une convention collective de travail conclue au sein de la commission ou sous-commission paritaire ou au sein de l'entreprise, qui prévoit des avantages similaires à ceux prévus par la convention collective de travail n° 17 conclue au sein du Conseil national du Travail. Le Roi peut, par arrêté délibéré en conseil des ministres, et en tenant compte du montant mensuel de l'indemnité complémentaire, déterminer le mode de calcul du montant de la créance privilégiée de ce travailleur âgé. »

CHAPITRE V. — Travail et formation

Art. 65. L'article 3, § 2, de l'arrêté royal n° 495 du 31 décembre 1986 instaurant un système associant le travail et la formation pour les jeunes de 18 à 25 ans et portant réduction temporaire des cotisations patronales de sécurité sociale dues dans le chef de ces jeunes, modifié par la loi du 2 août 2002, est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Sont toutefois admis au bénéfice du présent arrêté, les jeunes qui concluent une convention emploi-formation donnant accès à une profession à laquelle préparent les études reprises dans la liste de l'Office national de l'Emploi en application de l'article 93, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 6°, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage. »

Art. 66. Le présent chapitre produit ses effets le 1^{er} octobre 2001.

CHAPITRE VI. — Agences locales pour l'emploi

Art. 67. L'article 8 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, modifié par les lois des 30 mars 1994, 7 avril 1999, 2 janvier 2001 et 5 mars 2002, est complété par un § 11, rédigé comme suit :

« § 11. Par dérogation à l'article 31 de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs, les membres du personnel qui sont engagés sous contrat de travail par l'Office national de l'Emploi peuvent être mis à la disposition de l'agence locale pour l'emploi en vue de l'organisation administrative des activités de l'agence.

Pendant la période durant laquelle le membre du personnel travaille chez cette dernière, l'agence locale pour l'emploi est responsable de l'application de la législation en matière de réglementation et de protection du travail, applicable au lieu de travail, conformément à l'article 19, alinéas 1^{er} et 2, de la loi du 24 juillet 1987 précitée. »

Art. 61. Artikel 67 van dezelfde wet wordt aangevuld als volgt :

« Uiterlijk drie dagen voor de zitting bepaald voor het afsluiten van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen, hebben de curatoren de verplichting om aan elke werknemer die een schuldvordering indiende een advies te overhandigen met kennisgeving van de redenen van betwisting van het principe van de ingediende schuldvordering of een gemotiveerd voorstel te doen tot vaststelling van het totale of provisionele bedrag van de verschuldigde som. Het advies of voorstel wordt geïllustreerd door de rechter-commissaris. »

Art. 62. Artikel 68, eerste lid, van dezelfde wet wordt aangevuld als volgt :

« Behalve bij andersluidend bericht van de betrokken werknemer, uiterlijk op de zitting bepaald voor het afsluiten van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen, wordt het voorstel tot vaststelling van het totale of provisionele bedrag van de schuldvordering zoals voorzien bij artikel 67, tweede lid, aangenomen voor het deel opgenomen in het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen. »

Art. 63. Artikel 68 van dezelfde wet wordt aangevuld met het volgende lid :

« De schuldvorderingen van de werknemers van de gefailleerde, aangenomen in hun geheel of provisioneel, worden onmiddellijk door de curatoren bezorgd aan het Fonds tot vergoeding van de in geval van sluiting van ondernemingen ontslagen werknemers. »

Art. 64. Artikel 19, 3bis, van de hypotheekwet van 16 december 1851, wordt aangevuld als volgt :

« Voor dezelfde werknemers, de aanvullende vergoeding waarop zij ten laste van de werkgever recht hebben krachtens de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 afgesloten binnen de Nationale Arbeidsraad, die de toekenning voorziet van een aanvullende vergoeding aan bepaalde oudere werknemers in geval van ontslag, of krachtens een collectieve arbeidsovereenkomst afgesloten in het paritair comité, paritair subcomité of in de onderneming, die gelijkaardige voordelen voorziet als die voorzien door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 van de Nationale Arbeidsraad. De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, en rekening houdende met het maandbedrag van de aanvullende vergoeding, de berekeningswijze vaststellen van het bedrag van de bevoorrechte schuldvordering van deze oudere werknemer. »

HOOFDSTUK V. — Werk en opleiding

Art. 65. Artikel 3, § 2, van het koninklijk besluit nr. 495 van 31 december 1986 tot invoering van een stelsel van alternerende tewerkstelling en opleiding voor jongeren tussen 18 en 25 jaar en tot tijdelijke vermindering van de sociale zekerheidsbijdragen van de werkgever verschuldigd in hoofde van deze jongeren, gewijzigd bij de wet van 2 augustus 2002, wordt vervangen als volgt :

« § 2. Worden niettemin toegelaten tot het voordeel van dit besluit, de jongeren die een overeenkomst tewerkstelling-opleiding afsluiten die toegang geeft tot de beroepen waartoe de studies vermeld in de lijst van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening voorbereiden, met toepassing van artikel 93, § 1, eerste lid, 6°, van het koninklijk besluit van 25 november 1991, houdende de werkloosheidsreglementering. »

Art. 66. Dit hoofdstuk heeft uitwerking met ingang van 1 oktober 2001.

HOOFDSTUK VI. — Plaatselijke werkgelegenheidsagentschappen

Art. 67. Artikel 8 van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, gewijzigd bij de wetten van 30 maart 1994, 7 april 1999, 2 januari 2001 en 5 maart 2002, wordt aangevuld met een § 11, luidende :

« § 11. In afwijking van artikel 31 van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers, mogen de personeelsleden die door de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening door middel van een arbeidsovereenkomst zijn in dienst genomen, ter beschikking gesteld worden van het plaatselijk werkgelegenheidsagentschap met het oog op de administratieve organisatie van de activiteiten van het agentschap.

« Gedurende de periode waarin het personeelslid bij hem werkt, staat het plaatselijk werkgelegenheidsagentschap in voor de toepassing van de wetgeving inzake de reglementering en de bescherming van de arbeid, welke gelden op de plaats van het werk, overeenkomstig artikel 19, eerste en tweede lid, van hogervermelde wet van 24 juli 1987. »

CHAPITRE VII. — *Harmonisation et simplification des règles en matière de réduction des cotisations de sécurité sociale*

Art. 68. A l'article 32 de la loi du 24 décembre 1999 en vue de la promotion de l'emploi, modifié par la loi du 2 janvier 2001 et la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 2, alinéa 1^{er}, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le bureau de chômage de l'Office national de l'Emploi, compétent pour la résidence principale du demandeur d'emploi concerné, atteste au moyen d'une carte de premier emploi que le jeune répond aux conditions pour être engagé dans le cadre d'une convention de premier emploi. Le Roi détermine les données qui doivent être mentionnées sur la carte. Il peut aussi déterminer les moyens de preuve ou documents qui peuvent être réclamés et/ou doivent être présentés auprès du bureau de chômage de l'Office national de l'Emploi précité pour obtenir la carte de premier emploi. »;

2° le § 2, alinéa 8, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Si la convention de premier emploi d'un jeune prend fin avant la période déterminée à l'article 27, le jeune demande une nouvelle carte de premier emploi au bureau de chômage compétent pour sa résidence. Le Roi détermine le délai dans lequel cette nouvelle carte de premier emploi doit être demandée par le jeune et à défaut par le nouvel employeur. Il détermine aussi les données qui doivent être reprises sur la nouvelle carte de premier emploi. Le Roi peut aussi déterminer les moyens de preuve ou documents qui peuvent être réclamés et/ou doivent être présentés auprès du bureau de chômage de l'Office national de l'Emploi précité pour obtenir la carte de premier emploi. »;

3° le § 3 est abrogé.

Art. 69. Un article 341*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la loi-programme (I) du 24 décembre 2002 :

« Art. 341*bis*. — Les employeurs visés à l'article 335 peuvent bénéficier d'une réduction groupe-cible durant le trimestre d'engagement et un nombre de trimestres qui suivent à l'occasion de l'engagement d'un chômeur complet indemnisé, d'un ayant droit à l'intégration sociale ou d'un ayant droit à l'aide sociale financière.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, déterminer ce que l'on entend par chômeur complet indemnisé, ayant droit à l'intégration sociale et ayant droit à l'aide sociale financière. »

Art. 70. L'article 346 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 346. — Les employeurs visés à l'article 335 peuvent bénéficier d'une réduction groupe-cible pendant et après l'occupation de jeunes bénéficiant d'une convention de premier emploi visée à l'article 27 de la loi du 24 décembre 1999. Ils bénéficient également d'une réduction groupe-cible en cas de mise au travail de jeunes visés par les articles 4 et 5*bis* de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs. »

Art. 71. L'article 362 de la même loi est complété comme suit :

« — article 7, § 1^{er}*bis*, alinéa 4, 3°, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs;

— article 9, § 4, 2°, de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale. »

Art. 72. Un article 364*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 364*bis*. — § 1^{er}. Par dérogation à l'article 32, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 24 décembre 1999 en vue de la promotion de l'emploi, l'employeur peut, entre le 1^{er} octobre 2003 et le 31 décembre 2003, conclure par écrit une convention de premier emploi avec le jeune avec qui il est lié par une convention emploi-formation lui donnant droit à une réduction de cotisations patronales sur la base de l'article 2 de l'arrêté royal n° 495 du 31 décembre 1986 instaurant un système associant le travail et la formation pour les jeunes de 18 à 25 ans et portant réduction temporaire des cotisations patronales de sécurité sociale dues dans le chef de ces jeunes, pour une durée égale à la durée de validité restante de la convention emploi-formation.

HOOFDSTUK VII. — *Harmonisering en vereenvoudiging van de regelingen inzake verminderingen van sociale zekerheidsbijdragen*

Art. 68. In artikel 32 van de wet van 24 december 1999 ter bevordering van de werkgelegenheid, gewijzigd door de wet van 2 januari 2001 en de programmawet (I) van 24 december 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 2, eerste lid, wordt vervangen als volgt :

« Het werkloosheidsbureau van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, bevoegd voor de hoofdverblijfplaats van de betrokken werkzoekende, attesteert door middel van een startbaankaart dat de jongere voldoet aan de voorwaarden om aangeworven te worden met een startbaanovereenkomst. De Koning bepaalt welke gegevens deze startbaankaart dient te vermelden. Hij kan eveneens bepalen welke bewijsstukken of documenten dienen voorgelegd en/of ingediend bij het voormeld werkloosheidsbureau van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening teneinde deze startbaankaart te kunnen bekomen. »;

2° § 2, achtste lid, wordt vervangen als volgt :

« Indien de startbaanovereenkomst van een jongere een einde neemt voor de in artikel 27 bepaalde periode verstreken is, dient de jongere een nieuwe startbaankaart aan te vragen bij het werkloosheidsbureau bevoegd voor zijn woonplaats. De Koning bepaalt binnen welke termijn deze nieuwe startbaankaart dient aangevraagd door de jongere en in voorkomend geval door de nieuwe werkgever. Hij bepaalt tevens welke gegevens dienen vermeld te worden op deze nieuwe startbaankaart. De Koning kan eveneens bepalen welke bewijsstukken of documenten dienen voorgelegd en/of ingediend bij het werkloosheidsbureau teneinde deze nieuwe startbaankaart te kunnen bekomen. »;

3° § 3 wordt opgeheven.

Art. 69. In de programmawet (I) van 24 december 2002 wordt een artikel 341*bis* ingevoegd, luidende :

« Art. 341*bis*. — De werkgevers bedoeld in artikel 335 kunnen aanspraak maken op een doelgroepvermindering tijdens het kwartaal van indienstneming en tijdens een aantal kwartalen die erop volgen naar aanleiding van de aanwerving van een uitkeringsgerechtigde volledige werkloze, een gerechtigde op maatschappelijke integratie of een rechthebbende op financiële maatschappelijke hulp.

De Koning kan, bij een besluit vastgelegd na overleg in de Ministerraad, bepalen wat wordt verstaan onder uitkeringsgerechtigde volledige werkloze, gerechtigde op maatschappelijke integratie en rechthebbende op financiële maatschappelijke hulp. »

Art. 70. Artikel 346 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 346. — De werkgevers bedoeld in artikel 335 kunnen genieten van een doelgroepvermindering tijdens en na de tewerkstelling van jongeren met een startbaanovereenkomst bedoeld in artikel 27 van de wet van 24 december 1999. Zij genieten eveneens van een doelgroepvermindering bij tewerkstelling van jongeren bedoeld in de artikelen 4 en 5*bis* van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders. »

Art. 71. Artikel 362 van dezelfde wet, wordt aangevuld als volgt :

« — artikel 7, § 1*bis*, vierde lid, 3°, van de Besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders;

— artikel 9, § 4, 2°, van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie. »

Art. 72. In dezelfde wet wordt een artikel 364*bis* ingevoegd, luidende :

« Art. 364*bis*. — § 1. In afwijking van artikel 32, § 1, eerste lid, van de wet van 24 december 1999 ter bevordering van de werkgelegenheid, kan de werkgever tussen 1 oktober 2003 en 31 december 2003 schriftelijk een startbaanovereenkomst afsluiten met de jongere met wie hij een overeenkomst werk-opleiding heeft die aanleiding geeft tot de vrijstelling van werkgeversbijdragen op basis van artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 495 van 31 december 1986 tot invoering van een stelsel van alternerende tewerkstelling en opleiding voor de jongeren tussen 18 en 25 jaar en tot tijdelijke vermindering van de sociale zekerheidsbijdragen van de werkgever verschuldigd in hoofde van deze jongeren, met een duurtijd gelijk aan de resterende voorziene duur van de overeenkomst werk-opleiding.

§ 2. Par dérogation à l'article 32, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 24 décembre 1999 précitée, l'employeur peut, entre le 1^{er} octobre 2003 et le 31 décembre 2003, conclure par écrit une convention de premier emploi avec l'apprenti dont l'occupation donne droit à l'exonération de cotisations patronales sur la base de l'article 5, § 1^{er}, de l'arrêté royal n° 495 précité du 31 décembre 1986, pour une durée égale à la durée de validité restante du contrat d'apprentissage ou du contrat de stage. »

Art. 73. Un article 372bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 372bis. — L'employeur qui a engagé, avant le 1^{er} janvier 2004, un travailleur qui remplissait les conditions pour obtenir la réduction visée à l'article 9, § 4, 2°, de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale, peut bénéficier, à partir du 1^{er} janvier 2004, de la réduction de groupe-cible visée à la sous-section 3 de la section 3.

Celle-ci lui est appliquée dans les conditions et suivant les modalités déterminées par le Roi, en tenant compte du nombre de trimestres durant lesquels il a bénéficié de cette réduction. »

CHAPITRE VIII. — *Modification de la loi du 24 décembre 1999 en vue de la promotion de l'emploi*

Art. 74. Dans l'article 39, § 5, de la loi du 24 décembre 1999 en vue de la promotion de l'emploi, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Toutefois, pour l'application du présent chapitre et de ses arrêtés d'exécution, l'occupation de jeunes définis à l'article 23, § 1^{er}, 5°, compense le licenciement de personnel bénéficiant de la prépension et, par conséquent, ne constitue pas une mise au travail supplémentaire. »

CHAPITRE IX. — *Modification de la loi du 1^{er} avril 2003 portant exécution de l'accord interprofessionnel pour la période 2003-2004*

Art. 75. L'article 15 de la loi du 1^{er} avril 2003 portant exécution de l'accord interprofessionnel pour la période 2003-2004, est complété par l'alinéa suivant :

« Le montant de la cotisation précitée est porté au double sauf lorsque la convention collective de travail, l'accord ou l'engagement collectif ou individuel prévoient explicitement que la prépension conventionnelle visée à l'alinéa 1^{er} ou l'indemnité visée à l'alinéa 2 continueront à être versées en cas de reprise du travail par l'intéressé. »

Art. 76. L'article 16 de la même loi est complété par l'alinéa suivant :

« Le montant de la cotisation précitée est porté au double sauf lorsque la convention collective de travail, l'accord ou l'engagement collectif ou individuel prévoient explicitement que la prépension conventionnelle visée à l'alinéa 1^{er} ou l'indemnité visée à l'alinéa 5 continueront à être versées en cas de reprise du travail par l'intéressé. »

Art. 77. A l'article 268, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi-programme du 22 décembre 1989, remplacé par la loi du 1^{er} avril 2003, les mots « , ou aurait pu, s'il n'avait pas repris le travail chez un autre employeur, percevoir » sont supprimés.

Art. 78. Dans l'article 141, § 1^{er}, alinéa 5, de la loi du 29 décembre 1990 portant des dispositions sociales, remplacé par la loi du 1^{er} avril 2003, les mots « , ou aurait pu, s'il n'avait pas repris le travail chez un autre employeur, percevoir » sont supprimés.

Art. 79. Dans l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4°, de l'arrêté royal n° 33 du 30 mars 1982 relatif à une retenue sur des indemnités d'invalidité et des prépensions, inséré par l'arrêté royal du 21 mars 1997 et remplacé par la loi du 1^{er} avril 2003, les mots « , ou aurait pu, s'il n'avait pas repris le travail chez un autre employeur, percevoir » sont supprimés.

Art. 80. Dans l'article 50, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, remplacé par la loi du 1^{er} avril 2003, les mots « , ou aurait pu, s'il n'avait pas repris le travail chez un autre employeur, percevoir » sont supprimés.

§ 2. In afwijking van artikel 32, § 1, eerste lid, van hogervermelde wet van 24 december 1999, kan de werkgever tussen 1 oktober 2003 en 31 december 2003 schriftelijk een startbaanovereenkomst afsluiten met de leerling die hij tewerkstelt en die aanleiding geeft tot de vrijstelling van werkgeversbijdragen op basis van artikel 5, § 1, van hogervermeld koninklijk besluit nr. 495 van 31 december 1986, met een duurtijd gelijk aan de resterende voorziene duur van leer- of stageovereenkomst. »

Art. 73. In dezelfde wet wordt een artikel 372bis ingevoegd, luidende :

« Art. 372bis. — De werkgever die voor 1 januari 2004 een werknemer aanwierf die voldeed aan de voorwaarden tot de verkrijging van de vermindering bedoeld in artikel 9, § 4, 2°, van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie, kan vanaf 1 januari 2004 van de doelgroepvermindering bedoeld in onderafdeling 3 van afdeling 3, genieten.

Deze wordt hem toegestaan binnen de voorwaarden en regels vastgesteld door de Koning, rekeninghoudend met het aantal kwartalen waarvoor hij de vermindering genoten heeft. »

HOOFDSTUK VIII. — *Wijziging van de wet van 24 december 1999 ter bevordering van de werkgelegenheid*

Art. 74. In artikel 39, § 5, van de wet van 24 december 1999 ter bevordering van de werkgelegenheid, wordt tussen het eerste en het tweede lid het volgende lid ingevoegd :

« Voor de toepassing van dit hoofdstuk en van zijn uitvoeringsbesluiten compenseert de tewerkstelling van jongeren zoals bepaald bij artikel 23, § 1, 5°, evenwel het ontslag van personeel dat van brugpensioen geniet en vormt ze dus geen bijkomende tewerkstelling. »

HOOFDSTUK IX. — *Wijziging van de wet van 1 april 2003 houdende uitvoering van het interprofessioneel akkoord voor de periode 2003-2004*

Art. 75. Artikel 15 van de wet van 1 april 2003 houdende uitvoering van het interprofessioneel akkoord voor de periode 2003-2004, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Het bedrag van hogervermelde bijdrage wordt verdubbeld, behalve wanneer de collectieve arbeidsovereenkomst, het collectief of individueel akkoord of toezegging uitdrukkelijk bepalen dat het in het eerste lid bedoeld conventioneel brugpensioen of de in het tweede lid bedoelde vergoeding verder uitbetaald worden in geval van werkherhvatting door de betrokkene. »

Art. 76. Artikel 16 van dezelfde wet wordt aangevuld met het volgende lid :

« Het bedrag van hogervermelde bijdrage wordt verdubbeld, behalve wanneer de collectieve arbeidsovereenkomst, het collectief of individueel akkoord of toezegging uitdrukkelijk bepalen dat het in het eerste lid bedoeld conventioneel brugpensioen op de in het vijfde lid bedoelde vergoeding verder uitbetaald worden in geval van werkherhvatting door de betrokkene. »

Art. 77. In artikel 268, § 1, tweede lid, van de programmawet van 22 december 1989, vervangen bij de wet van 1 april 2003, worden de woorden « of zou kunnen genieten indien hij het werk niet had hervat bij een andere werkgever, » geschrapt.

Art. 78. In artikel 141, § 1, vijfde lid, van de wet van 29 december 1990 houdende sociale bepalingen, vervangen bij de wet van 1 april 2003, worden de woorden « of zou kunnen genieten indien hij het werk niet had hervat bij een andere werkgever, » geschrapt.

Art. 79. In artikel 1, eerste lid, 4°, van het koninklijk besluit nr. 33 van 30 maart 1982 betreffende een inhouding op invaliditeitsuitkeringen en brugpensioenen, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 21 maart 1997 en vervangen bij de wet van 1 april 2003, worden de woorden « of zou kunnen genieten indien hij het werk niet had hervat bij een andere werkgever, » geschrapt.

Art. 80. Artikel 50, § 1, eerste lid, 3°, van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen, vervangen bij de wet van 1 april 2003, worden de woorden « of zou kunnen genieten indien hij het werk niet had hervat bij een andere werkgever, » geschrapt.

Art. 81. L'article 111, § 1^{er}, de la loi du 26 mars 1999 relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions sociales, est complété comme suit :

« Est assimilée à la prépension conventionnelle visée à l'alinéa 1^{er}, dans les conditions et selon les modalités déterminées par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, l'indemnité, qui peut s'élever au total à 7.436,80 EUR au moins indépendamment de son paiement périodique ou non périodique, qui est accordée directement ou indirectement par l'employeur à l'ancien travailleur qui perçoit des allocations de chômage en tant que chômeur complet, pour autant que cette indemnité ne soit pas considérée comme rémunération par la loi du 12 avril 1965 relative à la protection de la rémunération des travailleurs. Pour la détermination du montant de cette indemnité, il est tenu compte de l'avantage maximal dont aurait pu bénéficier le travailleur, sans qu'il soit requis que les conditions permettant de bénéficier de cet avantage maximal soient réellement remplies. »

Art. 82. L'article 21 de la loi du 1^{er} avril 2003 portant exécution de l'accord interprofessionnel pour la période 2003-2004, signé le 17 janvier 2003, est abrogé.

Art. 83. Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur des articles 77 à 82.

CHAPITRE X. — *Pool des Marins de la marine marchande*

Art. 84. Dans l'article 17bis de l'arrêté royal du 18 février 1997 portant des mesures en vue de la dissolution de la Régie des Transports maritimes en application de l'article 3, § 1^{er}, 6^o, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, inséré par la loi du 26 mars 1999, les mots « depuis et vers la Belgique » sont remplacés par les mots « de et vers un Etat membre de l'Union européenne ».

Art. 85. L'article 3bis de la loi du 25 février 1964 organisant un Pool des marins de la marine marchande, inséré par l'arrêté royal du 18 février 1997 et modifié par la loi du 26 mars 1999, est remplacé comme suit :

« Art. 3bis. — Les travailleurs visés à l'article 15 de l'arrêté royal du 18 février 1997 portant des mesures en vue de la dissolution de la Régie des Transports maritimes en application de l'article 3, § 1^{er}, 6^o, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne qui sont liés par un contrat de travail avec une des sociétés visées à l'article 13, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même arrêté, sont inscrits au Pool.

Les travailleurs navigants qui sont liés par un contrat de travail conclu après le 1^{er} janvier 1997 avec une des sociétés visées à l'article 13, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même arrêté royal du 18 février 1997, qui ont repris les obligations en matière de transport de la Régie, et qui sont occupés à bord de navires armés par ces sociétés pour le transport par mer de et vers un Etat membre de l'Union européenne, sont également inscrits au Pool. Ces travailleurs peuvent être engagés en dehors des personnes inscrites au Pool.

Pour l'application de l'alinéa 2, les entreprises qui sont liées à ce type de sociétés sont assimilées aux sociétés visées à l'article 13, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même arrêté qui ont repris les obligations en matière de transport de la Régie, y sont associées ou y ont un lien de participation au sens de l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés, ensuite les sociétés qui sont sous la direction unique de ce type de sociétés au sens de l'article 10, § 3, du Code des sociétés. »

Art. 86. L'article 4, alinéa 2, de la même loi, inséré par l'arrêté royal du 18 février 1997, est abrogé.

Art. 87. Dans l'article 86, § 1^{er}, 1^o, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, modifié par l'arrêté royal du 18 février 1997 et la loi du 26 mars 1999, les mots « depuis et vers la Belgique » sont remplacés par les mots « de et vers un Etat membre de l'Union européenne ».

Art. 81. Artikel 111, § 1, van de wet van 26 maart 1999 betreffende het Belgisch actieplan voor de werkgelegenheid 1998 en houdende diverse bepalingen, wordt aangevuld als volgt :

« Wordt met het in het eerste lid bedoelde conventioneel brugpensioen gelijkgesteld, overeenkomstig de bij een in de Ministerraad overlegd besluit door de Koning vastgelegde voorwaarden en nadere regelen, de vergoeding, die in totaal ten minste 7 436,80 EUR kan bedragen ongeacht of deze periodiek of niet-periodiek wordt betaald, die door de werkgever rechtstreeks of onrechtstreeks wordt toegekend aan de gewezen werknemer die werkloosheidsuitkeringen als volledig werkloze geniet voor zover deze vergoeding bij de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers niet als loon wordt beschouwd. Voor de vaststelling van het bedrag van deze vergoeding wordt rekening gehouden met het maximaal voordeel dat de werknemer zou kunnen ontvangen, zonder dat het vereist is dat de voorwaarden om dit maximaal voordeel te kunnen ontvangen, werkelijk worden vervuld. »

Art. 82. Artikel 21 van de wet van 1 april 2003 houdende uitvoering van het interprofessioneel akkoord voor de periode 2003-2004, ondertekend op 17 januari 2003, wordt opgeheven.

Art. 83. De Koning bepaalt de datum van inwerkingtreding van de artikelen 77 tot 82.

HOOFDSTUK X. — *Pool van de Zeelieden ter Koopvaardij*

Art. 84. In artikel 17bis van het koninklijk besluit van 18 februari 1997 houdende maatregelen met het oog op de ontbinding van de Regie voor Maritiem Transport ter uitvoering van artikel 3, § 1, 6^o, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie, ingevoegd bij de wet van 26 maart 1999, worden de woorden « van en naar België » vervangen door de woorden « van en naar een lidstaat van de Europese Unie ».

Art. 85. Artikel 3bis van de wet van 25 februari 1964 houdende inrichting van een Pool van de Zeelieden ter Koopvaardij, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 18 februari 1997 en gewijzigd bij de wet van 26 maart 1999, wordt vervangen als volgt :

« Art. 3bis. — De werknemers bedoeld in artikel 15 van het koninklijk besluit van 18 februari 1997 houdende maatregelen met het oog op de ontbinding van de Regie voor Maritiem Transport ter uitvoering van artikel 3, § 1, 6^o, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie die verbonden zijn met een arbeids-overeenkomst met één van de vennootschappen bedoeld in artikel 13, § 1, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden ingeschreven in de Pool.

De varende werknemers die met een na 1 januari 1997 afgesloten arbeidsovereenkomst verbonden zijn met één van de vennootschappen bedoeld in artikel 13, § 1, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit van 18 februari 1997, die de vervoerplichtingen van de Regie hebben overgenomen, en die tewerkgesteld zijn aan boord van schepen door deze vennootschappen of ondernemingen uitgerust voor transport over zee van en naar een lidstaat van de Europese Unie, worden eveneens ingeschreven in de Pool. Deze werknemers kunnen aangeworven worden buiten de bij de Pool ingeschreven personen.

Voor de toepassing van het tweede lid worden met de vennootschappen bedoeld in artikel 13, § 1, eerste lid, van hetzelfde besluit, die de vervoerplichtingen van de Regie hebben overgenomen, gelijkgesteld de ondernemingen die met dergelijke vennootschap verbonden zijn, er mee geassocieerd zijn of er een deelnemingsverhouding mee hebben in de zin van het koninklijk besluit van 30 januari 2001 tot uitvoering van het Wetboek van Vennootschappen, dan wel de vennootschappen die met dergelijke vennootschap onder centrale leiding staan in de zin van artikel 10, § 3, van het Wetboek van Vennootschappen. »

Art. 86. Artikel 4, tweede lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 18 februari 1997, wordt opgeheven.

Art. 87. In het artikel 86, § 1, 1^o, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 februari 1997 en de wet van 26 maart 1999, worden de woorden « van en naar België » vervangen door de woorden « van en naar een lidstaat van de Europese Unie ».

Art. 88. L'article 2^{quater}, dernière phrase, de l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande, insérée par la loi du 26 mars 1999, est remplacé comme suit :

« Le champ d'application du présent arrêté-loi est également étendu aux travailleurs navigants qui sont liés par un contrat de travail conclu après le 1^{er} janvier 1997 avec une des sociétés visées à l'article 13, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même arrêté royal du 18 février 1997, qui ont repris les obligations en matière de transport de la Régie, et qui sont occupés à bord de navires armés par ces sociétés pour le transport par mer de et vers un Etat membre de l'Union européenne.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, les entreprises qui sont liées à ce type de sociétés sont assimilées aux sociétés visées à l'article 13, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même arrêté qui ont repris les obligations en matière de transport de la Régie, y sont associées ou y ont un lien de participation au sens de l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés, ensuite les sociétés qui sont sous la direction unique de ce type de sociétés au sens de l'article 10, § 3, du Code des sociétés. »

Art. 89. L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 18 février 1997 portant diverses mesures en faveur des agents statutaires de la Régie des Transports maritimes en application de l'article 3, § 1^{er}, 6°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, modifié par la loi du 26 juin 1997, est complété par l'alinéa suivant :

« La même règle vaut pour les membres du personnel du cadre organique de complément du Service public fédéral Mobilité et Transport, pour autant qu'ils relèvent d'un système spécifique de congé préalable à la retraite auquel ils adhèrent. »

CHAPITRE XI. — Création du Fonds de l'Economie sociale et durable

Art. 90. La Société Fédérale d'Investissement est chargée de constituer, en exécution de l'article 2, § 3, de la loi du 2 avril 1962 relative à la Société Fédérale d'Investissement et dans les soixante jours suivant la date d'entrée en vigueur de la présente loi, une société spécialisée, nommée ci-après Fonds de l'Economie sociale et durable, au sens des articles 2, § 3, et 2^{ter}, alinéas 1^{er} et 2, de la même loi et qui aura pour objet d'accomplir les missions définies à l'article 91.

L'Etat procure à la Société fédérale d'investissement les ressources financières nécessaires à l'accomplissement de ces missions et à la couverture des charges qui en découlent.

Art. 91. § 1^{er}. Le Fonds de l'Economie sociale et durable a pour objet, dans le respect des dispositions de la loi du 26 juin 2001 approuvant l'accord de coopération du 4 juillet 2000 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Communauté Germanophone relatif à l'économie sociale, toute forme d'interventions au bénéfice d'activités relevant de l'économie sociale et durable et notamment la prise de participation ou procurer des prêts.

L'activité qui justifie l'intervention est celle développée par toute société ayant adopté la forme d'une des sociétés énumérées à l'article 2, § 2, du Code des Sociétés ou par toute association sans but lucratif dès lors que cette activité applique les principes de base visés à l'article 1^{er}, § 2, 1°, de l'accord de coopération du 4 juillet 2000 entre l'Etat, les Régions et la Communauté germanophone, relatif à l'économie sociale, approuvé par la loi du 26 juin 2001.

§ 2. Pour réaliser cet objet, le Fonds de l'Economie sociale et durable recourt notamment aux techniques financières mentionnées à l'article 2, §§ 1^{er} et 2, de la loi du 2 avril 1962 relative à la Société fédérale d'Investissement.

§ 3. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, après avis du Conseil fédéral de l'Economie sociale et du Conseil fédéral du Développement durable, la forme et les statuts du Fonds de l'Economie sociale et durable. L'avis doit être rendu dans les trente jours, à compter du jour de la demande d'avis.

Art. 92. § 1^{er}. Le Fonds de l'Economie sociale et durable à constituer est doté d'un capital social de 100.000 EUR.

Art. 88. Artikel 2^{quater}, laatste zin, van de besluitwet van 7 februari 1945 betreffende de maatschappelijke veiligheid van de zeelieden ter koopvaardij, ingevoegd bij de wet van 26 maart 1999, wordt vervangen als volgt :

« Het toepassingsgebied van deze besluitwet wordt eveneens uitgebreid tot de varende werknemers die met een na 1 januari 1997 gesloten arbeidsovereenkomst verbonden zijn met één van de vennootschappen bedoeld in artikel 13, § 1, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit van 18 februari 1997, die de vervoerplichtingen van de Regie hebben overgenomen, en die tewerkgesteld zijn aan boord van schepen door deze vennootschappen of ondernemingen uitgerust voor transport over zee van en naar een lidstaat van de Europese Unie.

Voor de toepassing van het eerste lid worden met de vennootschappen bedoeld in artikel 13, § 1, eerste lid, van hetzelfde besluit, die de vervoerplichtingen van de Regie hebben overgenomen, gelijkgesteld de ondernemingen die met dergelijke vennootschap verbonden zijn, er mee geassocieerd zijn of er een deelnemingsverhouding mee hebben in de zin van het koninklijk besluit van 30 januari 2001 tot uitvoering van het Wetboek van Vennootschappen, dan wel de vennootschappen die met dergelijke vennootschap onder centrale leiding staan in de zin van artikel 10, § 3, van het Wetboek van Vennootschappen. »

Art. 89. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 18 februari 1997 houdende diverse maatregelen ten gunste van de statutaire personeelsleden van de Regie voor Maritiem Transport ter uitvoering van artikel 3, § 1, 6°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie, gewijzigd bij de wet van 26 juni 1997, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Hetzelfde geldt voor de personeelsleden van de Afzonderlijke Personeelsformatie van de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer, voor zover zij vallen onder een specifiek stelsel van verlof voorafgaand aan pensionering waarin zij toetreden zijn. »

HOOFDSTUK XI. — Oprichting van het Kringloofonds

Art. 90. De Federale Investeringsmaatschappij wordt gelast om, in uitvoering van artikel 2, § 3, van de wet van 2 april 1962 betreffende de Federale Investeringsmaatschappij, binnen de zestig dagen na de inwerkingtreding van deze wet, een gespecialiseerde vennootschap, hierna Kringloofonds genoemd, op te richten in de zin van de artikelen 2, § 3, en 2^{ter}, eerste en tweede lid, van dezelfde wet en die tot doel zal hebben de in de artikel 91 bepaalde opdrachten uit te voeren.

De Staat verschaft aan de Federale Investeringsmaatschappij de financiële middelen die nodig zijn voor de vervulling van deze opdrachten en voor de dekking van de lasten die er uit voortvloeien.

Art. 91. § 1. Het Kringloofonds heeft tot doel, met inachtneming van de bepalingen van de wet van 26 juni 2001 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 4 juli 2000 tussen de Federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de sociale economie, iedere vorm van tussenkomst ten behoeve van activiteiten uit de sociale en duurzame economie en met name de deelneming in het kapitaal of het verstrekken van leningen.

De activiteit die de tussenkomst rechtvaardigt is deze ontwikkeld door iedere vennootschap die de vorm van één van de maatschappijen opgesomd onder artikel 2, § 2, van het Wetboek van Vennootschappen heeft aangenomen of door iedere vereniging zonder winstoogmerk mits deze activiteit de basisprincipes toepast, vermeld in artikel 1, § 2, 1°, van het samenwerkingsakkoord van 4 juli 2000 tussen de Staat, de Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap, betreffende de sociale economie, goedgekeurd door de wet van 26 juni 2001.

§ 2. Om dit doel te bereiken maakt het Kringloofonds gebruik van de financiële technieken vermeld in artikel 2, §§ 1 en 2, van de wet van 2 april 1962 betreffende de Federale Investeringsmaatschappij.

§ 3. De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad en na advies van de Federale Raad voor Sociale Economie en de Federale Raad voor Duurzame Ontwikkeling, de vorm en de statuten van het Kringloofonds. Het advies dient binnen de dertig dagen, te rekenen vanaf de datum van de aanvraag van het advies, te worden uitgebracht.

Art. 92. § 1. Het op te richten Kringloofonds krijgt een maatschappelijk kapitaal van 100 000 EUR toegekend.

§ 2. Le Fonds de l'Economie sociale et durable peut en outre recourir à l'emprunt ou émettre des obligations nominatives d'une durée minimum de cinq ans conformément à l'article 3, § 1^{er}, de la loi du 2 avril 1962 relative à la Société fédérale d'Investissement. Le volume permanent de son endettement est limité à 75.000.000 EUR maximum. La garantie de l'Etat peut être accordée aux prêteurs ou aux obligataires aux conditions de l'article 3, §§ 2 et 3, de la même loi à concurrence des montants en principal, intérêts et autres frais.

§ 3. Au moins septante pour cent des moyens du Fonds de l'Economie sociale et durable devront être investis dans l'économie sociale et durable.

Art. 93. Les membres du conseil d'administration du Fonds de l'Economie sociale et durable sont nommés par l'assemblée générale parmi des candidats proposés par le ministre ayant l'Economie sociale dans ses attributions, le ministre ayant le Développement durable dans ses attributions et le ministre ayant les Finances dans ses attributions.

Art. 94. Un contrat de gestion conclu entre l'Etat et le Fonds de l'Economie sociale et durable précise les conditions selon lesquelles la société exécute sa mission. Les termes de ce contrat comme de toute modification sont approuvés par le ministre ayant l'Economie sociale dans ses attributions et le ministre ayant le Développement Durable dans ses attributions.

Ce contrat de gestion est, immédiatement après sa signature, porté à la connaissance de la Chambre des représentants.

Art. 95. Les obligations nominatives émises par le Fonds de l'Economie sociale et durable sont assorties de la garantie d'une rémunération qui n'est pas inférieure au taux des obligations linéaires (OLO) à cinq ans publié sept jours avant la date d'émission.

Art. 96. L'émission d'obligations nominatives par le Fonds de l'Economie sociale et durable doit être accompagnée d'une clause autorisant le Fonds de l'Economie sociale et durable à racheter les obligations souscrites si leur titulaire vient à décéder avant l'échéance du terme du remboursement. En ce cas, le rachat s'opère moyennant le paiement du montant nominal de l'obligation augmenté de l'intérêt conventionnel capitalisé sur la base du temps restant à courir jusqu'à l'échéance de remboursement.

Art. 97. § 1^{er}. Le Fonds de l'Economie sociale et durable est placé sous le contrôle du ministre ayant l'Economie sociale dans ses attributions, sans préjudice de la compétence du Ministre des Finances et du ministre dont relève la Société fédérale d'Investissement pour les matières qui les concernent. Ce contrôle est exercé à l'intervention d'un commissaire du gouvernement qui veille au respect de la loi, des statuts et du contrat de gestion.

§ 2. Le commissaire du gouvernement est nommé et révoqué par le Roi sur proposition du Ministre ayant l'Economie sociale dans ses attributions, après avis du ministre ayant le Développement Durable dans ses attributions. Le commissaire du gouvernement présente un rapport aux ministres visés au § 1^{er}.

§ 3. Le commissaire du gouvernement est invité à toutes les réunions des organes de gestion du Fonds de l'Economie sociale et durable et y siège avec voix consultative. Il peut, à tout moment, prendre connaissance, sans déplacement, de tous les livres et documents de la société. Il peut requérir de ses administrateurs, agents et préposés toutes informations et peut procéder à toutes les vérifications qui lui paraissent utiles. Il lui est remis chaque trimestre par le conseil d'administration un état comptable établi selon le schéma de bilan et de compte de résultats.

§ 4. Le commissaire du gouvernement peut suspendre et dénoncer au ministre ayant l'Economie sociale dans ses attributions toute décision des organes de gestion du Fonds qu'il estime contraire à la loi, aux statuts ou au contrat de gestion. A cet effet, il dispose d'un délai de quatre jours francs à partir du jour de la réunion à laquelle la décision a été prise, pour autant qu'il y ait été régulièrement convoqué, et, dans le cas contraire, à partir du jour où il en a pris connaissance. La décision ne peut être exécutée que si le ministre concerné ne s'y est pas opposé dans un délai de huit jours francs courant après l'expiration du délai de suspension.

§ 5. Chaque année, le commissaire du gouvernement établira, avant le 31 mars, un rapport à l'attention du gouvernement fédéral dans lequel il présente un rapport de l'usage et de la répartition des moyens du Fonds de l'Economie sociale et durable au cours de l'année civile écoulée, et dans lequel l'on accorde une attention particulière à la demande du public pour ce type de placements éthiques, les besoins de moyens financiers du secteur de l'économie sociale et la qualité des projets de l'économie sociale qui sont soumis au Fonds de l'Economie sociale et durable.

§ 2. Het Kringloopfonds mag bovendien, conform artikel 3, § 1, van de wet van 2 april 1962 betreffende de Federale Investeringsmaatschappij, beroep doen op leningen of obligaties op naam met een looptijd van minimum 5 jaar uitgeven. De permanente omvang van zijn schuldpositie wordt beperkt tot maximum 75.000.000 EUR. De staatswaarborg kan worden verleend aan leners of aan obligatiehouders onder de voorwaarden van artikel 3, §§ 2 en 3, van dezelfde wet ten belope van de bedragen voor hun hoofdsom, interesten en andere kosten.

§ 3. Ten minste zeventig procent van de middelen van het Kringloopfonds zullen moeten worden geïnvesteerd in de sociale en duurzame economie.

Art. 93. De leden van de raad van bestuur van het Kringloopfonds worden benoemd door de algemene vergadering uit kandidaten voorgedragen door de minister tot wiens bevoegdheid de Sociale Economie behoort, de minister tot wiens bevoegdheid de Duurzame Ontwikkeling behoort en de minister tot wiens bevoegdheid de Financiën behoort.

Art. 94. Een tussen de Staat en het Kringloopfonds gesloten beheerscontract bepaalt de nadere voorwaarden waaronder de vennootschap haar opdracht uitvoert. De bewoordingen van dit contract alsook van iedere wijziging worden goedgekeurd door de minister tot wiens bevoegdheid de Sociale Economie behoort en de minister tot wiens bevoegdheid de Duurzame Ontwikkeling behoort.

Dit beheerscontract wordt onmiddellijk na de ondertekening ter kennis gebracht van de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Art. 95. De obligaties op naam uitgegeven door het Kringloopfonds krijgen een gewaarborgde vergoeding die niet lager is dan de rentevoet van de lineaire obligaties (OLO) met een termijn van vijf jaar, bekendgemaakt zeven dagen voor de uitgiftedatum.

Art. 96. Het uitgeven van obligaties op naam door het Kringloopfonds moet gepaard gaan met een clause die het Kringloopfonds toelaat de ingeschreven obligaties af te kopen als de houder ervan sterft vóór de vervaldag van de termijn van de terugbetaling. In dit geval gebeurt de afkoop via de betaling van het nominale bedrag van de obligatie verhoogd met de conventionele rente die op basis van de resterende termijn tot de afloop van de terugbetaling is gekapitaliseerd.

Art. 97. § 1. Het Kringloopfonds staat onder het toezicht van de minister tot wiens bevoegdheid de Sociale Economie behoort, onverminderd de bevoegdheden van de Minister van Financiën en de minister bevoegd voor de Federale Investeringsmaatschappij in de materies die hen betreffen. Dit toezicht wordt uitgevoerd door een regeringscommissaris die op de naleving van de wet, de statuten en het beheerscontract toeziet.

§ 2. De regeringscommissaris wordt, na advies van de minister tot wiens bevoegdheid de Duurzame Ontwikkeling behoort, door de Koning benoemd en ontslagen op voorstel van de minister tot wiens bevoegdheid de Sociale Economie behoort. De regeringscommissaris brengt aan de in § 1 bedoelde ministers verslag uit.

§ 3. De regeringscommissaris wordt op alle vergaderingen van de bestuursorganen van het Kringloopfonds uitgenodigd, waarin hij met raadgevende stem zetelt. Op elk moment kan hij, zonder verplaatsing, kennis nemen van alle boeken en documenten van de vennootschap. Hij kan alle inlichtingen aan haar beheerders, agenten en beampten vragen en kan ook alle verificaties uitvoeren die hij noodzakelijk acht. Elk trimester geeft de raad van bestuur hem een stand van het vermogen opgemaakt volgens het schema van de balans en de resultatenrekeningen.

§ 4. De regeringscommissaris kan elke beslissing van de bestuursorganen van het Fonds die volgens hem in strijd is met de wet, de statuten of het beheerscontract schorsen en voorleggen aan de minister tot wiens bevoegdheid de Sociale Economie behoort. Hiervoor beschikt hij over een termijn van vier volle dagen vanaf de datum van de vergadering waarop de beslissing werd genomen voor zover hij er regelmatig voor opgeroepen is geweest en, indien dit niet het geval is, vanaf de dag waarop hij er kennis van heeft genomen. De beslissing kan slechts worden uitgevoerd indien de betrokken minister er zich binnen acht volle dagen, te rekenen vanaf het einde van de schorsingstermijn, niet tegen verzet heeft.

§ 5. De regeringscommissaris zal vóór 31 maart van elk jaar een rapport opmaken ten behoeve van de federale regering waarin hij verslag uitbrengt over de aanwending en de verdeling van de middelen van het Kringloopfonds in het afgelopen kalenderjaar, waarbij in het bijzonder aandacht wordt besteed aan de vraag van het publiek naar dergelijke ethische beleggingen, de noden van de sector van de sociale economie aan financiële middelen en de kwaliteit van de projecten in de sociale economie die aan het Kringloopfonds zijn voorgelegd.

Art. 98. Le contrôle de la situation financière du Fonds de l'Economie sociale et durable, de ses comptes annuels et de la régularité au regard de la loi et des statuts est confiée, à un ou plusieurs commissaires-réviseurs, désignés par l'assemblée générale.

Art. 99. Le ministre ayant l'Economie sociale dans ses attributions peut requérir l'organe de gestion compétent du Fonds de l'Economie sociale et durable de délibérer, dans le délai qu'il fixe, sur toute question qu'il détermine.

CHAPITRE XII — *Modification de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services — Préférences sociales dans les marchés publics*

Art. 100. L'article 5 de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, est complété par l'alinéa suivant :

« Un marché public peut comporter plusieurs objets et peut porter simultanément sur des travaux, des fournitures et des services. »

Art. 101. Dans l'article 16 de la même loi, les mots « Les critères d'attribution doivent être relatifs à l'objet du marché, par exemple, la qualité des produits ou prestations, le prix, la valeur technique, le caractère esthétique et fonctionnel, les caractéristiques environnementales, des considérations d'ordre social et éthique, le coût d'utilisation, la rentabilité, le service après-vente et l'assistance technique, la date de livraison et le délai de livraison ou d'exécution. » sont insérés entre les mots « dans l'avis de marché. » et les mots « Sauf si le cahier spécial des charges en dispose autrement ».

Art. 102. Un article 18bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 18bis. — § 1^{er}. Un pouvoir adjudicateur peut, dans le respect des principes du Traité instituant la Communauté européenne, imposer des conditions d'exécution de marché permettant de tenir compte d'objectifs sociaux et éthiques et relatives à l'obligation de mettre en œuvre des actions de formation pour les chômeurs ou les jeunes ou à l'obligation de respecter, en substance, les dispositions des conventions de base de l'Organisation internationale du Travail, dans l'hypothèse où celles-ci n'auraient pas déjà été mises en œuvre dans le droit du pays d'origine du candidat ou du soumissionnaire.

§ 2. Un pouvoir adjudicateur peut réserver la participation à une procédure de passation d'un marché public non soumis à des obligations résultant des directives européennes ou d'un acte international en matière de marchés publics, à des entreprises de travail adapté ou à des entreprises d'économie sociale d'insertion, dans le respect des principes du Traité instituant la Communauté européenne.

On entend par entreprise de travail adapté l'entreprise employant une majorité de travailleurs qui, en raison de la nature ou de la gravité de leurs déficiences, ne peuvent exercer une activité professionnelle dans des conditions normales et par entreprise d'économie sociale d'insertion, l'entreprise répondant aux conditions de l'article 59 de la loi du 26 mars 1999 relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses, ou remplissant des conditions équivalentes dans l'état d'origine du candidat ou du soumissionnaire. »

Art. 103. Dans l'article 41 de la même loi, les mots « 18 et 19 » sont remplacés par les mots « 18, 18bis et 19 ».

TITRE V. — Finances

CHAPITRE I^{er}. — *Modification du Code des impôts sur les revenus 1992 pour promouvoir l'accueil d'enfants de moins de trois ans*

Art. 104. Dans le titre II, chapitre II, section IV, sous-section III, du Code des impôts sur les revenus 1992, il est inséré un article 52bis, rédigé comme suit :

« Art. 52bis. — Les sommes qu'un contribuable recueillant des bénéfices ou profits visés à l'article 23, § 1^{er}, 1^o et 2^o, a effectivement payées en faveur d'un milieu d'accueil collectif de la petite enfance, sont considérées comme des frais professionnels aux conditions suivantes :

1^o le milieu d'accueil est agréé, subsidié ou autorisé par l'Office de la naissance et de l'enfance, Kind en Gezin ou l'Exécutif de la Communauté germanophone;

2^o les sommes sont versées au milieu d'accueil directement ou par l'intermédiaire de l'institution compétente mentionnée au 1^o, conformément à la réglementation applicable de la communauté concernée;

Art. 98. De controle van de financiële toestand van het Kringloofonds, van haar jaarrekeningen en van de regelmatigheid ten opzichte van de wet en de statuten wordt toevertrouwd aan één of meerdere commissarissen-revisor aangesteld door de algemene vergadering.

Art. 99. De minister tot wiens bevoegdheid de Sociale Economie behoort, kan het bestuursorgaan van het Kringloofonds vragen te beraadslagen over alle materies die hij vaststelt en dit binnen de termijn die hij bepaalt.

HOOFDSTUK XII. — *Wijziging van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten — Sociale voorkeuren in overheidsopdrachten*

Art. 100. Artikel 5 van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Een overheidsopdracht kan meerdere voorwerpen hebben die tezelfdertijd betrekking kunnen hebben op werken, leveringen en diensten. »

Art. 101. In artikel 16 van dezelfde wet worden de woorden « De gunningscriteria moeten betrekking hebben op het onderwerp van de opdracht, bijvoorbeeld de kwaliteit van de producten of prestaties, de prijs, de technische waarde, het esthetisch en functioneel karakter, de milieukeurmerken, sociale en ethische overwegingen, de kosten van het gebruik, de rentabiliteit, de dienst na-verkoop en de technische bijstand, de leveringsdatum en de termijn van levering of uitvoering. » ingevoegd tussen de woorden « in de aankondiging van de opdracht. » en de woorden « Behalve wanneer het bestek hierover anders beschikt ».

Art. 102. In dezelfde wet wordt een artikel 18bis ingevoegd, luidende :

« Art. 18bis. — § 1. Een aanbestedende overheid kan, overeenkomstig de beginselen van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap, uitvoeringsvoorwaarden inzake overheidsopdrachten opleggen die het mogelijk maken rekening te houden met sociale en ethische doelstellingen, alsook uitvoeringsvoorwaarden inzake de verplichting tot het verstrekken van opleidingen aan werklozen en jongeren of rekening te houden met de verplichting tot het naleven, in hoofdzaak, van de bepalingen van de basisconventies van de Internationale Arbeidsorganisatie, in de veronderstelling dat die niet reeds worden toegepast in het land van oorsprong van de kandidaat of inschrijver.

§ 2. Een aanbestedende overheid kan de deelname aan een gunningsprocedure van een overheidsopdracht die niet onderworpen is aan verplichtingen die voortvloeien uit de Europese richtlijnen of uit een internationale akte inzake overheidsopdrachten voorbehouden aan beschutte werkplaatsen of sociale inschakelingsondernemingen, overeenkomstig de beginselen van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap.

Met beschutte werkplaats wordt bedoeld : de onderneming waarvan de meeste werknemers, omwille van de aard of de ernst van hun handicap, geen beroepsactiviteiten kunnen uitoefenen in normale omstandigheden. Met sociale inschakelingsonderneming wordt bedoeld : de onderneming die voldoet aan de voorwaarden van artikel 59 van de wet van 26 maart 1999 betreffende het Belgische actieplan voor de werkgelegenheid 1998 en houdende diverse bepalingen, of die aan gelijkaardige voorwaarden voldoet in het land van oorsprong van de kandidaat of inschrijver. »

Art. 103. In artikel 41 van dezelfde wet worden de woorden « 18 en 19 » vervangen door de woorden « 18, 18bis en 19 ».

TITEL V. — Financiën

HOOFDSTUK I. — *Wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 ter bevordering van de opvang van kinderen van minder dan 3 jaar*

Art. 104. In titel II, hoofdstuk II, afdeling IV, onderafdeling III, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, wordt een artikel 52bis ingevoegd, dat luidt als volgt :

« Art. 52bis. — De sommen die een belastingplichtige, die in artikel 23, § 1, 1^o en 2^o, vermelde winst of baten verkrijgt, werkelijk heeft betaald ten gunste van een collectieve voorziening voor kinderdagopvang, worden onder de volgende voorwaarden als beroepskosten aangemerkt :

1^o de opvangvoorziening is erkend of gesubsidieerd door of staat onder toezicht van Kind en Gezin, het Office de la naissance et de l'enfance of de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap;

2^o de sommen zijn rechtstreeks of door tussenkomst van de in 1^o vermelde bevoegde instelling aan de opvangvoorziening gestort overeenkomstig de toepasselijke reglementering van de betreffende gemeenschap;

3° les sommes sont affectées par le milieu d'accueil au financement de frais de fonctionnement et de dépenses d'infrastructure ou d'équipement, nécessaires à la création, à partir du 1^{er} janvier 2003, de places d'accueil pour enfants de moins de trois ans, qui remplissent les conditions prévues par la communauté concernée, ou au maintien des places ainsi créées;

4° les sommes ne peuvent pas être utilisées pour le paiement de l'intervention normale des parents pour la garde de leurs enfants;

5° les sommes pouvant être considérées comme des frais professionnels, ne peuvent pas dépasser, par période imposable, 5.250 EUR par place d'accueil visée au 3°;

6° l'institution compétente remet annuellement un document par milieu d'accueil au contribuable qui a versé les sommes, par lequel elle atteste que les conditions énoncées dans le présent article sont respectées et dans lequel elle précise le montant qui a été affecté à la création ou au maintien de places d'accueil visées au 3° ainsi que le nombre de places concernées. »

Art. 105. Le présent chapitre est applicable aux sommes effectivement payées à partir du 1^{er} janvier 2003.

CHAPITRE II. — Investissements en sécurisation

Art. 106. L'article 69, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, du Code des impôts sur les revenus 1992, remplacé par la loi du 28 juillet 1992 et modifié par la loi du 20 décembre 1995, est remplacé par la disposition suivante :

« 2° le pourcentage de base est majoré de 10 points en ce qui concerne :

- a) les brevets;
- b) les immobilisations qui tendent à promouvoir la recherche et le développement de produits nouveaux et de technologies avancées n'ayant pas d'effets sur l'environnement ou visant à minimiser les effets négatifs sur l'environnement;

- c) les immobilisations qui tendent à une utilisation plus rationnelle de l'énergie, à l'amélioration des processus industriels au point de vue énergétique et, plus spécialement, à la récupération d'énergie dans l'industrie;

- d) les immobilisations corporelles qui tendent à une sécurisation des locaux professionnels et dont l'installation a été recommandée et approuvée par le fonctionnaire chargé des conseils en technoprévention dans la zone de police où sont affectées les immobilisations. »

Art. 107. L'article 201 du même Code, remplacé par la loi du 28 juillet 1992 et modifié par la loi du 4 mai 1999 et par l'arrêté royal du 20 juillet 2000, est complété par un alinéa 5, rédigé comme suit :

« Dans le cas visé à l'article 69, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, d, la déduction pour investissement n'est applicable qu'en ce qui concerne les sociétés résidentes visées à l'alinéa 1^{er}, 1°. »

Art. 108. Les articles 106 et 107 entrent en vigueur à partir de l'exercice d'imposition 2004.

Art. 109. Toute modification apportée à partir du 29 janvier 2003 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application des articles 106 et 107.

CHAPITRE III. — Avantage fiscal Mesures dans le cadre de la politique des grandes villes

Art. 110. A. Dans le titre II, chapitre III, section première, du Code des impôts sur les revenus 1992, il est inséré une sous-section IIsexies, rédigée comme suit :

« Sous-section IIsexies. — Réduction pour les dépenses de rénovation d'habitations situées dans une zone d'action positive des grandes villes

Art. 145²⁵. — Il est accordé une réduction d'impôt pour les dépenses effectivement payées pendant la période imposable en vue de la rénovation d'une habitation qui est située dans une zone d'action positive des grandes villes et dont le contribuable est propriétaire, possesseur, emphytéote, superficière ou usufruitier.

Une zone d'action positive des grandes villes est une commune ou une partie délimitée d'une commune où l'habitat et le cadre de vie doivent être améliorés par des mesures spécifiques. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, sur la base d'une étude scientifique, les zones d'action positive des grandes villes pour une période de six années civiles. Un renouvellement de la période est possible après une nouvelle étude scientifique.

La réduction d'impôt est accordée aux conditions suivantes :

1° cette habitation est la seule habitation du contribuable au moment de l'exécution des travaux;

3° de sommes worden door de opvangvoorziening gebruikt om werkingskosten en uitgaven voor infrastructuur of voor uitrusting te financieren die nodig zijn voor het creëren, vanaf 1 januari 2003, van opvangplaatsen voor kinderen van minder dan drie jaar, die voldoen aan de door de betreffende gemeenschap gestelde voorwaarden, of voor het behoud van de aldus gecreëerde plaatsen;

4° de sommen mogen niet worden gebruikt voor de betaling van de normale tussenkomst van de ouders voor de oppas van hun kinderen;

5° de sommen die als beroepskosten in aanmerking kunnen worden genomen, mogen per belastbaar tijdperk niet meer bedragen dan 5.250 EUR per in 3° vermelde opvangplaats;

6° de bevoegde instelling verstrekt jaarlijks per opvangvoorziening aan de belastingplichtige die de sommen heeft gestort, een document waarin ze verklaart dat aan de voorwaarden vermeld in dit artikel is voldaan en waarin ze zowel het bedrag dat is gebruikt voor het creëren of behouden van in 3° vermelde opvangplaatsen, als het aantal desbetreffende plaatsen opgeeft. »

Art. 105. Dit hoofdstuk is van toepassing op de sommen die werkelijk werden betaald vanaf 1 januari 2003.

HOOFDSTUK II. — Investeren in beveiliging

Art. 106. Artikel 69, § 1, eerste lid, 2°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, vervangen bij de wet van 28 juli 1992 en gewijzigd bij de wet van 20 december 1995, wordt vervangen als volgt :

« 2° het basispercentage wordt verhoogd met 10 procentpunten met betrekking tot :

- a) de octrooien;
- b) de vaste activa die worden gebruikt ter bevordering van het onderzoek en de ontwikkeling van nieuwe producten en toekomstgerichte technologieën die geen effect hebben op het leefmilieu of die beogen het negatieve effect op het leefmilieu zoveel mogelijk te beperken;

- c) de vaste activa die dienen voor een rationeler energieverbruik, voor de verbetering van de industriële processen uit energetische overwegingen en, in het bijzonder, voor de terugwinning van energie in de industrie;

- d) de materiële vaste activa die dienen voor een beveiliging van de beroepslokale en waarvan de installatie werd aanbevolen en goedgekeurd door de ambtenaar belast met de adviezen inzake technopréventie in de politiezone waar die activa worden gebruikt. »

Art. 107. Artikel 201 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 28 juli 1992 en gewijzigd bij de wet van 4 mei 1999 en bij het koninklijk besluit van 20 juli 2000, wordt aangevuld met een vijfde lid, dat luidt als volgt :

« In het in artikel 69, § 1, eerste lid, 2°, d, vermelde geval is de investeringsaftrek slechts van toepassing met betrekking tot de in het eerste lid, 1°, vermelde binnenlandse vennootschappen. »

Art. 108. De artikelen 106 en 107 treden in werking vanaf aanslagjaar 2004.

Art. 109. Elke wijziging die vanaf 29 januari 2003 aan de datum van afsluiting van de jaarrekening wordt aangebracht, is zonder uitwerking voor de toepassing van de artikelen 106 en 107.

HOOFDSTUK III. — Fiscaal voordeel Maatregelen in het kader van het grootstedenbeleid

Art. 110. A. In titel II, hoofdstuk III, afdeling I, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, wordt een onderafdeling IIsexies ingevoegd, dat luidt als volgt :

« Onderafdeling IIsexies. — Vermindering voor uitgaven voor vernieuwing van woningen gelegen in een zone voor positief grootstedelijk beleid

Art. 145²⁵. — Er wordt een belastingvermindering verleend voor de uitgaven die tijdens het belastbare tijdperk werkelijk zijn betaald voor de vernieuwing van een woning gelegen in een zone voor positief grootstedelijk beleid en waarvan de belastingplichtige eigenaar, bezitter, erfpachter, opstalhouder of vruchtgebruiker is.

Een zone voor positief grootstedelijk beleid is een gemeente of een afgebakend deel van een gemeente waar het woon- en leefklimaat moet worden verbeterd door specifieke maatregelen. De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, op basis van een wetenschappelijke studie, de zones voor positief grootstedelijk beleid voor een periode van 6 kalenderjaren. Een hernieuwing van de periode is mogelijk na een nieuwe wetenschappelijke studie.

De belastingvermindering wordt verleend onder de volgende voorwaarden :

1° op het ogenblik van de uitvoering van de werken is die woning de enige woning van de belastingplichtige;

2° l'habitation est, au moment du début des travaux, occupée depuis au moins 15 ans;

3° le coût total des travaux, taxe sur la valeur ajoutée comprise, s'élève à au moins 2.500 EUR;

4° les prestations relatives à ces travaux sont effectuées par une personne qui, au moment de la conclusion du contrat d'entreprise, est enregistrée comme entrepreneur conformément à l'article 401.

La réduction d'impôt n'est pas applicable aux dépenses qui :

a) interviennent dans la détermination des frais professionnels justifiés;

b) donnent droit à la déduction pour investissement visée à l'article 69;

c) entrent en considération pour l'application de l'article 104, 8°, ou de l'article 145²⁴.

La réduction d'impôt est égale à 15 p.c. des dépenses réellement faites.

Le montant total de la réduction d'impôt ne peut excéder par période imposable 500 EUR par habitation.

Lorsqu'une imposition est établie conformément à l'article 126, §§ 1^{er} et 2, la réduction d'impôt est répartie proportionnellement en fonction de la quotité de chaque conjoint dans le revenu cadastral de l'habitation où sont effectués les travaux.

Le Roi détermine la nature des prestations visées à l'alinéa 2, 4°, et les modalités d'application de la réduction. »

B. Dans le même article 145²⁵, alinéa 7, les mots « Lorsqu'une imposition est établie conformément à l'article 126, §§ 1^{er} et 2, » sont remplacés par les mots « Lorsqu'une imposition commune est établie ».

Art. 111. L'article 494 du même Code, modifié par l'arrêté royal du 20 juillet 2000, est complété par un § 6, rédigé comme suit :

« § 6. Pour l'application du présent Code, à l'exception des dispositions du titre VI, chapitre premier, section II, l'augmentation des revenus cadastraux résultant d'une réévaluation ne prennent effet, par dérogation au § 5, qu'à partir du premier jour de la sixième année qui suit l'événement dont la déclaration est prescrite à l'article 473.

L'alinéa 1^{er} s'applique uniquement aux réévaluations visées au § 1^{er}, 2° et 3°, qui ont trait à des biens immobiliers situés intégralement dans une zone d'action positive des grandes villes au sens de l'article 145²⁵.

La période de 6 ans prend fin lors de la prochaine péréquation générale. »

Art. 112. L'article 110, A, entre en vigueur à partir de l'exercice d'imposition 2004.

L'article 111 produit ses effets le 1^{er} janvier 2003.

L'article 110, B, entre en vigueur à partir de l'exercice d'imposition 2005.

CHAPITRE IV. — Réduction d'impôt pour l'acquisition d'obligations émises par le Fonds de l'Economie sociale et durable

Art. 113. Dans le titre II, chapitre III, section 1^{re}, du Code des impôts sur les revenus 1992, il est inséré une sous-section *Ilsepties*, rédigée comme suit :

« Sous-section *Ilsepties*. — Réduction pour l'acquisition d'obligations émises par le Fonds de l'Economie sociale et durable — Reprise de la réduction

Art. 145²⁶. — § 1^{er}. En cas de souscription d'obligations nominatives à 60 mois émises par le Fonds de l'Economie sociale et durable, il est accordé une réduction d'impôt pour les sommes versées pendant la période imposable pour leur acquisition.

La réduction d'impôt est accordée aux conditions et modalités suivantes :

1° les obligations doivent, sauf en cas de décès, rester en possession du souscripteur durant toute la période;

2° en cas de cession pendant la période de 60 mois, le nouveau possesseur n'a pas droit à la réduction d'impôt;

3° en cas du décès du souscripteur, le Fonds de l'Economie sociale et durable rembourse aux ayants droit le montant total des obligations, y compris le prorata d'intérêts courus mais non encore attribués. La réduction d'impôt obtenue antérieurement est maintenue;

2° de woning is op het ogenblik van de aanvang van de werken sedert ten minste vijftien jaar in gebruik genomen;

3° de totale kostprijs van de werken, inclusief de belasting over de toegevoegde waarde, bedraagt ten minste 2.500 EUR;

4° de dienstverrichtingen met betrekking tot die werken worden verricht door een persoon die op het ogenblik van het sluiten van het aannemingscontract als aannemer is geregistreerd overeenkomstig artikel 401.

De belastingvermindering is niet van toepassing op uitgaven die :

a) in aanmerking komen voor de bepaling van de verantwoorde beroepskosten;

b) recht geven op de in artikel 69 vermelde investeringsaftrek;

c) in aanmerking komen voor de toepassing van artikel 104, 8°, of 145²⁴.

De belastingvermindering is gelijk aan 15 pct. van de werkelijk gedane uitgaven.

Het totaal van de belastingvermindering mag per belastbaar tijdperk niet meer dan 500 EUR per woning bedragen.

Wanneer een aanslag wordt gevestigd overeenkomstig artikel 126, §§ 1 en 2, wordt de belastingvermindering evenredig omgedeeld in functie van het aandeel van elk der echtgenoten in het kadastraal inkomen van de woning waaraan de werken zijn uitgevoerd.

De Koning bepaalt de aard van de in het tweede lid, 4°, bedoelde dienstverrichtingen en de toepassingsmodaliteiten van de vermindering. »

B. In hetzelfde artikel 145²⁵, zevende lid, worden de woorden « Wanneer een aanslag wordt gevestigd overeenkomstig artikel 126, §§ 1 en 2, » vervangen door de woorden « Bij een gemeenschappelijke aanslag ».

Art. 111. Artikel 494 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd door het koninklijk besluit van 20 juli 2000, wordt aangevuld met een § 6, dat luidt als volgt :

« § 6. In afwijking van § 5 hebben, voor de toepassing van dit Wetboek, de bepalingen van titel VI, hoofdstuk I, afdeling II, uitgezonderd, de uit een herschatting voortvloeiende verhoging van de kadastrale inkomens slechts uitwerking vanaf de eerste dag van het zesde jaar dat volgt op het feit waarvan de aangifte bij artikel 473 is voorgeschreven.

Het eerste lid geldt enkel voor de in § 1, 2° en 3°, vermelde herschattingen die betrekking hebben op onroerende goederen die volledig zijn gelegen in een zone voor positief grootstedelijk beleid in de zin van artikel 145²⁵.

Aan de periode van 6 jaar komt een einde bij de eerstvolgende algemene péréquatie. »

Art. 112. Artikel 110, A, treedt in werking vanaf aanslagjaar 2004.

Artikel 111 heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2003.

Artikel 110, B, treedt in werking vanaf aanslagjaar 2005.

HOOFDSTUK IV. — Belastingvermindering voor de verwerving van obligaties uitgegeven door het Kringloopfonds

Art. 113. In titel II, hoofdstuk III, afdeling I, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, wordt een onderafdeling *Ilsepties* ingevoegd, die luidt als volgt :

« Onderafdeling *Ilsepties*. — Vermindering voor de verwerving van obligaties uitgegeven door het Kringloopfonds — Terugname van de vermindering

Art. 145²⁶. — § 1. In geval van inschrijving op obligaties met een looptijd van 60 maanden die door het Kringloopfonds op naam worden uitgegeven, wordt een belastingvermindering verleend voor de sommen die tijdens het belastbare tijdperk zijn gestort voor de verwerving ervan.

De belastingvermindering wordt verleend onder de volgende voorwaarden en modaliteiten :

1° de obligaties moeten, behalve bij overlijden, gedurende de volledige periode in het bezit blijven van de inschrijver;

2° bij vervreemding binnen de periode van 60 maanden heeft de nieuwe bezitter geen recht op de belastingvermindering;

3° bij overlijden van de inschrijver betaalt het Kringloopfonds aan de rechtverkrijgenden het volledig bedrag van de obligaties uit, met inbegrip van het evenredig deel van de verlopen, maar nog niet uitgekeerde interesten. De voorheen verkregen belastingvermindering blijft behouden;

4° le souscripteur produit, à l'appui de sa déclaration à l'impôt des personnes physiques, le document visé au § 3.

La réduction d'impôt est égale à 5 p.c. des paiements réellement faits.

Le montant total de la réduction d'impôt ne peut excéder 210 EUR par période imposable.

Chaque conjoint a droit à la réduction si les obligations sont émises à son nom propre.

§ 2. Lorsque la condition visée au § 1^{er}, alinéa 2, 1°, n'a pas été observée durant une des années suivant l'année de versement parce que le souscripteur a cédé les obligations émises par le Fonds de l'Economie sociale et durable dans les 60 mois suivant leur acquisition, l'impôt afférent aux revenus de cette année est majoré d'un montant correspondant à autant de fois un soixantième de la réduction d'impôt réellement obtenue conformément au § 1^{er}, qu'il reste de mois entiers jusqu'à l'expiration du délai de 60 mois.

§ 3. Le Fonds de l'Economie sociale et durable établit annuellement un document et en envoie, avant le 31 mars de l'exercice d'imposition, un exemplaire au souscripteur et un autre au service de taxation dont celui-ci dépend, et qui reprend :

— pour l'année d'acquisition : les sommes donnant droit à la réduction et le montant de la réduction à appliquer, ainsi que la confirmation que les obligations sont toujours en possession du souscripteur au 31 décembre de l'année concernée;

— pour l'année de décès du souscripteur : le montant attribué aux ayants droit suite au remboursement obligatoire et le montant du prorata d'intérêts courus mais non encore attribués;

— pour l'année d'expiration du délai de 60 mois : selon le cas, la confirmation que les obligations soit sont restées en possession du souscripteur jusqu'à la fin du délai, soit ont fait l'objet d'une cession avant l'expiration du délai avec mention des mois non encore expirés qui entrent en ligne de compte pour le calcul de la reprise de la réduction;

— pour l'année de la cession : le nombre de mois non encore expirés qui entrent en ligne de compte pour le calcul de la reprise de la réduction. »

CHAPITRE V. — *Décision collective sur des réclamations de masse*

Art. 114. Dans le titre VII, chapitre VI, section première du Code des impôts sur les revenus 1992, il est inséré un article 376bis, rédigé comme suit :

« Art. 376bis. — Le Ministre des Finances ou son délégué peut, par une seule décision motivée, rejeter l'ensemble des recours administratifs fondés exclusivement sur un grief tiré de l'inconstitutionnalité d'une disposition du présent Code, lorsque la Cour d'Arbitrage, saisie du même grief, a rejeté un recours en annulation introduit contre la disposition contestée ou rendu un arrêt préjudiciel constatant la validité de cette disposition.

La décision est publiée au *Moniteur belge*. La publication vaut notification de la décision. Cette décision est irrévocable sauf à l'égard de celui qui intente une action devant le tribunal de première instance dans le délai fixé par l'article 1385undecies du Code judiciaire. »

CHAPITRE VI. — *Modification du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus*

Art. 115. Dans l'article 2, alinéa 1^{er}, du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, remplacé par l'arrêté royal du 29 mars 1994 et modifié par les lois des 22 décembre 1998 et 4 mai 1999, les mots « 366 à 378 » sont remplacés par les mots « 366 à 379 ».

CHAPITRE VII. — *Réduction d'impôt pour l'acquisition d'obligations émises par le Fonds Starters*

Art. 116. Dans le titre II, chapitre III, section 1^{re}, du Code des impôts sur les revenus 1992, il est inséré une sous-section IIocties, rédigée comme suit :

« Sous-section IIocties. — Réduction pour l'acquisition d'obligations émises par le Fonds Starters — Reprise de la réduction

Art. 145²⁷. — § 1^{er}. En cas de souscription d'obligations nominatives à soixante mois émises par le Fonds Starters, il est accordé une réduction d'impôt pour les sommes versées pendant la période imposable pour leur acquisition.

4° de inschrijver legt tot staving van zijn aangifte in de personenbelasting het in § 3 vermelde document over.

De belastingvermindering is gelijk aan 5 pct. van de werkelijk gedane betalingen.

Het totaal van de belastingvermindering mag per belastbaar tijdperk niet meer dan 210 EUR bedragen.

Elke echtgenoot heeft recht op de vermindering indien de obligaties op zijn persoonlijke naam zijn uitgegeven.

§ 2. Wanneer de in § 1, tweede lid, 1°, gestelde voorwaarde niet is nageleefd in een van de jaren volgend op het jaar van storting, omdat de inschrijver de obligaties uitgegeven door het Kringloofonds heeft vervreemd binnen 60 maanden na de verwerving ervan, wordt de belasting met betrekking tot de inkomsten van dat jaar vermeerderd met een bedrag dat gelijk is aan zoveel maal één zestigste van de overeenkomstig § 1 werkelijk verkregen belastingvermindering, als er volle maanden overblijven tot het einde van de periode van 60 maanden.

§ 3. Het Kringloofonds stelt jaarlijks, vóór 31 maart van het aanslagjaar, een document op en zendt een exemplaar aan de inschrijver en een ander aan de belastingdienst waarvan hij afhangt, met daarin :

— voor het jaar van verwerving : de bedragen die recht geven op de vermindering en het bedrag van de toe te passen vermindering, alsmede de bevestiging dat de obligaties op 31 december van het betreffende jaar nog steeds in het bezit zijn van de inschrijver;

— voor het jaar van overlijden van de inschrijver : het bedrag dat aan de rechtverkrijgenden is uitgekeerd ingevolge de verplichte uitbetaling, en het bedrag van het evenredig deel van de verlopen, maar nog niet uitgekeerde interesten;

— voor het jaar waarin de termijn van 60 maanden verstrijkt : naargelang het geval, de bevestiging dat de obligaties ofwel in het bezit zijn gebleven van de inschrijver tot het einde van de termijn, ofwel zijn vervreemd vóór het verstrijken van de termijn met opgave van de nog niet verlopen maanden die in aanmerking komen voor de berekening van de terugname van de vermindering;

— voor het jaar van vervreemding : het aantal nog niet verlopen maanden die in aanmerking komen voor de berekening van de terugname van de vermindering. »

HOOFDSTUK V. — *Collectieve beslissing over massaal bezwaarschrift*

Art. 114. In titel VII, hoofdstuk VI, afdeling I van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, wordt een artikel 376bis ingevoegd, dat luidt als volgt :

« Art. 376bis. — De Minister van Financiën of zijn gedelegeerde kan, met één enkele met redenen omklede beslissing, een geheel van administratieve beroepen afwijzen die uitsluitend steunen op een bezwaar voortvloeiend uit de ongrondwettelijkheid van een bepaling van dit Wetboek, wanneer het Arbitragehof, gevat door hetzelfde bezwaar, het vernietigingsberoep tegen de aangevochten bepaling heeft verworpen of een prejudicieel arrest heeft geveld die de geldigheid van deze bepaling heeft vastgesteld.

De beslissing wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*. De publicatie geldt als betekening van de beslissing. Deze beslissing is onherroepelijk behalve tegenover hem die een rechtsvordering instelt voor de rechtbank van eerste aanleg binnen de termijn vastgesteld door artikel 1385undecies van het Gerechtelijk Wetboek. »

HOOFDSTUK VI. — *Wijziging van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen*

Art. 115. In artikel 2, eerste lid, van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, vervangen door het koninklijk besluit van 29 maart 1994 en gewijzigd door de wetten van 22 december 1998 en 4 mei 1999, worden de woorden « 366 tot 378 » vervangen door de woorden « 366 tot 379 ».

HOOFDSTUK VII. — *Belastingvermindering voor de verwerving van obligaties uitgegeven door het Startersfonds*

Art. 116. In titel II, hoofdstuk III, afdeling I, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, wordt een onderafdeling IIocties ingevoegd, die luidt als volgt :

« Onderafdeling IIocties. — Vermindering voor de verwerving van obligaties uitgegeven door het Startersfonds — Terugname van de vermindering

Art. 145²⁷. — § 1. In geval van inschrijving op obligaties met een looptijd van zestig maanden die door het Startersfonds op naam worden uitgegeven, wordt een belastingvermindering verleend voor de sommen die tijdens het belastbare tijdperk zijn gestort voor de verwerving ervan.

La réduction d'impôt est accordée aux conditions et modalités suivantes :

1° les obligations doivent, sauf en cas de décès, rester en possession du souscripteur durant toute la période;

2° en cas de cession pendant la période de 60 mois, le nouveau possesseur n'a pas droit à la réduction d'impôt;

3° en cas du décès du souscripteur, le Fonds Starters rembourse aux ayants droit le montant total des obligations, y compris le prorata d'intérêts courus mais non encore attribués. La réduction d'impôt obtenue antérieurement est maintenue;

4° le souscripteur produit, à l'appui de sa déclaration à l'impôt des personnes physiques, le document visé au § 3.

La réduction d'impôt est égale à 5 p.c. des paiements réellement faits.

Le montant total de la réduction d'impôt ne peut excéder 210 EUR par période imposable.

Chaque conjoint a droit à la réduction si les obligations sont émises à son nom propre.

§ 2. Lorsque la condition visée au § 1^{er}, alinéa 2, 1°, n'a pas été observée durant une des années suivant l'année de versement parce que le souscripteur a cédé les obligations émises par le Fonds Starters dans les 60 mois suivant leur acquisition, l'impôt afférent aux revenus de cette année est majoré d'un montant correspondant à autant de fois un soixantième de la réduction d'impôt réellement obtenue conformément au § 1^{er}, qu'il reste de mois entiers jusqu'à l'expiration du délai de 60 mois.

§ 3. Le Fonds Starters établit annuellement un document et en envoie, avant le 31 mars de l'exercice d'imposition, un exemplaire au souscripteur et un autre au service de taxation dont celui-ci dépend, et qui prend :

— pour l'année d'acquisition : les sommes donnant droit à la réduction et le montant de la réduction à appliquer, ainsi que la confirmation que les obligations sont toujours en possession du souscripteur au 31 décembre de l'année concernée;

— pour l'année de décès du souscripteur : le montant attribué aux ayants droit suite au remboursement obligatoire et le montant du prorata d'intérêts courus mais non encore attribués;

— pour l'année d'expiration du délai de 60 mois : selon le cas, la confirmation que les obligations soit sont restées en possession du souscripteur jusqu'à la fin du délai, soit ont fait l'objet d'une cession avant l'expiration du délai avec mention des mois non encore expirés qui entrent en ligne de compte pour le calcul de la reprise de la réduction;

— pour l'année de la cession : le nombre de mois non encore expirés qui entrent en ligne de compte pour le calcul de la reprise de la réduction.

CHAPITRE VIII. — *Modification de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002*

Art. 117. A l'article 385 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, il est inséré l'alinéa suivant après l'alinéa 1^{er} :

« La dispense de versement du précompte professionnel visée à l'alinéa 1^{er} peut également être octroyée à des institutions scientifiques qui sont agréées à cet effet par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres et qui paient ou attribuent des rémunérations soit à leurs chercheurs assistants, soit à leurs chercheurs post-doctoraux. »

CHAPITRE IX. — *Modification de la loi du 30 décembre 2002 portant diverses dispositions fiscales en matière d'écotaxes et d'écoréductions*

Art. 118. A l'article 369bis de la loi du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, modifié par la loi du 30 décembre 2002, le deuxième alinéa est supprimé.

Art. 119. A l'article 370 de la même loi, remplacé par la loi du 7 mars 1996, sont apportées les modifications suivantes :

A) le 2° est remplacé comme suit :

« Les eaux, y compris les eaux minérales et les eaux gazéifiées, additionnées de sucre ou d'autres édulcorants ou aromatisées, et d'autres boissons non alcooliques visées par la loi du 13 février 1995 relative au régime d'accise des boissons non alcoolisées, ainsi que les bières sans alcool, les vins sans alcool, les produits intermédiaires sans alcool et les nectars de fruits; »

B) le 9° est supprimé.

De belastingvermindering wordt verleend onder de volgende voorwaarden en modaliteiten :

1° de obligaties moeten, behalve bij overlijden, gedurende de volledige periode in het bezit blijven van de inschrijver;

2° bij vervreemding binnen de periode van 60 maanden heeft de nieuwe bezitter geen recht op de belastingvermindering;

3° bij overlijden van de inschrijver betaalt het Startersfonds aan de rechtverkrijgenden het volledig bedrag van de obligaties uit, met inbegrip van het evenredig deel van de verlopen, maar nog niet uitgekeerde interesten. De voorheen verkregen belastingvermindering blijft behouden;

4° de inschrijver legt tot staving van zijn aangifte in de personenbelasting het in § 3 vermelde document over.

De belastingvermindering is gelijk aan 5 pct. van de werkelijk gedane betalingen.

Het totaal van de belastingvermindering mag per belastbaar tijdperk niet meer dan 210 EUR bedragen.

Elke echtgenoot heeft recht op de vermindering indien de obligaties op zijn persoonlijke naam zijn uitgegeven.

§ 2. Wanneer de in § 1, tweede lid, 1°, gestelde voorwaarde niet is nageleefd in een van de jaren volgend op het jaar van storting, omdat de inschrijver de obligaties uitgegeven door het Startersfonds heeft vervreemd binnen 60 maanden na de verwerving ervan, wordt de belasting met betrekking tot de inkomsten van dat jaar vermeerderd met een bedrag dat gelijk is aan zoveel maal één zestigste van de overeenkomstig § 1 werkelijk verkregen belastingvermindering, als er volle maanden overblijven tot het einde van de periode van 60 maanden.

§ 3. Het Startersfonds stelt jaarlijks, vóór 31 maart van het aanslagjaar, een document op en zendt een exemplaar aan de inschrijver en een ander aan de belastingdienst waarvan hij afhangt, met daarin :

— voor het jaar van verwerving : de bedragen die recht geven op de vermindering en het bedrag van de toe te passen vermindering, alsmede de bevestiging dat de obligaties op 31 december van het betreffende jaar nog steeds in het bezit zijn van de inschrijver;

— voor het jaar van overlijden van de inschrijver : het bedrag dat aan de rechtverkrijgenden is uitgekeerd ingevolge de verplichte uitbetaling, en het bedrag van het evenredig deel van de verlopen, maar nog niet uitgekeerde interesten;

— voor het jaar waarin de termijn van 60 maanden verstrijkt : naargelang het geval, de bevestiging dat de obligaties ofwel in het bezit zijn gebleven van de inschrijver tot het einde van de termijn, ofwel zijn vervreemd vóór het verstrijken van de termijn met opgave van de nog niet verlopen maanden die in aanmerking komen voor de berekening van de terugname van de vermindering;

— voor het jaar van vervreemding : het aantal nog niet verlopen maanden die in aanmerking komen voor de berekening van de terugname van de vermindering.

HOOFDSTUK VIII. — *Wijziging van de programmawet (I) van 24 december 2002*

Art. 117. In artikel 385 van de programmawet (I) van 24 december 2002 wordt na het eerste lid het volgende lid ingevoegd :

« De in het eerste lid bedoelde vrijstelling van storting, van de bedrijfsvoorheffing kan ook worden toegekend aan de wetenschappelijke instellingen die daartoe worden erkend bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad en die bezoldigingen uitbetalen of toekennen ofwel aan assistent-onderzoekers ofwel aan postdoctorale onderzoekers. »

HOOFDSTUK IX. — *Wijziging van de wet van 30 december 2002 houdende fiscale bepalingen op het stuk van milieutaksen en ecobonussen*

Art. 118. In artikel 369bis van de wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale Staatsstructuur, gewijzigd bij de wet van 30 december 2002, wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 119. In artikel 370 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 7 maart 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) de bepaling onder 2° wordt als volgt vervangen :

« De waters, inbegrepen de minerale waters en de gashoudende waters, aangevuld met suiker of andere zoet- of smaakstoffen, en andere niet alcoholische dranken, als bedoeld in de wet van 13 februari 1995 met betrekking tot het accijnsstelsel van alcoholvrije dranken, alsmede van alcoholvrije bieren, alcoholvrije wijnen, de alcoholvrije tussenproducten en de vruchtennectars; »

B) de bepaling onder 9° vervalt.

Art. 120. A l'article 371 de la même loi, modifié par la loi du 30 décembre 2002, sont apportées les modifications suivantes :

- A) le point c) du § 2 et le point b) du § 4 sont supprimés;
B) le point 1° du § 3 est supprimé.

Art. 121. L'article 391 de la même loi, modifié par la loi du 30 décembre 2002, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 391. — § 1^{er}. Les produits susceptibles d'être soumis à une écotaxe peuvent être munis d'un signe distinctif faisant clairement apparaître soit qu'ils sont effectivement soumis à l'écotaxe ainsi que le montant de cette écotaxe, soit la cause de l'exonération de l'écotaxe ou le montant de la consigne, afin d'assurer le contrôle fiscal et d'informer le consommateur quant à la nature du régime d'écotaxe applicable auxdits produits.

§ 2. Le Ministre des Finances règle les modalités d'application du présent article. »

Art. 122. La loi du 30 décembre 2002 portant diverses dispositions fiscales en matière d'écotaxes et d'écoréductions entre en vigueur le 1^{er} avril 2003, à l'exclusion des articles 1^{er} à 9, 11 en tant qu'il insère un paragraphe 1^{er} à l'article 371, et 12 à 34, qui entreront en vigueur le 1^{er} juillet 2003.

CHAPITRE X. — *Taxation distincte du pécule de vacances payé anticipativement*

Art. 123. L'article 171, 6°, 1^{er} tiret, du Code des impôts sur les revenus 1992, est remplacé par la disposition suivante :

« — le pécule de vacances qui est acquis et payé au travailleur durant l'année où il quitte son employeur; ».

Art. 124. Le présent chapitre produit ses effets à partir de l'exercice d'imposition 2003.

TITRE VI. — Budget

CHAPITRE I^{er}. — *Fonds budgétaire pour préfinancer les dépenses liées aux grandes catastrophes*

Art. 125. Il est créé un fonds de préfinancement des dépenses non imputables directement en cas de grande catastrophe, lequel constitue un fonds budgétaire au sens de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991.

Art. 126. Sans préjudice de la possibilité de réquisition civile en application de la loi du 31 décembre 1963, les dépenses qui peuvent être effectuées à charge du fonds sont le préfinancement de dépenses imprévues pour des moyens d'intervention particuliers mis en œuvre lors de grandes catastrophes, lorsque les moyens disponibles dont disposent les autorités sont insuffisants.

L'on entend par grande catastrophe toute situation d'urgence due à l'homme et qui provoque ou peut provoquer la perte de nombreuses vies humaines ou des dégâts matériels considérables, y compris des dégâts à l'environnement, pour laquelle la coordination des opérations est effectuée par le gouverneur de province ou le Ministre de l'Intérieur.

Art. 127. L'activation du fonds est décidée par le Ministre du Budget.

Art. 128. Le fonds est habilité à présenter un découvert de 25 millions d'euros.

Art. 129. Au tableau annexé à la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, modifiée pour la dernière fois par la loi du 24 décembre 2002, est inséré sous le titre « 03 Budget et Contrôle de gestion », un nouveau fonds budgétaire 03-2, libellé comme suit :

Dénomination du fonds budgétaire organique

« 03-2 Fonds de préfinancement des dépenses non imputables directement en cas de grande catastrophe »

Nature des recettes affectées

« Remboursement des dépenses préfinancées par des autorités publiques compétentes et les responsables de la catastrophe »,

Nature des dépenses autorisées

« Sans préjudice de la possibilité de réquisition civile en application de la loi du 31 décembre 1963, les dépenses qui peuvent être effectuées à charge du fonds sont le préfinancement de dépenses imprévues pour des moyens d'intervention particuliers mis en œuvre lors de grandes catastrophes, lorsque les moyens disponibles dont disposent les autorités sont insuffisants. »

Art. 120. In artikel 371 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 30 december 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- A) het punt c) van § 2 en het punt b) van § 4 vervallen;
B) de bepaling onder 1° van § 3 vervalft.

Art. 121. Artikel 391 van dezelfde wet, gewijzigd door de wet van 30 december 2002, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 391. — § 1. De producten die voor een milieutaks in aanmerking komen, kunnen worden voorzien van een kenteken waaruit duidelijk blijkt ofwel dat zij daadwerkelijk onderworpen zijn aan een milieutaks en wat het bedrag van die milieutaks is, ofwel de reden van de vrijstelling of het bedrag van het statiegeld, om te zorgen voor het fiscaal toezicht en om de consument te informeren over de aard van de milieutaksregeling die op die producten van toepassing is.

§ 2. De Minister van Financiën regelt de wijze van uitvoering van dit artikel. »

Art. 122. De wet van 30 december 2002 houdende diverse fiscale bepalingen op het stuk van milieutaksen en ecobonussen treedt in werking op 1 april 2003, met uitzondering van de artikelen 1 tot 9, 11 voor zover het een paragraaf invoegt in artikel 371, en 12 tot 34, die in werking treden op 1 juli 2003.

HOOFDSTUK X. — *Afzonderlijke taxatie van het vervroegd uitbetaald vakantiegeld*

Art. 123. Artikel 171, 6°, eerste streepje, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, wordt vervangen als volgt :

« — het vakantiegeld dat, tijdens het jaar dat de werknemer zijn werkgever verlaat, is opgebouwd en aan hem wordt betaald; ».

Art. 124. Dit hoofdstuk heeft uitwerking vanaf aanslagjaar 2003.

TITEL VI. — Begroting

HOOFDSTUK I. — *Begrotingsfonds voor het prefinancieren van uitgaven verbonden aan grote catastrofes*

Art. 125. Er wordt een fonds opgericht tot prefinanciering van de niet onmiddellijk toewijsbare uitgaven in geval van grote catastrofe, dat een begrotingsfonds is in de zin van artikel 45 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991.

Art. 126. Onverminderd de mogelijkheid van burgerlijke opeising in toepassing van de wet van 31 december 1963 zijn de uitgaven die ten laste van het fonds kunnen worden gedaan het prefinancieren van onverwachte uitgaven voor bijzondere interventiemiddelen ingezet bij grote catastrofes wanneer de beschikbare middelen waarover de overheden beschikken ontoereikend zijn.

Onder grote catastrofe wordt verstaan iedere noodsituatie die te wijten is aan de mens, en die leidt of kan leiden tot het verlies van vele mensenlevens of aanzienlijke materiële schade, inclusief schade aan het leefmilieu, waarbij de coördinatie van de operaties gebeurt door de provinciegouverneur of de Minister van Binnenlandse Zaken.

Art. 127. Tot het activeren van het fonds wordt beslist door de Minister van Begroting.

Art. 128. Het fonds wordt gemachtigd een debetstand te vertonen van 25 miljoen euro.

Art. 129. In de tabel gevoegd bij de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen, voor het laatst gewijzigd bij de wet van 24 december 2002, wordt onder de titel « 03 Budget en Beheerscontrole », een nieuw begrotingsfonds 03-2 ingevoegd, luidend als volgt :

Benaming van het organiek begrotingsfonds

« 03-2 Fonds tot prefinanciering van de niet onmiddellijk toewijsbare uitgaven in geval van grote catastrofe »

Aard van de toegewezen ontvangsten

« Terugbetaling van geprefinancierde uitgaven door de bevoegde overheden en de aansprakelijken van de catastrofe »,

Aard van de gemachtigde uitgaven

« Onverminderd de mogelijkheid van burgerlijke opeising in toepassing van de wet van 31 december 1963 zijn de uitgaven die ten laste van het fonds kunnen worden gedaan het prefinancieren van onverwachte uitgaven voor bijzondere interventiemiddelen ingezet bij grote catastrofes wanneer de beschikbare middelen waarover de overheden beschikken ontoereikend zijn. »

L'on entend par grande catastrophe, toute situation d'urgence due à l'homme et qui provoque ou peut provoquer la perte de nombreuses vies humaines ou des dégâts matériels considérables, y compris des dégâts à l'environnement, pour laquelle la coordination des opérations est effectuée par le gouverneur de province ou le Ministre de l'Intérieur.

CHAPITRE II. — *Loterie Nationale — Rente de monopole unique*
Caisse nationale des calamités

Art. 130. Etant donné les activités nouvelles et futures, la Loterie Nationale verse en 2003 une rente de monopole unique de 30 millions d'euros à l'Etat. Cette recette est affectée à la Caisse nationale des calamités en vue de la réparation de certains dommages à des biens privés provoqués par des catastrophes naturelles.

CHAPITRE III. — *CREDIBE*

Art. 131. § 1^{er}. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, charger la Société fédérale de Participations d'organiser la cession ou le transfert de tout ou partie des actifs et passifs de la société anonyme CREDIBE et toutes les opérations nécessaires ou utiles à cette fin.

Cet arrêté met également en œuvre l'article 27 de la loi du 5 septembre 2001 portant garantie d'une réduction continue de la dette publique et création d'un Fonds de vieillissement.

Les conditions des cessions ou transferts visés à l'alinéa 1^{er} sont soumises à l'approbation préalable du Ministre des Finances, du Ministre du Budget et du ministre ayant les Entreprises publiques dans ses attributions.

§ 2. En vue des cessions ou transferts visés au § 1^{er}, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, prendre toutes les mesures utiles, et, le cas échéant, modifier ou abroger les dispositions légales applicables à CREDIBE ou aux opérations réalisées par celle-ci, en vue de :

1° régler les modalités des opérations nécessaires, en ce compris :

- a) des cessions ou échanges de dettes, créances, valeurs mobilières ou droits négociables;
- b) des apports ou cessions d'actifs ou de passifs;
- c) la création de sociétés nouvelles;

2° modifier les dispositions relatives à la création, l'organisation, les missions, le fonctionnement, le financement, le contrôle, la dissolution et la liquidation de CREDIBE.

§ 3. Les arrêtés pris en vertu du § 2 peuvent modifier, compléter, remplacer ou abroger les dispositions légales en vigueur.

Les pouvoirs accordés au Roi par le § 2 expirent le 31 mars 2004.

Après cette date, les arrêtés pris en vertu du § 2 ne peuvent être modifiés, complétés, remplacés ou abrogés que par la loi.

§ 4. Le ministre des Finances et le ministre ayant les Entreprises publiques dans ses attributions, font rapport à la Chambre des représentants sur les cessions ou transferts visés au § 1^{er} et les mesures prises en vertu du § 2.

TITRE VII. — *Dispositions diverses*

CHAPITRE 1^{er}. — *Modification de la loi du 20 décembre 2001 relative au dédommagement des membres de la Communauté juive de Belgique pour les biens dont ils ont été spoliés ou qu'ils ont délaissés pendant la guerre 1940-1945*

Art. 132. A l'article 7, § 1^{er}, de la loi du 20 décembre 2001 relative au dédommagement des membres de la Communauté juive de Belgique pour les biens dont ils ont été spoliés ou qu'ils ont délaissés pendant la guerre 1940-1945, les mots « dans le délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi » sont remplacés par les mots « au plus tard le 9 septembre 2003 ».

CHAPITRE II. — *E-government*

Art. 133. Il peut être créé, auprès des pouvoirs publics belges, un ou plusieurs bureaux d'enregistrement qui sont chargés d'attribuer un numéro d'utilisateur aux personnes physiques qui souhaitent utiliser des services électroniques offerts par ces pouvoirs publics.

A cette fin et aux fins de vérification de l'identité du demandeur, le ou les bureaux d'enregistrement pourront exiger la communication des données figurant sur les documents suivants :

1° la carte d'identité, visée à l'article 6 de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques;

Onder grote catastrofe wordt verstaan iedere noodsituatie die te wijten is aan de mens, en die leidt of kan leiden tot het verlies van vele mensenlevens of aanzienlijke materiële schade, inclusief schade aan het leefmilieu, waarbij de coördinatie van de operaties gebeurt door de provinciegouverneur of de Minister van Binnenlandse Zaken.

HOOFDSTUK II. — *Nationale Loterij*
Eenmalige monopolierente — Nationale Kas voor rampenschade

Art. 130. De Nationale Loterij stort in 2003 een éénmalige bijzondere monopolierente van 30 miljoen euro aan de Staat gelet op de nieuwe en toekomstige activiteiten. Deze ontvangst wordt geaffecteerd aan de Nationale Kas voor rampenschade met het oog op het herstel van zekere schade aan private goederen veroorzaakt door natuurrampen.

HOOFDSTUK III. — *CREDIBE*

Art. 131. § 1. De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de Federale Participatiemaatschappij gelasten om de cessie of de overdracht van alle of een deel van de activa en passiva van de naamloze vennootschap CREDIBE te organiseren, alsmede alle te dien einde noodzakelijke of nuttige verrichtingen.

Dit besluit voert ook artikel 27 uit van de wet van 5 september 2001 tot waarborging van een voortdurende vermindering van de overheids-schuld en tot oprichting van een Zilverfonds.

De voorwaarden van de cessies of overdrachten bedoeld in het eerste lid dienen vooraf te worden goedgekeurd door de Minister van Financiën, de Minister van Begroting en de minister bevoegd voor Overheidsbedrijven.

§ 2. Met het oog op de cessies of overdrachten bedoeld in § 1, kan de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, alle nuttige maatregelen treffen en desgevallend de op CREDIBE of op de door haar verwezenlijkte verrichtingen toepasselijke wettelijke bepalingen wijzigen of opheffen, teneinde :

1° de regels vast te leggen voor de nodige verrichtingen, met inbegrip van :

- a) de overdrachten of omwisseling van schulden, schuldvorderingen, roerende waarden of verhandelbare rechten;
- b) de inbreng of overdracht van activa of passiva;
- c) de oprichting van nieuwe vennootschappen.

2° de bepalingen te wijzigen betreffende de oprichting, organisatie, taken, werkwijze, financiering, controle, ontbinding en vereffening van CREDIBE.

§ 3. De besluiten die krachtens § 2 worden getroffen, kunnen de van kracht zijnde wettelijke bepalingen wijzigen, aanvullen, vervangen of opheffen.

De bevoegdheden die krachtens § 2 aan de Koning worden opgedragen, vervallen op 31 maart 2004.

Na deze datum kunnen de besluiten die krachtens § 2 zijn genomen, alleen bij wet worden gewijzigd, aangevuld, vervangen of opgeheven.

§ 4. De minister van Financiën en de minister bevoegd voor Overheidsbedrijven brengen bij de Kamer van volksvertegenwoordigers verslag uit over de in § 1 bedoelde cessies of overdrachten en de krachtens § 2 getroffen maatregelen.

TITEL VII. — *Diverse bepalingen*

HOOFDSTUK I. — *Wijziging van de wet van 20 december 2001 betreffende de schadeloosstelling van de leden van de Joodse Gemeenschap van België voor hun goederen die werden geplunderd of achtergelaten tijdens de oorlog 1940-1945*

Art. 132. In artikel 7, § 1, van de wet van 20 december 2001 betreffende de schadeloosstelling van de leden van de Joodse Gemeenschap van België voor hun goederen die werden geplunderd of achtergelaten tijdens de oorlog 1940-1945, worden de woorden « binnen een termijn van één jaar na de inwerkingtreding van deze wet » vervangen door de woorden « uiterlijk op 9 september 2003 ».

HOOFDSTUK II. — *E-government*

Art. 133. Bij de Belgische overheid kunnen een of meer registratiekantoren worden opgericht die ermee worden belast een gebruikersnummer toe te wijzen aan de natuurlijke personen die door die overheid aangeboden elektronische diensten wensen te gebruiken.

Daartoe en om de identiteit van de aanvrager te verifiëren kunnen de registratiekantoren mededeling eisen van de gegevens die voorkomen op de onderstaande documenten :

1° de identiteitskaart bedoeld in artikel 6 van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen;

2° la carte d'identité sociale, visée à l'article 2 de l'arrêté royal du 18 décembre 1996 portant des mesures en vue d'instaurer une carte d'identité sociale à l'usage de tous les assurés sociaux, en application des articles 38, 40, 41 et 49 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions.

Art. 134. Dans le cadre de la procédure d'attribution prévue par l'article précédent, le ou les bureaux d'enregistrement créés en vertu dudit article et leurs sous-traitants, ont, pour l'attribution du numéro d'utilisateur et aux seules fins de vérification de l'exactitude des données communiquées, accès :

1° au Registre national, visé à la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques;

2° au fichier central des cartes d'identité, visé à l'article 6bis de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques;

3° au registre central des cartes d'identité sociale, visé à l'article 41 de l'arrêté royal du 22 février 1998 portant des mesures d'exécution de la carte d'identité sociale;

4° aux données recueillies, enregistrées et traitées en application de l'article 4 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale;

5° à la Banque-Carrefour des Entreprises, visée à la loi du 16 janvier 2003 portant création d'une Banque-Carrefour des Entreprises, modernisation du registre de commerce, création de guichets-entreprises agréés et portant diverses dispositions.

Art. 135. Les articles 133 et 134 entrent en vigueur le 1^{er} avril 2003.

Art. 136. L'article 70 de la loi du 16 janvier 2003 portant création d'une Banque-Carrefour des Entreprises, modernisation du registre de commerce, création de guichets-entreprises agréés et portant diverses dispositions, est rapporté.

CHAPITRE III. — Cession d'une partie du domaine public sis à Bierset

Art. 137. Dans le cadre de la gestion du domaine public de l'Etat fédéral, qui ressortit à sa compétence, le Ministre de la Défense est autorisé à céder à la S.A. Société Wallonne des Aéroports (SOWAER) une partie du domaine public sis à Bierset (Grâce-Hollogne).

Dans le cadre de cette cession, l'exercice des missions d'utilité publique confiées à la Défense, est garanti.

Le Ministre des Finances est chargé de la rédaction des actes relatifs à ces mutations domaniales.

Art. 138. Le Ministre de la Défense et le Ministre des Finances sont autorisés à prendre tous accords complémentaires permettant la cession des terrains et infrastructures autour de l'aérodrome de Bierset en vue d'une optimalisation de la gestion de l'espace au sol et de l'espace aérien.

CHAPITRE IV. — Modification des articles 578 et 581 du Code judiciaire

Art. 139. L'article 578, 8°, du Code judiciaire, inséré par la loi du 4 août 1978, est remplacé comme suit :

« 8° des contestations fondées :

a) sur le titre V relatif à l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes en ce qui concerne les conditions de travail et l'accès à l'emploi, à la formation et à la promotion professionnelles ainsi que l'accès à une profession indépendante de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique et sur ses arrêtés d'exécution, à l'exception de celles visées à l'article 581, 3°, a), et de celles qui concernent l'accès à l'enseignement de formation professionnelle dispensé par l'enseignement public ou l'enseignement privé;

b) sur le décret du 8 mai 2002 du Parlement flamand relatif à la participation proportionnelle sur le marché de l'emploi et sur ses arrêtés d'exécution, à l'exception de celles visées à l'article 581, 3°, b). »

Art. 140. L'article 581, 3°, du même Code, inséré par la loi du 4 août 1978, est remplacé comme suit :

« 3° des contestations fondées :

a) sur le titre V relatif à l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes en ce qui concerne les conditions de travail et l'accès à l'emploi, à la formation et à la promotion professionnelles ainsi que l'accès à une profession indépendante de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique et sur ses arrêtés d'exécution, qui concernent les professions indépendantes;

2° de sociale identiteitskaart bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 18 december 1996 houdende maatregelen met het oog op de invoering van een sociale identiteitskaart ten behoeve van alle sociaal verzekerden, met toepassing van de artikelen 38, 40, 41 en 49 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels.

Art. 134. In het raam van de in het vorige artikel bedoelde toewijzingsprocedure hebben de overeenkomstig dat artikel opgerichte registratiekantoren en de onderaannemers daarvan, voor de toewijzing van het gebruikersnummer en uitsluitend met het doel de juistheid van de meegedeelde gegevens te verifiëren, toegang tot :

1° het Rijksregister bedoeld in de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen;

2° het centraal bestand van de identiteitskaarten bedoeld in artikel 6bis van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten en de wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen;

3° het centraal sociale identiteitskaartenregister bedoeld in artikel 41 van het koninklijk besluit van 22 februari 1998 houdende uitvoeringsmaatregelen inzake de sociale identiteitskaart;

4° de met toepassing van artikel 4 van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid ingezamelde, opgeslagen en verwerkte gegevens;

5° de Kruispuntbank van Ondernemingen bedoeld in de wet van 16 januari 2003 tot oprichting van een Kruispuntbank van Ondernemingen, tot modernisering van het handelsregister, tot oprichting van erkende ondernemingsloketten en houdende diverse bepalingen.

Art. 135. De artikelen 133 en 134 treden in werking op 1 april 2003.

Art. 136. Artikel 70 van de wet van 16 januari 2003 tot oprichting van een Kruispuntbank van Ondernemingen, tot modernisering van het handelsregister, tot oprichting van erkende ondernemingsloketten en houdende diverse bepalingen, wordt ingetrokken.

HOOFDSTUK III. — Overdracht van een gedeelte van het openbaar domein gelegen te Bierset

Art. 137. In het kader van het beheer van het openbaar domein van de federale Staat dat ressorteert onder zijn bevoegdheid, wordt de Minister van Landsverdediging gemachtigd om een gedeelte van het openbaar domein gelegen te Bierset (Grâce-Hollogne) over te dragen aan de N.V. « Société Wallonne des Aéroports (SOWAER) ».

In het kader van deze overdracht wordt de uitoefening van de opdrachten van algemeen nut, toevertrouwd aan Landsverdediging, gewaarborgd.

De Minister van Financiën wordt belast met het opstellen van de akten betreffende deze domaniale mutaties.

Art. 138. De Minister van Landsverdediging en de Minister van Financiën worden gemachtigd alle bijkomende akkoorden af te sluiten die de overdracht toelaten van de terreinen en de infrastructuur rond de luchthaven van Bierset met het oog op de optimalisatie van het beheer van de gronden en van het luchtruim.

HOOFDSTUK IV. — Wijziging van de artikelen 578 en 581 van het Gerechtelijk Wetboek

Art. 139. Artikel 578, 8°, van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1978, wordt vervangen als volgt :

« 8° de geschillen die hun oorzaak vinden :

a) in titel V betreffende gelijke behandeling van mannen en vrouwen ten aanzien van arbeidsvoorwaarden en de toegang tot het arbeidsproces, de beroepsopleiding en de promotiekansen en ten aanzien van de toegang tot een zelfstandig beroep van de wet van 4 augustus 1978 tot economisch heroriëntering en in haar uitvoeringsbesluiten, met uitzondering van die bedoeld in artikel 581, 3°, a), en van die welke betrekking hebben op de toegang tot het onderwijs in de beroepsopleiding verstrekt door het openbaar of privaat onderwijs;

b) in het decreet van 8 mei 2002 van het Vlaams Parlement houdende evenredige participatie op de arbeidsmarkt en zijn uitvoeringsbesluiten, met uitzondering van die bedoeld in artikel 581, 3°, b). »

Art. 140. Artikel 581, 3°, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1978, wordt vervangen als volgt :

« 3° de geschillen die hun oorzaak vinden :

a) in titel V betreffende de gelijke behandeling van mannen en vrouwen ten aanzien van de arbeidsvoorwaarden en de toegang tot het arbeidsproces, de beroepsopleiding en de promotiekansen en ten aanzien van de toegang tot een zelfstandig beroep van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering en in haar uitvoeringsbesluiten die op de zelfstandige beroepen betrekking hebben;

b) sur le décret du 8 mai 2002 du Parlement flamand relatif à la participation proportionnelle sur le marché de l'emploi et sur ses arrêtés d'exécution qui concernent les professions indépendantes. »

Art. 141. Le présent chapitre produit ses effets le 1^{er} octobre 2002.

CHAPITRE V. — *Contribution aux frais de la Commission des jeux de hasard*

Art. 142. Sont confirmés avec effet à la date de leur entrée en vigueur :

1° l'arrêté royal du 27 décembre 2001 relatif à la contribution aux frais de fonctionnement, de personnel et d'installation de la commission des jeux de hasard due par les titulaires de licences de classe A, B, C et E;

2° l'arrêté royal du 20 décembre 2002 relatif à la contribution aux frais de fonctionnement, de personnel et d'installation de la commission des jeux de hasard due par les titulaires de licences de classe A, B, C et E.

Art. 143. L'article 8, alinéa 2, de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, est remplacé par les alinéas suivants :

« Seuls demeurent dans les établissements de classe II les jeux de hasard dont il est établi que le joueur ou le parieur ne peut subir en moyenne une perte supérieure à 25 euros par heure.

Seuls demeurent dans les établissements de classe III les jeux de hasard dont il est établi que le joueur ou le parieur ne peut subir en moyenne une perte supérieure à 12,50 euros par heure. ».

Art. 144. A l'article 19 de la même loi, dont le texte actuel formera le § 1^{er}, il est ajouté un § 2, rédigé comme suit :

« § 2. Il est institué un fonds de la Commission des jeux de hasard au budget du Service Public Fédéral Justice. Le fonds est alimenté par le produit des rétributions visées au § 1^{er} en tant que contribution aux frais d'installation, de personnel et de fonctionnement de la Commission et de son secrétariat mis à charge des titulaires de licences de classes A, B, C et E. »

Art. 145. L'article 58, alinéa 1^{er}, de la même loi, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Hormis l'utilisation des cartes de crédit et des cartes de débit dans les établissements de jeux de hasard de classe I, il est interdit à quiconque de consentir aux joueurs ou aux parieurs toute forme de prêt ou de crédit, de conclure avec eux une transaction matérielle ou financière en vue de payer un enjeu ou une perte.

Une opération dont la somme s'élève à 10.000 euros ou plus doit être effectuée au moyen d'une carte de crédit ou d'une carte de débit. »

Art. 146. A l'article 60 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « classes I, II et III » sont remplacés par les mots « classes II et III »;

2° l'article est complété par les alinéas suivants :

« Il est autorisé de proposer aux clients des établissements de jeux de hasard de classe I, des déplacements, des repas, des boissons ou des présents à titre gratuit ou à des prix inférieurs au prix du marché de biens et de services comparables, jusqu'à un montant maximum de 50 euros par semaine et par joueur.

Le Roi peut fixer des conditions supplémentaires ainsi qu'adapter le montant visé à l'alinéa précédent. »

CHAPITRE VI. — *Modification de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges*

Art. 147. L'article 41, alinéa 1^{er}, 3°, de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges est abrogé le jour de la publication au *Moniteur belge* de l'arrêté royal visé à l'article 17, § 2, de la même loi.

CHAPITRE VII. — *Modification de la loi du 27 février 2002 visant à promouvoir la production socialement responsable*

Art. 148. A l'article 4, § 2, 2°, alinéa 4, de la loi du 27 février 2002 visant à promouvoir la production socialement responsable, les mots « et notamment, le mode de financement » sont insérés entre les mots « les modalités » et les mots « du contrôle ».

b) in het decreet van 8 mei 2002 van het Vlaams Parlement houdende evenredige participatie op de arbeidsmarkt en zijn uitvoeringsbesluiten die op de zelfstandige beroepen betrekking hebben. »

Art. 141. Dit hoofdstuk heeft uitwerking met ingang van 1 oktober 2002.

HOOFDSTUK V. — *Bijdrage in de kosten van de Kansspelcommissie*

Art. 142. Worden bekrachtigd met uitwerking op de dag van hun inwerkingtreding :

1° het koninklijk besluit van 27 december 2001 betreffende de bijdrage in de werkings-, personeels- en oprichtingskosten van de kansspelcommissie verschuldigd door de houders van de vergunningen klasse A, B, C en E;

2° het koninklijk besluit van 20 december 2002 betreffende de bijdrage in de werkings-, personeels- en oprichtingskosten van de kansspelcommissie verschuldigd door de houders van de vergunningen klasse A, B, C en E.

Art. 143. Artikel 8, tweede lid, van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers, wordt vervangen als volgt :

« In de kansspelinrichtingen klasse II zijn alleen de kansspelen toegestaan waarvan vaststaat dat de speler of gokker gemiddeld per uur niet meer verlies kan lijden dan 25 euro.

In de kansspelinrichtingen klasse III zijn alleen de kansspelen toegestaan waarvan vaststaat dat de speler of gokker gemiddeld per uur niet meer verlies kan lijden dan 12,50 euro. ».

Art. 144. Artikel 19 van dezelfde wet, waarvan de bestaande tekst § 1 zal vormen, wordt aangevuld met een § 2, luidende :

« § 2. In het kader van de begroting van de Federale Overheidsdienst Justitie wordt een fonds van de kansspelcommissie ingesteld. Het fonds wordt gespijsd met de retributies bedoeld in § 1, die de houders van vergunningen van de klassen A, B, C, E betalen als bijdrage in de oprichtings-, personeels- en werkingskosten van de commissie en van het secretariaat ervan. »

Art. 145. Artikel 58, eerste lid, van dezelfde wet, wordt vervangen als volgt :

« Behoudens het gebruik van kredietkaarten en debetkaarten in kansspelinrichtingen klasse I mag niemand aan de spelers en de gokkers enige vorm van lening of krediet toestaan of met hen een geldelijke of materiële transactie aangaan ter betaling van een inzet of een verlies.

Een verrichting waarvan de som 10.000 euro of meer bedraagt, moet gebeuren door middel van een kredietkaart of debetkaart. »

Art. 146. In het artikel 60 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « klasse I, II en III » worden vervangen door de woorden « klasse II en III »;

2° het artikel wordt aangevuld met de volgende leden :

« Het is toegelaten aan het cliënteel van kansspelinrichtingen klasse I verplaatsingen, maaltijden, dranken of geschenken kosteloos of onder marktprijs van vergelijkbare goederen en diensten aan te bieden, tot een maximumbedrag van 50 euro per week en per speler.

De Koning kan bijkomende voorwaarden bepalen alsook het bedrag bedoeld in het vorig lid aanpassen. »

HOOFDSTUK VI. — *Wijziging van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector*

Art. 147. Artikel 41, eerste lid, 3°, van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector, wordt opgeheven de dag waarop het in artikel 17, § 2, van dezelfde wet bedoelde koninklijk besluit in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

HOOFDSTUK VII. — *Wijziging van de wet van 27 februari 2002 ter bevordering van sociaal verantwoorde productie*

Art. 148. In artikel 4, § 2, 2°, vierde lid, van de wet van 27 februari 2002 ter bevordering van sociaal verantwoorde productie, worden de woorden « en in het bijzonder de financieringswijze » ingevoegd tussen de woorden « de nadere regels » en de woorden « inzake controle ».

CHAPITRE VIII. — *Transfert de biens et de personnel
au Musée royal de l'Afrique centrale*

Art. 149. Dans l'article 418 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Après la dissolution respective de l'ASBL « CEDAF » et de l'établissement d'utilité publique « Institut africain », lesquelles dissolutions devront intervenir au plus tard le 31 décembre 2003, le Roi transfère au Musée royal de l'Afrique centrale les biens, droits et obligations ainsi que les membres du personnel des institutions concernées. »;

2° au § 2, les mots « de l'Institut » sont supprimés;

3° a) au § 3, alinéa 1^{er}, in fine, les mots « au sein de l'Institut » sont remplacés par les mots « au sein des institutions visées au § 1^{er} »;

b) au § 3, alinéa 2, in fine, les mots « à l'Institut » sont remplacés par les mots « aux institutions visées au § 1^{er} ».

CHAPITRE IX. — *Contrôle administratif
auprès des institutions culturelles fédérales*

Art. 150. Le présent chapitre s'applique à :

- l'organisme d'intérêt public « Orchestre national de Belgique »,
- l'organisme d'intérêt public « Théâtre royal de la Monnaie »,
- la société anonyme de droit public à finalité sociale « Palais des Beaux-Arts », dénommés ci-après « les institutions ».

Art. 151. Le pouvoir de contrôle administratif auprès des institutions est exercé par deux commissaires du gouvernement auprès des institutions culturelles fédérales, ci-après dénommés commissaires du gouvernement, nommés par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, sur la proposition du ministre qui a les institutions culturelles fédérales dans ses attributions.

Un commissaire du gouvernement appartient au rôle linguistique français, l'autre au rôle linguistique néerlandais.

Art. 152. Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, le statut des commissaires du gouvernement.

La rémunération des commissaires du gouvernement ainsi que les ressources de fonctionnement nécessaires à l'exécution de leurs tâches, sont à charge du budget du ministre qui a les institutions culturelles fédérales dans ses attributions.

Art. 153. Les commissaires du gouvernement exercent, en ce qui concerne les organismes d'intérêt public « Orchestre national de Belgique » et « Théâtre royal de la Monnaie », les pouvoirs de contrôle des commissaires du gouvernement, tels qu'ils sont fixés par les articles 9 et 10 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

Art. 154. Les commissaires du gouvernement exercent en ce qui concerne la société anonyme de droit public à finalité sociale « Palais des Beaux-Arts », les pouvoirs de contrôle tels qu'ils sont fixés par l'article 14 de la loi du 7 mai 1999 portant création du Palais des Beaux-Arts sous la forme d'une société anonyme de droit public à finalité sociale et modifiant la loi du 30 mars 1995 concernant les réseaux de distribution d'émissions de radiodiffusion et l'exercice d'activités de radiodiffusion dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

Art. 155. En dérogation aux articles 9 et 10 de la loi du 16 mars 1954 précitée et de l'article 14 de la loi du 7 mai 1999 précitée, le ministre qui a les institutions culturelles fédérales dans ses attributions présente, pour délibération au prochain Conseil des ministres, tout recours introduit contre une décision d'une de ces institutions portant sur sa collaboration avec d'autres institutions culturelles et contre toute décision qui aurait un impact sur le caractère fédéral des institutions ou qui porterait préjudice aux intérêts d'une des Communautés.

Le ministre qui a les institutions culturelles fédérales dans ses attributions communique la décision du Conseil des Ministres, au président du conseil d'administration et au directeur général ou à l'intendant dans un délai de vingt jours ouvrables à compter de la notification de la décision par le Conseil des Ministres.

Art. 156. À l'article 14 de la loi du 7 mai 1999 portant création du Palais des Beaux-Arts sous la forme d'une société anonyme de droit public à finalité sociale et modifiant la loi du 30 mars 1995 concernant les réseaux de distribution d'émissions de radiodiffusion et l'exercice d'activités de radiodiffusion dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, sont apportées les modifications suivantes :

HOOFDSTUK VIII. — *Overdracht van goederen en personeel
aan het Koninklijk Museum voor Midden-Afrika*

Art. 149. In artikel 418 van de programmawet (I) van 24 december 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. Na de respectieve ontbinding van de VZW « ASDOC » en de instelling van openbaar nut « Afrikaans Instituut », die uiterlijk op 31 december 2003 plaats moeten vinden, hevelt de Koning de goederen, rechten en verplichtingen alsmede de personeelsleden van de betrokken instellingen over naar het Koninklijk Museum voor Midden-Afrika. »;

2° in § 2 worden de woorden « van het Instituut » geschrapt;

3° in § 3, eerste en tweede lid, in fine, worden de woorden « het Instituut » vervangen door de woorden « de instellingen bedoeld in § 1 ».

HOOFDSTUK IX. — *Administratief toezicht
op de federale culturele instellingen*

Art. 150. Dit hoofdstuk is van toepassing op :

- de instelling van openbaar nut « Nationaal Orkest van België »,
- de instelling van openbaar nut « Koninklijke Muntchouwborg »,
- de naamloze vennootschap van publiek recht met sociaal doel « Paleis voor Schone Kunsten », hierna « de instellingen » genoemd.

Art. 151. De administratieve toezichtsbevoegdheid bij de instellingen wordt uitgeoefend door twee regeringscommissarissen bij de federale culturele instellingen, hierna genoemd regeringscommissarissen, die bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, worden benoemd door de Koning op voordracht van de minister bevoegd voor de federale culturele instellingen.

Eén regeringscommissaris behoort tot de Nederlandse taalrol, de andere tot de Franse taalrol.

Art. 152. De Koning stelt bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, het statuut van de regeringscommissarissen vast.

De bezoldiging van de regeringscommissarissen en de werkingsmiddelen nodig voor de uitvoering van hun taken zijn ten laste van de begroting van de minister bevoegd voor de federale culturele instellingen.

Art. 153. De regeringscommissarissen oefenen, voor wat betreft de instellingen van openbaar nut « Nationaal Orkest van België » en « Koninklijke Muntchouwborg » de controlebevoegdheden uit van de regeringscommissarissen zoals die zijn bepaald in de artikelen 9 en 10 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

Art. 154. De regeringscommissarissen oefenen, voor wat betreft de naamloze vennootschap van publiek recht met sociaal doel « Paleis voor Schone Kunsten » de controlebevoegdheden uit zoals deze zijn bepaald in artikel 14 van de wet van 7 mei 1999 houdende oprichting van het Paleis voor Schone Kunsten in de vorm van een naamloze vennootschap van publiek recht met sociale doeleinden en tot wijziging van de wet van 30 maart 1995 betreffende de netten voor distributie van omroepuitzendingen en de uitoefening van televisie-omroepactiviteiten in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad.

Art. 155. In afwijking van de artikelen 9 en 10 van voornoemde wet van 16 maart 1954 en van artikel 14 van voornoemde wet van 7 mei 1999, legt de minister bevoegd voor de federale culturele instellingen, ingeval het een beroep betreft ingesteld tegen een beslissing van een van de instellingen, die betrekking heeft op de samenwerking met andere culturele instellingen en elke beslissing die een impact heeft op het federaal karakter van de instellingen of die de belangen van een van de Gemeenschappen schaadt, dit beroep ter beraadslaging voor aan de Ministerraad.

De minister die bevoegd is voor de federale culturele instellingen deelt de beslissing van de Ministerraad mee aan de voorzitter van de raad van bestuur en de directeur-generaal of de intendant binnen een termijn van twintig werkdagen volgend op de notificatie van de beslissing door de Ministerraad.

Art. 156. In artikel 14 van de wet van 7 mei 1999 houdende oprichting van het Paleis voor Schone Kunsten in de vorm van een naamloze vennootschap van publiek recht met sociale doeleinden en tot wijziging van de wet van 30 maart 1995 betreffende de netten voor distributie van omroepuitzendingen en de uitoefening van televisie-omroepactiviteiten in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. La société est soumise au pouvoir de contrôle du ministre fédéral qui a les institutions culturelles fédérales dans ses attributions et du Ministre du Budget. Ce contrôle est exercé à l'intervention des deux commissaires du gouvernement nommés conformément à l'article 151 de la loi-programme du 8 avril 2003 et d'un commissaire du gouvernement nommé et révoqué par le Roi sur la proposition du Ministre du Budget.

Le Roi détermine le statut et la rémunération du commissaire du gouvernement nommé sur la proposition du Ministre du Budget. Cette rémunération est à charge du Budget général des Dépenses de l'Etat fédéral.

Le Roi peut régler, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, l'exercice de la mission et les moyens d'actions des commissaires du gouvernement. »;

2° le § 3, alinéa 1^{er}, est remplacé par la disposition suivante :

« Les commissaires du gouvernement sont invités à toutes les réunions du conseil d'administration et y ont voix consultative. Les commissaires du gouvernement reçoivent l'ordre du jour complet du conseil d'administration et du comité de direction, ainsi que tout document y relatif en ce compris les procès-verbaux. »

Art. 157. Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur du présent chapitre.

CHAPITRE X. — *Modification de la loi du 5 juillet 1994 relative au sang et aux dérivés du sang d'origine humaine*

Art. 158. L'article 3 de la loi du 5 juillet 1994 relative au sang et aux dérivés du sang d'origine humaine, est complété par un alinéa 3, rédigé comme suit :

« Ils sont administrés conformément à des règles de bonne pratique fixées, sur proposition du Conseil supérieur d'Hygiène, par le ministre compétent pour la Santé publique. »

Art. 159. A l'article 17, § 3, de la même loi, les mots « 500 ml » sont remplacés par les mots « 650 ml ».

Art. 160. L'article 18 de la même loi est complété par l'alinéa suivant :

« La quantité de plasma prélevée, visée à l'article 17, § 3, peut, en fonction des acquis scientifiques, être modifiée par le Roi. »

CHAPITRE XI. — *De la collecte de données concernant les déplacements des travailleurs entre leur domicile et leur lieu de travail*

Art. 161. Pour l'application du présent chapitre, on entend par :

— « l'arrêté royal n° 141 du 30 décembre 1982 » : l'arrêté royal n° 141 du 30 décembre 1982 créant une banque de données relatives aux membres du personnel du secteur public;

— « modes de déplacement principaux » : les moyens de transport avec lesquels la plus grande distance est parcourue par le travailleur entre le domicile et le lieu de travail;

— « travailleurs » : les personnes occupées au travail en vertu d'un contrat de travail ou qui, autrement qu'en vertu d'un contrat de travail, fournissent des prestations de travail sous l'autorité d'une autre personne;

— « employeurs » : les personnes qui occupent les personnes visées au présent article;

— « mode d'accessibilité » : les différents modes de déplacement (voiture, différents types de transport en commun, moto, cyclomoteur, vélo, pied,...) qui donnent accès au lieu de travail; il est tenu compte à cet égard de l'aménagement existant de la voirie, des lignes de transport en commun existantes, ainsi que des emplacements de parking existants.

Art. 162. § 1^{er}. Les employeurs visés à l'article 161 qui occupent en moyenne plus de cent travailleurs établissent tous les trois ans un état donnant, sans que les travailleurs ne puissent être personnellement identifiés, des renseignements relatifs aux déplacements des travailleurs entre leur domicile et leur lieu de travail, afin de contribuer à une meilleure gestion de la mobilité.

Ils établiront également cet état pour chaque site comptant en moyenne au moins trente travailleurs.

1° § 1 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. De vennootschap staat onder de controlebevoegdheid van de minister die bevoegd is voor de federale culturele instellingen en de Minister van Begroting. Deze toezichtsbevoegdheid wordt uitgeoefend door bemiddeling van de twee regeringscommissarissen die benoemd worden overeenkomstig artikel 151 van de programawet van 8 april 2003 en van een regeringscommissaris benoemd en afgezet door de Koning op voordracht van de Minister van Begroting.

De Koning stelt het statuut en de bezoldiging vast van de regeringscommissaris benoemd op voordracht van de Minister van Begroting. De bezoldiging is ten laste van de Algemene uitgavenbegroting.

De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, regelen vaststellen aangaande de uitvoering van de opdracht en de actiemiddelen van de regeringscommissarissen. »;

2° § 3, eerste lid, wordt vervangen als volgt :

« De regeringscommissarissen worden uitgenodigd op alle vergaderingen van de raad van bestuur en hebben er een raadgevende stem. De regeringscommissarissen ontvangen de volledige agenda van de raad van bestuur en van het directiecomité, alsmede elk bijbehorend document, met inbegrip van de notulen. »

Art. 157. De Koning bepaalt de datum waarop dit hoofdstuk in werking treedt.

HOOFDSTUK X. — *Wijziging van de wet van 5 juli 1994 betreffende bloed en bloedderivaten van menselijke oorsprong*

Art. 158. Artikel 3 van de wet van 5 juli 1994 betreffende bloed en bloedderivaten van menselijke oorsprong, wordt aangevuld met een derde lid, luidende :

« Ze worden toegediend overeenkomstig de regels voor goede praktijkvoering die, op voorstel van de Hoge Gezondheidsraad, bepaald zijn door de minister bevoegd voor Volksgezondheid. »

Art. 159. In artikel 17, § 3, van dezelfde wet, worden de woorden « 500 ml » vervangen door de woorden « 650 ml ».

Art. 160. Artikel 18 van dezelfde wet wordt aangevuld met het volgende lid :

« De hoeveelheid afgenomen plasma, bepaald in artikel 17, § 3, kan, in functie van de wetenschappelijke verworvenheden, door de Koning worden gewijzigd. »

HOOFDSTUK XI. — *Verzameling van gegevens over de verplaatsingen van werknemers tussen hun woon- en werkplaats*

Art. 161. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

— « het koninklijk besluit nr. 141 van 30 december 1982 » : het koninklijk besluit nr. 141 van 30 december 1982 ter oprichting van een databank met betrekking tot de personeelsleden van de overheid;

— « voornaamste verplaatsingswijzen » : de vervoermiddelen waarmee de werknemer het grootste deel van de afstand tussen de woon- en werkplaats aflegt;

— « werknemers » : de personen die tewerkgesteld zijn krachtens een arbeidsovereenkomst of die anders dan krachtens een arbeidsovereenkomst, arbeid verrichten onder het gezag van een ander persoon;

— « werkgevers » : de personen die in dit artikel bedoelde personen tewerkstellen;

— « wijze van toegankelijkheid » : de verschillende verplaatsingswijzen (auto, verschillende types openbaar vervoer, motorfiets, bromfiets, te voet,...) die toegang verschaffen tot de werkplaats; op dit vlak wordt rekening gehouden met de bestaande straatinrichting, de bestaande openbare vervoerlijnen en ook de bestaande parkeerplaatsen.

Art. 162. § 1. De werkgevers bedoeld in artikel 161 die gemiddeld meer dan honderd werknemers hebben, stellen om de drie jaar een verslag op met de inlichtingen betreffende de woon- werkverplaatsingen van de werknemers, waarin de werknemers niet persoonlijk kunnen worden geïdentificeerd, om zo bij te dragen tot een beter beheer van de mobiliteit.

Ze stellen dit verslag ook op voor iedere vestiging met een gemiddelde van ten minste dertig werknemers.

§ 2. La moyenne des travailleurs occupés est calculée selon les modalités fixées par le Roi pour le calcul du nombre de travailleurs occupés habituellement en moyenne en vue de l'institution ou du renouvellement des conseils d'entreprise et des comités pour la prévention et la protection au travail lors des élections sociales.

En ce qui concerne les services publics et les entreprises publiques autonomes la moyenne des travailleurs occupés est calculée selon les modalités fixées par le Roi.

§ 3. Cet état, établi au 30 juin de l'année concernée, mentionne les renseignements énumérés ci-après conformément aux modalités fixées par le Roi :

- 1° l'organisation du temps de travail;
- 2° la répartition des travailleurs en fonction de leur domicile;
- 3° la répartition des travailleurs en fonction de leur modes de déplacement principaux;
- 4° les modes d'accessibilité du lieu de travail;
- 5° les mesures déjà prises par l'employeur en matière de gestion de la mobilité;
- 6° les problèmes de mobilité spécifiques à l'entreprise ou l'organisation.

Cet état ne peut être utilisé à aucune autre fin que celle prévue par le présent chapitre.

§ 4. Les informations fournies par les travailleurs à l'employeur afin d'établir les renseignements repris au § 3, ne peuvent être utilisées qu'à cette seule fin.

§ 5. L'information nécessaire pour établir cet état, déjà disponible sur support électronique au sein de l'autorité fédérale, sera communiquée gratuitement au Service public fédéral Mobilité et Transports par les organismes publics concernés, comme la Banque-Carrefour de la Sécurité Sociale, la Banque-Carrefour des Entreprises et la banque de données relative aux membres du personnel du secteur public.

Art. 163. L'employeur communique, avant le 31 décembre de l'année concernée, l'état visé à l'article 162 au Service public fédéral Mobilité et Transports, qui gère une banque de données reprenant par employeur les renseignements relatifs aux déplacements des travailleurs entre leur domicile et leur lieu de travail. Le contenu de cette banque de données est accessible conformément aux modalités fixées par le Roi.

Art. 164. L'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal n° 141 du 30 décembre 1982 est complété comme suit :

« Cette banque de données contient également les renseignements nécessaires pour établir l'état visé à l'article 163 de la loi-programme du 8 avril 2003. »

Art. 165. § 1^{er}. L'article 15 de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie, est complété par un point l), rédigé comme suit :

« l) 1° de recevoir du chef d'entreprise tous les trois ans l'état des déplacements des travailleurs entre leur domicile et leur lieu de travail établi conformément à l'article 162 de la loi-programme du 8 avril 2003. Le chef d'entreprise fournit ces informations selon les modalités fixées par le Roi soit à la délégation syndicale à défaut de conseil d'entreprise, soit aux travailleurs à défaut de délégation syndicale;

2° de recevoir du chef d'entreprise les informations concernant tout changement important intervenu dans l'entreprise qui est de nature à modifier de manière significative le contenu de l'état précité. Le chef d'entreprise fournit ces informations soit à la délégation syndicale à défaut de conseil d'entreprise, soit aux travailleurs à défaut de délégation syndicale;

3° de donner un avis sur cet état dans les deux mois de sa réception, avant sa communication au Service public fédéral Mobilité et Transports. »

Art. 166. L'article 30, § 2, 4°, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, est complété par un point 4° bis, rédigé comme suit :

« 4° bis la formulation d'un avis concernant l'état triennal du chef d'entreprise sur les déplacements de ses travailleurs entre leur domicile et leur lieu du travail, visé à l'article 15, l), de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie, inséré par la loi-programme du 8 avril 2003 ».

§ 2. Het gemiddelde van de tewerkgestelde werknemers wordt berekend volgens de door de Koning bepaalde regels voor de berekening van het gemiddeld aantal tewerkgestelde werknemers met het oog op de oprichting of de vernieuwing van de bedrijfsraden en de comités voor preventie en bescherming op het werk bij de sociale verkiezingen.

Voor de overheidsdiensten en de autonome overheidsbedrijven wordt het gemiddelde van de tewerkgestelde werknemers berekend volgens de door de Koning bepaalde regels.

§ 3. Dit verslag, opgesteld op 30 juni van het betrokken jaar, vermeldt de hieronder opgesomde inlichtingen, conform de door de Koning bepaalde regels :

- 1° de organisatie van de arbeidstijd;
- 2° de indeling van de werknemers op grond van hun woonplaats;
- 3° de indeling van de werknemers op grond van hun voornaamste verplaatsingswijzen;
- 4° de wijze van toegankelijkheid tot de plaats van tewerkstelling;
- 5° de maatregelen die al werden genomen door de werkgever op het vlak van mobiliteitsbeheer;
- 6° de specifieke mobiliteitsproblemen van de onderneming of organisatie.

Dit verslag mag niet worden aangewend voor andere doelen dan die welke in dit hoofdstuk worden bepaald.

§ 4. De informatie die de werknemers verschaffen aan de werkgevers voor het opstellen van in § 3, vermelde inlichtingen mag alleen voor dit doel worden aangewend.

§ 5. De informatie die voor het opmaken van dit verslag vereist is, en reeds op elektronische drager beschikbaar is bij de federale overheid, zal door de betrokken overheidsinstellingen, zoals de Kruispuntbank voor de Sociale Zekerheid, de Kruispuntbank van Ondernemingen en de databank betreffende de personeelsleden van de overheidssector, gratis worden medegedeeld aan de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer.

Art. 163. De werkgever geeft het in artikel 162 bedoelde verslag door, vóór 31 december van het betrokken jaar, aan de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer, die een databank beheert met, per werkgever, de inlichtingen betreffende de verplaatsingen van de werknemers tussen hun woon- en werkplaats. De inhoud van die databank is toegankelijk volgens de door de Koning bepaalde regels.

Art. 164. Artikel 3, § 1, eerste lid, van het koninklijk besluit nr. 141 van 30 december 1982 wordt aangevuld als volgt :

« Deze databank bevat ook de inlichtingen nodig voor het opmaken van het verslag bedoeld in artikel 163 van de programmawet van 8 april 2003. »

Art. 165. § 1. Artikel 15 van de wet van 20 september 1948 betreffende de organisatie van het bedrijfsleven wordt aangevuld met een punt l), luidende :

« l) 1° om van de bedrijfsleider om de drie jaar het verslag over het woon-werkverkeer van de werknemers te krijgen, opgesteld overeenkomstig artikel 162 van de programmawet van 8 april 2003. De bedrijfsleider verstrekt deze inlichtingen volgens de door de Koning bepaalde regels, hetzij aan de vakbondsafvaardiging bij ontstentenis van een ondernemingsraad, hetzij aan de werknemers bij ontstentenis van een vakbondsafvaardiging;

2° om van de bedrijfsleider de inlichtingen te krijgen betreffende iedere belangrijke wijziging in het bedrijf die de inhoud van voornoemd verslag aanzienlijk zou kunnen wijzigen. De bedrijfsleider verschaft deze inlichtingen aan de vakbondsafvaardiging bij ontstentenis van een ondernemingsraad, aan de werknemers bij ontstentenis van een vakbondsafvaardiging;

3° een advies te geven over dit verslag binnen de twee maanden na de ontvangst ervan, voordat het naar de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer wordt gezonden. »

Art. 166. Artikel 30, § 2, 4°, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, wordt aangevuld met een punt 4° bis, luidende :

« 4° bis het formuleren van een advies omtrent het driejaarlijks verslag van de bedrijfsleider betreffende de woon-werkverplaatsingen van zijn werknemers, bedoeld in artikel 15, l), van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven, ingevoegd bij de programmawet van 8 april 2003 ».

Art. 167. § 1^{er}. En ce qui concerne les services publics, l'état visé à l'article 162 est communiqué, dans le cas de ceux auxquels s'applique la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, au comité de concertation compétent, et dans le cas des administrations, services et institutions auxquels cette dernière loi ne s'applique pas, à l'organe compétent de concertation; ce comité ou cet organe émet un avis à propos de cet état dans les deux mois de sa réception, avant son envoi au Service public fédéral Mobilité et Transports.

§ 2. Chaque fois que des modifications importantes se produisent dans un des services publics visés au § 1^{er}, qui sont de nature à modifier de façon significative le contenu de l'état visé à l'article 162, le comité ou organe de concertation compétent en est informé.

Art. 168. Au 30 juin de la deuxième année qui suit celle de l'entrée en vigueur de la présente loi, le Ministre de la Mobilité et des Transports établit une première évaluation de la pertinence du dispositif de collecte de données mis en place. Cette évaluation est soumise pour avis conjoint au Conseil national du Travail et au Conseil central de l'Economie; elle est également soumise pour avis, aux organes de consultation compétents des services publics visés à l'article 167, § 1^{er}.

Art. 169. Le responsable de la banque de données prévue à l'article 163, apporte, à la demande de l'employeur concerné, les modifications pour corriger les discordances éventuelles entre les données transmises par lui et les données relatives à son entreprise, telles qu'elles sont contenues dans la banque de données.

Art. 170. Le présent chapitre entre en vigueur le 1^{er} juillet 2003.

CHAPITRE XII. — *Modification du Code des Sociétés*

Art. 171. A l'article 91 du Code des sociétés, les mots « articles 81 à 87 » sont remplacés à deux reprises par les mots « articles 81, 82, 83, 1^o, et 84 à 87 ».

Art. 172. A l'article 98, alinéa 2 du même Code, les mots « et au plus tard sept mois après la date de clôture de l'exercice » sont ajoutés après le mot « approbation ».

Art. 173. A l'article 126, § 1^{er}, 3^o, du même Code, les mots « aux articles 108 à 121 » sont remplacés par les mots « aux articles 108 à 119 et 121 ».

Art. 174. L'article 128 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 128. — Les gérants et administrateurs ainsi que les personnes chargées de la gestion d'un établissement en Belgique qui contreviennent à l'une des obligations visées aux articles 81, 82, 83, 1^o, 95 et 96 seront punis d'une amende de cinquante euros à dix mille euros.

Si la violation de ces dispositions a lieu dans un but frauduleux, ils peuvent en outre être punis d'un emprisonnement d'un mois à un an ou de ces deux peines cumulées. »

Art. 175. Il est inséré un nouveau chapitre après l'article 129 du même Code :

« Chapitre V — Amendes administratives ».

Art. 176. Il est inséré un article 129bis dans le même Code, libellé comme suit :

« Art. 129bis. — § 1^{er}. Le ministre qui a les Affaires économiques dans ses attributions ou son délégué peut infliger une amende aux sociétés qui n'ont pas procédé au dépôt des comptes annuels, des comptes consolidés ou des documents à déposer en même temps que ces comptes, visé, suivant le cas, aux articles 83, 2^o, 98, 100, 120 ou 193, dans les sept mois suivant la date de clôture de l'exercice auquel ces documents se rapportent, sans préjudice du droit pour la société concernée d'invoquer et de prouver la force majeure par écrit et en temps utile.

§ 2. Le montant de l'amende visée au § 1^{er} est de 200 EUR par mois de retard, tout mois commencé étant compté comme entier, avec un maximum de 1 200 EUR. Le montant de l'amende est toutefois réduit à 60 EUR par mois de retard, avec un maximum de 360 EUR, pour les petites sociétés visées à l'article 99.

§ 3. Les gérants et administrateurs d'une société belge et les personnes chargées de la gestion d'un établissement en Belgique d'une société étrangère sont solidairement responsables du paiement des amendes infligées en vertu du § 1^{er}.

Art. 167. § 1. Wat de openbare diensten betreft, wordt het in artikel 162 genoemde verslag, in het geval van diensten waarop de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel van toepassing is, bezorgd aan het bevoegde overlegcomité, en in het geval van administraties, diensten en instellingen waarop die wet niet van toepassing is, aan het bevoegde orgaan van vakbondsoverleg; dit comité of orgaan brengt binnen de twee maanden na ontvangst van het verslag, voordat het naar de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer wordt gestuurd, een advies uit over dit verslag.

§ 2. Telkens als er in één van de in § 1 bedoelde openbare diensten belangrijke wijzigingen plaatsvinden die de inhoud van het in artikel 162 bedoelde verslag gevoelig zouden kunnen wijzigen, wordt het bevoegde overlegcomité of -orgaan hiervan op de hoogte gebracht.

Art. 168. Op 30 juni van het tweede jaar dat op de inwerkingtreding van dit hoofdstuk volgt zal de minister van Mobiliteit en Vervoer een eerste evaluatie verrichten omtrent de geschiktheid van het ingevoerde systeem van inzameling van gegevens. Deze evaluatie zal aan de Nationale Arbeidsraad en aan de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven worden voorgelegd voor hun gezamenlijk advies; ze zal ook voor advies worden voorgelegd aan de bevoegde overlegorganen van de in artikel 167, § 1, bedoelde overheidsdiensten.

Art. 169. De persoon die verantwoordelijk is voor de databank bedoeld in artikel 163, brengt op verzoek van de betrokken werkgever, de wijzigingen aan ter correctie van de eventuele discrepanties tussen de gegevens die hij heeft doorgegeven en de gegevens betreffende zijn onderneming, zoals ze in de databank staan.

Art. 170. Dit hoofdstuk treedt in werking op 1 juli 2003.

HOOFDSTUK XII. — *Wijziging aan het Wetboek van Vennootschappen*

Art. 171. In artikel 91 van het Wetboek van Vennootschappen worden de woorden « artikelen 81 tot 87 » tweemaal vervangen door de woorden « artikelen 81, 82, 83, 1^o, en 84 tot 87 ».

Art. 172. In artikel 98, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, wordt het zinsdeel « , en ten laatste zeven maanden na de datum van afsluiting van het boekjaar » toegevoegd na het woord « goedgekeurd ».

Art. 173. In artikel 126, § 1, 3^o, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « wetens de artikelen 108 tot 121 » vervangen door de woorden « wetens de artikelen 108 tot 119 en 121 ».

Art. 174. Artikel 128 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 128. — De zaakvoerders en bestuurders, alsook de personen die met het bestuur van een vestiging in België belast zijn, die een van de in de artikelen 81, 82, 83, 1^o, 95 en 96 bedoelde verplichtingen niet nakomen worden gestraft met een geldboete van vijftig euro tot tienduizend euro.

Indien de schending van deze artikelen gebeurt met bedrieglijk oogmerk kunnen zij bovendien worden gestraft met een gevangenisstraf van een maand tot een jaar of met beide straffen samen. »

Art. 175. Na artikel 129 van hetzelfde Wetboek wordt een nieuw hoofdstuk ingevoegd, luidende :

« Hoofdstuk V — Administratieve geldboetes ».

Art. 176. Een artikel 129bis wordt in hetzelfde Wetboek ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 129bis. — § 1. De minister die de Economische Zaken onder zijn bevoegdheden heeft of zijn gemachtigde kan een geldboete opleggen aan de vennootschappen die de door de artikelen 83, 2^o, 98, 100, 120 of 193 bedoelde verplichting tot neerlegging van de jaarrekening, de geconsolideerde jaarrekening of de stukken die er samen mee moeten worden neergelegd, niet zijn nagekomen binnen zeven maanden na de afsluitingsdatum van het boekjaar waarop deze stukken betrekking hebben, onverminderd het recht voor de betrokken vennootschap om schriftelijk en tijdig de overmacht in te roepen en te bewijzen.

§ 2. Het bedrag van de in het § 1 bedoelde geldboete bedraagt 200 EUR per maand vertraging, waarbij elke begonnen maand voor een volle maand wordt gerekend, met een maximum van 1.200 EUR. Het bedrag van de boete wordt evenwel beperkt tot 60 EUR per maand vertraging, met een maximum van 360 EUR, voor de in artikel 99 bedoelde kleine vennootschappen.

§ 3. De zaakvoerders en bestuurders van een Belgische vennootschap en de personen die met het bestuur van een vestiging in België zijn belast, zijn hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de krachtens § 1 opgelegde geldboetes.

§ 4. Le service au sein du Service public fédéral Finances ayant les recouvrements non fiscaux dans ses compétences procède au recouvrement des amendes dues au moyen d'une contrainte, conformément aux dispositions de l'article 94 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991. Le Roi détermine les modalités de paiement et de perception des amendes administratives visées au présent article. »

Art. 177. A l'article 193, alinéa 2 du même Code, les mots « et au plus tard sept mois après la date de clôture de l'exercice » sont ajoutés après les mots « de la date de l'assemblée ».

Art. 178. A l'article 196 du même Code sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er}, 2°, est remplacé par l'alinéa suivant :

« 2° les liquidateurs qui contreviennent à l'une des obligations des articles 81, 82, 83, 1°, 84 à 87, 95 et 96; »

2° l'alinéa 1^{er}, 4°, est remplacé par l'alinéa suivant :

« 4° les liquidateurs qui négligent de soumettre à l'assemblée générale les comptes annuels ou les résultats de la liquidation, conformément aux articles 193 et 194; »

3° l'alinéa 3 est supprimé.

Art. 179. Il est inséré un nouveau chapitre après l'article 196 du même Code, libellé comme suit :

« Chapitre V — Amendes administratives ».

Art. 180. Il est inséré un article 196*bis* dans le même Code, libellé comme suit :

« Art. 196*bis*. — Les liquidateurs sont solidairement responsables du paiement des amendes infligées en vertu de l'article 129*bis* ».

Art. 181. Ce chapitre de la présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, étant toutefois entendu :

— que les articles 172, 175, 176, 177, 179 et 180 de la présente loi s'appliquent pour la première fois aux dépôts des comptes annuels et consolidés clôturés à partir du 31 décembre 2002;

— que les dispositions des articles 91, 126, 128 et 196 du Code des Sociétés, telles qu'elles étaient libellées avant leur modification par les articles 171, 173, 174 et 178 de la présente loi, restent intégralement applicables aux dépôts des comptes annuels et consolidés clôturés avant le 31 décembre 2002.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 8 avril 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
G. VERHOFSTADT

La Vice-Première Ministre et Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget,
de l'Intégration sociale et de l'Economie sociale,
J. VANDE LANOTTE

La Vice-Première Ministre
et Ministre de la Mobilité et des Transports,
Mme I. DURANT

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

Le Ministre des Affaires sociales et des Pensions,
F. VANDENBROUCKE

§ 4. De dienst bij de Federale Overheidsdienst Financiën die bevoegd is voor de niet-fiscale invorderingen gaat over tot de invordering van de verschuldigde geldboetes door middel van een dwangbevel, overeenkomstig de bepalingen van artikel 94 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991. De Koning bepaalt de modaliteiten van betaling en inning van de administratieve geldboetes bedoeld in dit artikel. »

Art. 177. In artikel 193, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « , en ten laatste zeven maanden na de datum van afsluiting van het boekjaar » toegevoegd na de woorden « na de datum van de vergadering ».

Art. 178. In artikel 196 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid, 2°, wordt vervangen als volgt :

« 2° de vereffenaars die een van de bij de artikelen 81, 82, 83, 1°, 84 tot 87, 95 en 96 gestelde verplichtingen niet nakomen; »

2° het eerste lid, 4°, wordt vervangen als volgt :

« 4° de vereffenaars die nalaten aan de algemene vergadering de jaarrekening of de uitkomsten van de vereffening voor te leggen, overeenkomstig de artikelen 193 en 194; »

3° het derde lid wordt opgeheven.

Art. 179. Na artikel 196 van hetzelfde Wetboek wordt een nieuw hoofdstuk ingevoegd, luidende :

« Hoofdstuk V — Administratieve geldboetes ».

Art. 180. Een artikel 196*bis* wordt in hetzelfde Wetboek ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 196*bis*. — De vereffenaars zijn hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de krachtens artikel 129*bis* opgelegde geldboetes ».

Art. 181. Dit hoofdstuk van onderhavige wet treedt in werking de dag waarop ze in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt, evenwel met dien verstande :

— dat de artikelen 172, 175, 176, 177, 179 en 180 van deze wet voor het eerst van toepassing zijn op de neerleggingen van de jaarrekeningen en de geconsolideerde jaarrekeningen die vanaf 31 december 2002 zijn afgesloten;

— dat de bepalingen van de artikelen 91, 126, 128 en 196 van het Wetboek van Vennootschappen, zoals zij luiden voor hun wijziging door de artikelen 171, 173, 174 en 178 van deze wet, onverkort van toepassing blijven voor de neerleggingen van de jaarrekeningen en de geconsolideerde jaarrekeningen die vóór 31 december 2002 zijn afgesloten.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 8 april 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
G. VERHOFSTADT

De Vice-Eerste Minister en Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting,
Maatschappelijke Integratie en Sociale Economie,
J. VANDE LANOTTE

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Mobiliteit en Vervoer,
Mevr. I. DURANT

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

De Minister van Sociale Zaken en Pensioenen,
F. VANDENBROUCKE

Pour le Ministre de la Fonction publique
et de la Modernisation de l'administration, absent :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget,
de l'Intégration sociale et de l'Economie sociale,
J. VANDE LANOTTE

Le Ministre de la Défense,
A. FLAHAUT

Pour le Ministre de la Justice, absent :

Le Ministre des Télécommunications et des Entreprises
et Participations publiques, chargé des Classes moyennes,
R. DAEMS

Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS

Le Ministre des Télécommunications et des Entreprises
et Participations publiques, chargé des Classes moyennes,
R. DAEMS

Le Ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique,
chargé de la Politique des grandes villes,
Ch. PICQUE

La Ministre adjointe au Ministre des Affaires étrangères,
chargée de l'Agriculture,
Mme A.-M. NEYTS-UYTTEBROECK

Le Ministre de la Protection à la Consommation,
de la Santé publique et de l'Environnement,
J. TAVERNIER

Le Secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement,
E. BOUTMANS

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie et au Développement durable,
O. DELEUZE

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

—
Note

(1) Chambre des représentants

Documents parlementaires.

DOC 50 2343/ (2002/2003) :

001 : Projet de loi-programme.

002 : Annexe.

003 à 011 : Amendements.

012 à 018 : Rapports.

019 : Texte adopté par les commissions.

020 à 022 : Amendements.

023 : Articles modifiés.

024 : Amendements.

025 : Rapport complémentaire.

026 : Articles modifiés.

027 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Annales parlementaires.

Compte rendu intégral : 26, 27 et 28 mars 2003.

Sénat.

Documents parlementaires.

2-1566 – 2002/2003 :

N° 1 : Projet évoqué par le Sénat.

N° 2 : Amendements.

Nos 3 à 6 : Rapports.

Nr. 7 : Amendements.

N° 8 : Décision de ne pas amender.

Annales parlementaires.

Annales : 3 et 4 avril 2003.

Voor de Minister van Ambtenarenzaken
en Modernisering van de openbare besturen, afwezig :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting,
Maatschappelijke Integratie en Sociale Economie,
J. VANDE LANOTTE

De Minister van Landsverdediging,
A. FLAHAUT

Voor de Minister van Justitie, afwezig :

De Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven
en Participaties, belast met Middenstand,
R. DAEMS

De Minister van Financiën,
D. REYNDERS

De Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven
en Participaties, belast met Middenstand,
R. DAEMS

De Minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek,
belast met het Grootstedenbeleid,
Ch. PICQUE

De Minister toegevoegd aan de Minister van Buitenlandse Zaken,
belast met Landbouw,
Mevr. A.-M. NEYTS-UYTTEBROECK

De Minister van Consumentenzaken,
Volksgezondheid en Leefmilieu,
J. TAVERNIER

De Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking,
E. BOUTMANS

De Staatssecretaris voor Energie en Duurzame Ontwikkeling,
O. DELEUZE

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire Stukken.

DOC 50 2343/ (2002/2003) :

001 : Ontwerp van programmawet.

002 : Bijlage.

003 tot 011 : Amendementen.

012 tot 018 : Verslagen.

019 : Tekst aangenomen door de commissies.

020 tot 022 : Amendementen.

023 : Gewijzigde artikelen.

024 : Amendementen.

025 : Aanvullend verslag.

026 : Gewijzigde artikelen.

027 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden
aan de Senaat.

Parlementaire Handelingen.

Integraal verslag : 26, 27 en 28 maart 2003.

Senaat

Parlementaire Stukken.

2-1566 – 2002/2003 :

Nr. 1 : Ontwerp geëvoceerd door de Senaat.

Nr. 2 : Amendementen.

Nrs. 3 tot 6 : Verslagen.

Nr. 7 : Amendementen.

Nr. 8 : Beslissing om niet te amenderen.

Parlementaire Handelingen.

Handelingen : 3 en 4 april 2003.